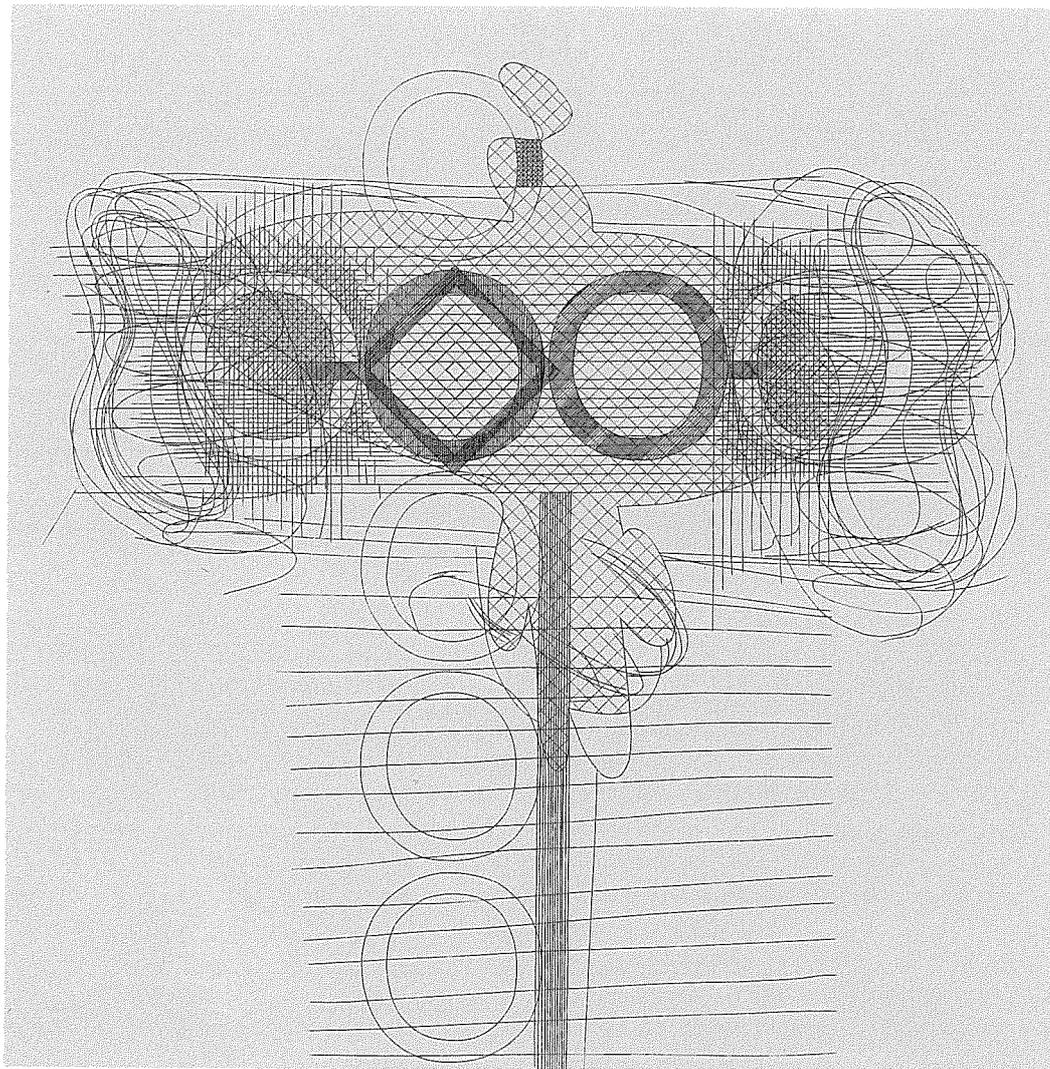


alvaro cencini et bernard schmitt

la pensée de karl marx critique et synthèse

vol. II la plus-value



castella

LA PENSÉE DE KARL MARX
CRITIQUE ET SYNTHÈSE

ALVARO CENCINI
et
BERNARD SCHMITT

LA PENSÉE DE KARL MARX
CRITIQUE ET SYNTHÈSE

VOL. II LA PLUS-VALUE

*Ouvrage honoré d'une subvention du
Conseil de l'Université de Fribourg*

ÉDITIONS CASTELLA
ALBEUVE · SUISSE

Copyright 1977 by Les Editions Castella, Albeuve

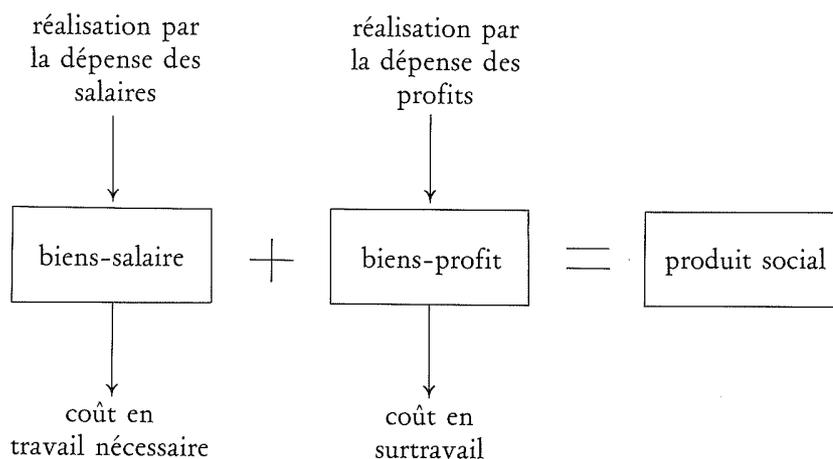
INTRODUCTION

Le problème traité dans le deuxième livre de notre série d'études sur la pensée de Karl Marx est connu depuis plus de cent ans et sa solution est encore recherchée: la réalisation de la plus-value.

Dans le procès de production, le produit est divisé en deux parties (complémentaires), les salaires et les profits. Cette bipartition est à la fois réelle et nominale. En d'autres termes, les salaires monétaires ne représentent qu'une fraction du produit social, le complément étant constitué par les profits monétaires. Cette symétrie entre les revenus réels et les revenus monétaires ne crée aucune difficulté du côté des salaires. En effet, si les salaires distribués sont la contre-valeur d'une partie seulement du produit, les salaires dépensés procurent aux travailleurs la même fraction du produit social: le clivage du produit est ainsi respecté du côté de la distribution et du côté de la dépense des salaires, de telle sorte que la formation et la réalisation des biens-salaire sont les deux côtés d'une réalité unique.

Cette conclusion s'étend logiquement à l'autre partie du produit, aux biens-profit. Supposons qu'il en soit effectivement ainsi. La production ou la formation des biens-profit apporte un revenu dont la dépense procure aux capitalistes tous les biens de subsistance, de luxe ou d'accumulation dont la valeur globale est égale au surproduit, c'est-à-dire à la fraction du revenu réel qui excède les biens-salaire. Rien n'est plus simple; les profits gagnés dans la production sont à la fois réels (le surproduit) et monétaires (le revenu des capitalistes) exactement comme les salaires gagnés dans la production sont réels (le produit nécessaire à la subsistance des travailleurs) et monétaires (le revenu des travailleurs).

Si le profit est un coût de production, les deux parties du produit sont formées et réalisées sans que ces deux mouvements suscitent la moindre difficulté analytique. Or, précisément, comme le salaire, le profit correspond bien à un coût positif. Il semblerait donc que le problème soit résolu. Le travail définit le coût de la totalité du produit, des biens-profit comme des biens-salaire. Ainsi, lorsque le coût s'étend à la totalité du produit, il n'est pas étonnant que le prix de vente de la totalité du produit soit égal à la somme des salaires et des profits. L'engagement du coût est la phase de la formation du produit. La vente du produit est la phase du recouvrement du coût par les capitalistes, la réalisation du produit.



Le schéma qui précède implique le problème de la réalisation. Les coûts forment le produit et les revenus correspondants; si les coûts ne formaient que le produit - et non les revenus monétaires - la réalisation serait inexplicée. Cependant, elle serait inutile, le produit étant alors directement réparti en nature. Le coût monétaire du produit implique sa réalisation dans le «procès de circulation»; réciproquement, la réalisation du produit implique son coût monétaire. Tout le problème de la réalisation, parfaitement connu de Marx lui-même, est dans cette proposition réciproque.

Les salaires sont un coût réel (la subsistance des travailleurs) et un coût monétaire (le capital variable); cependant les profits sont un coût réel positif (le

surtravail) et un coût monétaire nul: si la formation de la plus-value coûte du travail, elle ne coûte rien aux capitalistes. Puisque le surproduit a un coût monétaire nul, il ne s'accompagne d'aucun revenu qui pourrait servir à sa réalisation. Ainsi, le salaire monétaire permet de réaliser les biens-salaire tandis que la plus-value monétaire, qui permettrait de réaliser les biens-profit, fait défaut. Face au produit réel total, les salaires définissent les seuls revenus monétaires disponibles; le produit n'est donc réalisable qu'à concurrence des salaires distribués: le surproduit ne peut être réalisé ou écoulé, tous les revenus monétaires lancés dans l'économie étant des salaires. Le procès de production s'étend à la totalité du produit mais il apporte les salaires et non les profits monétaires; ainsi le procès de circulation, qui devrait lui aussi englober le produit total, ne saurait écouler le produit que dans la mesure des salaires distribués.

Dans la formulation que nous lui avons donnée, le problème de la réalisation paraît insoluble. Or Marx a cherché sa solution avec persévérance et ténacité, bien qu'elle ne pût que lui échapper.

La première partie de notre étude expose et critique les analyses de la réalisation proposées par Marx. Elles sont essentiellement au nombre de deux. D'abord, Marx a cherché la solution par la monnaie et plus spécifiquement du côté de l'or. Dans un monde où la monnaie est matérielle, la production du métal jaune se distingue de toute autre production: le surplus d'or nouvellement produit est directement une monnaie-marchandise. Pourquoi ce surplus ne servirait-il pas, en concours avec les salaires, à l'écoulement du produit social? L'or prêterait main-forte aux salaires monétaires afin d'accroître le pouvoir d'achat des espèces jusqu'à l'épuisement de la valeur des nouveaux biens, y compris le produit du surtravail. Nous constaterons l'échec de cette tentative de résolution. Le deuxième essai sera-t-il plus heureux? Les profits, dont la forme monétaire ne résulte pas du procès de production, pourraient-ils être donnés par une autre voie? Au lieu de distribuer les profits en revenus, comme pour les salaires, les entreprises se les font «avancer» par les banques, afin de les dépenser sur le marché des produits. Cette démarche paraît élégante. Nous démontrerons toutefois qu'elle tourne court à son tour.

Après la partie analytique, nous proposons une critique synthétique des théories de la réalisation proposées par Marx. Nous serons ainsi conduits à une nouvelle formulation du problème, qui permettra enfin sa (vraie) solution.

CHAPITRE I

LA FORMATION DE LA PLUS-VALUE

SECTION I

LA THÉORIE MARXIENNE

La théorie de la plus-value de Marx se situe dans le prolongement logique de celle de Ricardo. Une fois réfutée l'explication d'Adam Smith selon laquelle la plus-value se forme sur le marché des échanges, Marx centre son analyse sur le procès de production. La contrainte à respecter est l'échange entre équivalents. Dès lors, comment se fait-il qu'un profit puisse apparaître dans l'économie? La conception de la plus-value en tant que surplus de production ne laisse aucun choix. En effet, il est évident que l'échange sur le marché des produits ne peut en aucun cas être considéré comme productif. Il laisse inchangée la production de la période tout en permettant sa circulation entre les différents sujets économiques. Mais si l'échange n'est pas à l'origine du surplus, c'est que la répartition entre salaires et plus-value est antérieure au procès de circulation. La phase précédant l'échange est celle de la production. Le surplus étant constitué de marchandises, il s'ensuit que la plus-value se forme au niveau de la production.

Le point central de tout le raisonnement est la définition de la plus-value en tant que surplus. Il faut, tout en respectant l'échange entre équivalents, trouver le moyen de produire une quantité de marchandises dont la mesure dépasse celle des salaires distribués. Tel est le problème qui se pose à Marx. Etudions-le à l'aide de l'analyse développée dans le premier livre de notre série d'études.¹

¹ A. Cencini et B. Schmitt, *La pensée de Karl Marx, critique et synthèse*, Vol. I *La valeur*, Castella, Albeuve, 1976

1) *L'équivalence produit-travail*

La valeur d'échange, dans son acception exacte, est définie en tant que rapport entre la marchandise et le travail social nécessaire à sa production. Cette conception relative de la valeur établit le fondement même de la théorie de la valeur-travail, à savoir l'équivalence entre le produit et le travail social. «Mais notre finaud (S. Bailey) fait de la valeur quelque chose d'absolu, une propriété des choses, au lieu de n'y voir que quelque chose de relatif, le rapport des choses au travail social, à ce travail basé sur l'échange privé et où les choses sont uniquement déterminées comme expression de la production sociale.»¹ La correspondance entre produit et travail s'établit lors du processus de production. Cette équivalence qu'on appelle valeur rend commensurables les marchandises physiquement hétérogènes et permet ainsi leur échange sur le marché des produits. «Ce quelque chose de commun ne peut être une propriété naturelle quelconque, géométrique, physique, chimique, etc., des marchandises. Leurs qualités naturelles n'entrent en considération qu'autant qu'elles leur donnent une utilité qui en fait des valeurs d'usage. Mais d'un autre côté, il est évident que l'on fait abstraction de la valeur d'usage des marchandises quand on les échange et que tout rapport d'échange est même caractérisé par cette abstraction.»²

Sur cette détermination de la valeur se greffe la loi des échanges, selon laquelle des produits différents s'échangent à parité de valeurs. Il s'ensuit que les prix ne peuvent différer de la valeur; ils ne constituent que sa représentation monétaire. «Le *prix*, en lui-même, n'est que *l'expression monétaire de la valeur*. ... En examinant de plus près cette *expression monétaire de la valeur*, ou, ce qui revient au même, cette conversion de la valeur en prix, vous apercevrez que c'est un procédé par lequel vous donnez aux *valeurs* de toutes les marchandises une *forme indépendante et homogène*, ou par lequel vous les exprimez en tant que quantité d'un travail social indifférencié.»³ L'identité entre prix et

¹ Karl Marx, *Histoire des doctrines économiques*, trad. J. Molitor, Alfred Costes Editeur, Paris, 1925, Tome VI, pp. 199-200

² Karl Marx, *Le Capital I, Œuvres I*, Edition établie par Maximilien Rubel, Bibliothèque de la Pléiade, Gallimard, Paris, 1965, p. 564

³ *Salaires, prix et plus-value, Œuvres I*, p. 506

valeurs n'est que la conséquence logique de l'échange entre équivalents. *Dès lors qu'aucune différence positive globale ne saurait apparaître entre les valeurs échangées, la plus-value ne peut se former dans la sphère de la circulation.* En effet, dès que les prix s'identifient aux valeurs, la répartition du produit global entre salaires et profits ne peut être le résultat des échanges sur le marché des biens. Au contraire, cette répartition s'impose aux échanges. «Ainsi donc, pour expliquer la *nature générale du profit*, il vous faudra bien partir de ce théorème: en moyenne, les marchandises se vendent selon leurs valeurs réelles et l'on en retire du profit en les vendant selon leur valeur, c'est-à-dire à proportion de la quantité de travail qui s'y trouve réalisée. Si vous ne pouvez expliquer le profit par cette hypothèse, vous ne pouvez pas l'expliquer du tout.»¹ Il en découle que la formation de la plus-value s'effectue dans la phase précédant logiquement celle des échanges, à savoir dans le procès de production.

Il est utile de souligner le fait que la plus-value ne peut en aucun cas être considérée comme le produit d'un facteur autre que le travail. L'hypothèse de la pluralité des facteurs de production (terre, capital, travail,...) est à juste titre rejetée par Marx. Seul le travail est la cause première du produit.² Les facteurs tels que la terre ou le capital ne participent qu'indirectement au procès de production. Leur influence s'exerce sur la productivité physique du travail; elle détermine la quantité des marchandises produites et non pas leur valeur.

Etant donné que le facteur-capital n'est pas productif de valeur, la plus-value ne peut être que le produit du travail. *Ainsi la plus-value est-elle une partie de la valeur totale produite par le travail.* Le problème est de savoir comment il se fait qu'une partie de la valeur se constitue sous forme de profit bien que tous les échanges se fassent entre équivalents. Les travailleurs sont à l'origine de toute la valeur produite et néanmoins une partie de celle-ci est accaparée par les capitalistes. Ne pouvant être la conséquence d'une vente à des prix supérieurs à la valeur, la plus-value doit être expliquée sur le fondement de l'équivalence produit-travail. «Il a été démontré que la somme des

¹ *Op. cit.*, p. 508

² *La pensée de Karl Marx, critique et synthèse*, Vol. I *La valeur*, p. 22 et suivantes.

valeurs jetée dans la circulation n'y peut s'augmenter, et que, par conséquent, en dehors d'elle, il doit se passer quelque chose qui rende possible la formation d'une plus-value. ... La transformation de l'argent en capital doit être expliquée en prenant pour base les lois immanentes de la circulation des marchandises, de telle sorte que l'échange d'équivalents serve de point de départ.»¹

Résumons-nous. Si le travail est le seul facteur produisant la valeur et si l'échange doit s'effectuer entre équivalents, c'est que la plus-value est le produit du travail. En d'autres termes, le procès de production remplit deux fonctions distinctes: d'un côté il détermine le montant total de la valeur produite et de l'autre il répartit cette valeur entre les salaires et les profits. Comment cette répartition est-elle possible? Pour répondre, il faut avoir recours au concept le plus connu de la théorie marxienne: celui de la force de travail.

2) *L'équivalence entre la force de travail et le travail correspondant*

Marx rencontre une première difficulté au niveau de la *formation* de la plus-value. L'échange entre équivalents l'oblige à rechercher une solution en dehors de la sphère de circulation. Il faut que la plus-value soit le résultat de la production. Ainsi la formation des salaires et des profits doit-elle être antécédente à leur réalisation monétaire. La part des salaires ne doit représenter qu'une fraction de la production globale, sinon la plus-value serait nulle. La division du produit en salaires et profits est permise par l'introduction d'une marchandise particulière, la force de travail. L'échange qui se produit sur le marché du travail est, comme tout échange, soumis à la loi de l'équivalence. Par conséquent, il doit exister une relation entre la production mesurée en travail et le travailleur. Que représentent effectivement ces deux termes? La mesure des salaires est déterminée par celle de la marchandise spécifique vendue par les travailleurs. Or, quelle marchandise les travailleurs peuvent-ils donner en échange du salaire, sinon leur propre force de travail? «Ce que l'ouvrier vend, ce n'est pas

¹ *Le Capital I, Œuvres I*, pp. 712-713

directement son *travail*, mais sa *force de travail*, qu'il met temporairement à la disposition du capitaliste.»¹

La force de travail est un concept historique car elle repose sur le maintien, après l'abolition de l'esclavage, de la séparation entre le travailleur et les moyens de production. L'existence du travailleur «libre» et la propriété privée des moyens de production sont les fondements mêmes du travail salarié. «Or, avant de le faire, nous pourrions nous demander d'où vient cet étrange phénomène: le marché est occupé par un groupe d'acheteurs, possesseurs de la terre, des machines, des matières premières, des moyens de subsistance, toutes choses qui, excepté la terre à l'état vierge, sont des *produits du travail*; et en face, un groupe de vendeurs, qui n'ont rien d'autre à vendre que leur force de travail, leurs bras et leurs cerveaux en action? Comment se fait-il que le premier groupe achète continuellement, afin de faire du profit et de s'enrichir, tandis que le second vend sans relâche, pour gagner sa vie? Examiner cette question, ce serait examiner ce que les économistes appellent l'*accumulation antérieure ou originelle*, mais qu'il vaudrait mieux appeler l'*expropriation originelle*. Nous découvririons que cette prétendue *accumulation originelle* ne désigne rien d'autre qu'une série de processus historiques aboutissant à une *décomposition de l'union originelle* qui existait entre l'homme au travail et les instruments de travail.»²

Les conditions historiques étant remplies, le travailleur se présente en tant que vendeur de sa force de travail. Pour qu'un rapport d'échange s'établisse entre la force de travail et le salaire, il faut que la mesure des deux termes soit connue. En effet, tout échange s'effectuant entre équivalents, la mesure des deux marchandises échangées doit être la même. Quelle est donc la mesure de la force de travail? Le principe qui doit nous guider est celui du travail socialement nécessaire. La force de travail n'étant qu'une marchandise parmi les autres, sa mesure est déterminée par la règle générale du travail socialement nécessaire pour la produire. Comme elle représente «l'ensemble des facultés physiques et intellectuelles qui existent dans le corps d'un homme, dans sa personnalité vivante, et qu'il doit mettre

¹ *Salaire, prix et plus-value, Œuvres I*, p. 509

² *Op. cit.*, pp. 509-510

en mouvement pour produire des choses utiles»¹, sa valeur d'échange s'identifie à celle des biens qui sont nécessaires à la production de ces facultés. «Après ce qui vient d'être dit, on verra que *la valeur de la force de travail* est déterminée par la valeur des moyens de subsistance nécessaires pour produire, développer, entretenir et perpétuer la force de travail.»² La mesure de la force de travail étant établie, elle peut être exprimée monétairement par le salaire. Il y a rapport d'équivalence entre les salaires et la force de travail.

Soit une remarque. Lorsque deux marchandises quelconques *a* et *b* s'échangent entre elles, l'échange a lieu dans le respect de leurs mesures. La marchandise *a* est mesurée par le travail social qui la produit. La mesure de *b* est déterminée de la même façon. Néanmoins, les deux mesures s'effectuent indépendamment l'une de l'autre. C'est seulement après leur détermination que les valeurs d'échange de *a* et de *b* sont rapportées l'une à l'autre. La mesure, rapport d'équivalence entre le produit et le travail social, s'établit séparément pour *a* et pour *b*. Il en va autrement pour la force de travail: en effet, la détermination de sa mesure ne s'opère pas indépendamment de celle des biens-salaire. *Au contraire, c'est la mesure même des biens de subsistance qui définit celle de la force de travail.* Il y a interdépendance totale. L'échange entre force de travail et biens-salaire ne rapporte pas deux marchandises entre elles, dont la mesure ne s'égaliserait que par cette opération. La mesure des biens de subsistance étant identiquement celle de la force de travail, leur égalisation ne saurait être le résultat du processus d'échange. L'équivalence force de travail \equiv biens-salaire appartient donc à la même catégorie de mesure que l'équivalence produit \equiv travail.

3) *La plus-value en tant que différence entre l'équivalence du produit et du travail et l'équivalence de la force de travail et du travail correspondant*

Si la plus-value est le produit du travail vivant, sa formation se situe dans la sphère de la production. C'est le travail et lui seul qui est à l'origine du produit social, sans excepter le surproduit. Ce qu'il faut expliquer, c'est précisément la répartition du produit entre les salaires

¹ *Le Capital I, Œuvres I, p. 715*

² *Salaires, prix et plus-value, Œuvres I, p. 511*

et les profits. Devant s'effectuer dans le respect de la loi des échanges, cette répartition ne peut être le résultat de la circulation des marchandises. Au contraire, *l'échange entre équivalents impose une répartition du produit qui soit antérieure à sa réalisation monétaire*. «La valeur est exprimée dans les prix des marchandises avant qu'elles entrent dans la circulation, au lieu d'en résulter. Si on fait abstraction des circonstances accidentelles qui ne proviennent point des lois immanentes à la circulation, il ne s'y passe, en dehors du remplacement d'un produit utile par un autre, rien autre chose qu'une métamorphose ou un simple changement de forme de la marchandise. La même valeur, c'est-à-dire le même quantum de travail social réalisé, reste toujours dans la main du même échangiste, quoiqu'il la tienne tour à tour sous la forme de son propre produit, de l'argent, et du produit d'autrui.»¹

Le raisonnement est clair. La plus-value doit représenter la partie du produit social qui se forme entre les mains des capitalistes. L'ensemble de la production étant le résultat du travail, les capitalistes en prennent une partie. Cette appropriation est permise par la nature particulière de la marchandise force de travail. En effet, la valeur d'usage de la force de travail n'est rien d'autre que sa capacité de produire du travail et donc de créer de la valeur d'échange. «Pour pouvoir tirer une valeur échangeable de la valeur usuelle d'une marchandise, il faudrait que l'homme aux écus eût l'heureuse chance de découvrir *au milieu de la circulation*, sur le marché même, une marchandise dont la valeur usuelle possédât la vertu particulière d'être source de valeur échangeable, de sorte que la consommer serait *réaliser du travail* et, par conséquent, créer de la valeur. Et notre homme trouve effectivement sur le marché une marchandise douée de cette vertu spécifique, elle s'appelle *puissance de travail* ou *force de travail*.»² Soulignons encore une fois que la plus-value ne provient pas de la circulation sur le marché des produits. L'équivalence entre les termes de l'échange s'oppose à l'apparition d'un surplus, bien que la condition nécessaire à la formation de celui-ci soit l'échange entre salaire et force de travail. «Bien qu'inaugurée par l'achat et la vente de la force de

¹ *Le Capital I, Œuvres I*, p. 704

² *Op. cit.*, p. 715

travail, l'appropriation de plus-value est un acte qui s'accomplit à l'intérieur du processus de production, dont elle constitue un moment essentiel.»¹

La plus-value est la différence entre la mesure du produit et la mesure de la force de travail; c'est dire qu'elle se forme par la différence entre le travail total et le travail absorbé par les salaires. L'explication découle de la nature même du travail salarié. Tout en la vendant à sa valeur, l'ouvrier cède au capitaliste la valeur d'usage de sa force de travail. Ainsi est-il suffisant d'utiliser la force de travail au-delà du temps nécessaire à la production des biens-salaire pour obtenir une plus-value. «Si le processus de travail ne dure que jusqu'au point où la valeur de la force de travail payée par le capital est remplacée par un équivalent nouveau, il y a simple production de valeur; quand il dépasse cette limite, il y a production de plus-value.»² Etant donné que «le vendeur de la force de travail, comme le vendeur de toute autre marchandise, en réalise la valeur échangeable et en aliène la valeur usuelle»³ et que «la valeur que la force de travail possède et la valeur qu'elle peut créer différent donc de grandeur»⁴, une plus-value se forme dans le processus de production.

Ainsi la création de la plus-value s'explique-t-elle sans que le principe de l'échange entre équivalents soit remis en question. Au contraire, ce sont les équivalences qui permettent la définition de la plus-value. Montrons-le encore une fois. Le profit est la différence entre le produit et les salaires. Or nous savons que la mesure du produit est donnée par l'équivalence produit-travail et que la mesure des salaires ne fait qu'exprimer l'équivalence de la force de travail et du travail correspondant, c'est-à-dire du travail socialement nécessaire pour reproduire la force de travail. Il en découle que la plus-value doit être conçue comme la différence entre l'équivalence produit \equiv travail et l'équivalence force de travail \equiv travail correspondant à cette force. «Si nous considérons l'échange entre capital et travail nous trouvons qu'il se scinde en deux processus non seulement formellement, mais qualitativement différents et voire même opposés:

¹ *Le Capital II, Œuvres II*, p. 747

² *Le Capital I, Œuvres I*, p. 746

³ *Op. cit.*, p. 745

⁴ *Op. cit.*, p. 745

- 1) L'ouvrier échange sa marchandise - le travail, la valeur d'usage qui, en tant que marchandise, a un *prix* comme toutes les autres marchandises - contre une somme déterminée de valeurs d'échange, une somme déterminée d'argent que le capital lui accorde.
- 2) Le capitaliste obtient dans l'échange le travail lui-même, le travail en tant qu'activité créatrice de valeur, en tant que travail productif.»¹

¹ *Grundrisse der Kritik der Politischen Ökonomie*, Marx-Engels-Lenin-Institut-Moskau, Dietz Verlag, Berlin 1953, p. 185: «Wenn wir den Austausch zwischen Kapital und Arbeit betrachten, so finden wir, dass er in zwei nur formell, sondern qualitativ verschiedene und selbst entgegengesetzte Prozesse zerfällt:

- 1) Der Arbeiter tauscht seine Ware, die Arbeit, der Gebrauchswert, die als Ware auch einen *Preis*, hat, wie alle andren Waren, aus gegen eine bestimmte Summe Tauschwerte, bestimmte Summe Geld, die das Kapital an ihn ablässt.
- 2) Der Kapitalist tauscht die Arbeit selbst ein, die Arbeit als wertsetzende Tätigkeit, als produktive Arbeit.»

SECTION 2

PREMIÈRE CRITIQUE DE LA THÉORIE MARXIENNE
DE LA FORMATION DE LA PLUS-VALUE

Le but de ce travail est la critique rigoureuse de la théorie de la plus-value. Or une telle critique vise le cœur même de la théorie marxienne et seules les contradictions *internes* sont décisives. Remettre en question les hypothèses ne saurait constituer une démarche satisfaisante. Ainsi notre analyse portera-t-elle principalement sur le problème de la *réalisation* monétaire de la plus-value. Introduisons néanmoins les éléments d'une critique au niveau préalable de la *formation* de la plus-value. Notre première étude se situe déjà sur ce plan;¹ ce chapitre en constitue donc une brève suite logique.

1) *La mesure du produit*

Le problème de la commensurabilité des marchandises physiquement hétérogènes ne peut être résolu qu'au moyen d'une unité de mesure commune, c'est tautologique: «les valeurs d'échange des marchandises doivent être ramenées à quelque chose qui leur est *commun* et dont elles représentent un plus ou un moins.»² Issus du procès de production, tous les biens sont caractérisés par le fait qu'ils sont le produit du travail. Dès lors, la mesure des biens produits n'est rien d'autre que le rapport d'équivalence qu'ils forment avec le travail

¹ *La pensée de Karl Marx, critique et synthèse*, Vol. I *La valeur*

² *Le Capital I, Œuvres I*, p. 564

socialement nécessaire. Ce rapport s'établit dans le procès de production; il en est le résultat. La mesure est donnée en même temps que le procès de production: en ce sens, le procès de production est le préalable logique de la mesure. Encore faut-il que le travail, en tant que cause première de toute marchandise et seul élément capable d'homogénéiser les produits, soit lui-même homogène; en d'autres termes, il faut pouvoir mesurer les marchandises par le dénombrement des *mêmes* unités de travail, par exemple en heures. Il est donc nécessaire de compter les marchandises d'après les quantités de travail homogène qu'elles représentent. On retrouve le problème de la commensurabilité de travaux différents. Comme pour les marchandises, il est indispensable de définir une unité de mesure commune à tous les travaux sinon toute analyse de la valeur-travail serait impossible. Pour Marx cette unité définit le travail simple. «Les proportions diverses suivant lesquelles différentes espèces de travail sont réduites au travail simple comme à leur unité de mesure s'établissent dans la société à l'insu des producteurs et leur paraissent des conventions traditionnelles.»¹ Comme nous l'avions démontré,² seule la mesure en unités de salaires permet la réduction du travail complexe. La mesure du travail s'effectuant directement en monnaie, la réduction s'opère instantanément. Si le travail *a* est rémunéré par 4 unités de salaire monétaire et le travail *b* par 2, il en découle directement qu'une heure de travail *a* est équivalent à 2 heures de travail *b*.

La réduction du travail complexe est logiquement impossible dès que l'on prétend mesurer le travail en unités dimensionnelles. Quand le travail est mesuré par sa durée, la dimension-temps intervient dans son évaluation: il est alors nécessaire d'avoir une échelle comparative entre les différents travaux. *La solution au problème de la réduction implique l'abandon d'une mesure dimensionnelle du travail.* Cette conclusion est d'autant plus forte qu'elle correspond à une nécessité formelle, implicite dans la relation d'équivalence que le procès de production établit entre le produit et le travail. La mesure du produit étant un rapport d'équivalence, elle n'appartient pas à la catégorie des mesures dimensionnelles. La conception relative de la valeur d'échange adoptée

¹ *Op. cit.*, p. 572

² *La pensée de Karl Marx, critique et synthèse*, Vol. I *La valeur*

par Marx écarte à jamais l'idée de la valeur-substance, qui seule permettrait une mesure dimensionnelle des produits. «Il est absolument faux de dire que la valeur de la marchandise est ainsi changée en quelque chose d'absolu. C'est le contraire. En tant que valeur d'usage, la marchandise apparaît comme quelque chose d'autonome, d'indépendant. En tant que valeur, elle apparaît au contraire comme quelque chose de relatif, simplement déterminé par son rapport au travail socialement nécessaire, égal, simple...»¹ Pour mesurer les biens produits et donc identiquement pour exprimer leur valeur d'échange dans son acception première, il faut établir une relation d'équivalence dont l'expression ne peut être donnée qu'en termes de salaire. C'est uniquement ainsi que les difficultés de la mensuration non dimensionnelle des produits et de la réduction de travaux différents peuvent être écartées. Il s'ensuit que *la mesure des produits est donnée par le montant des salaires monétaires distribués en rémunération du travail*. L'élément déterminant reste toujours le travail qui, au lieu d'être compté en unités temporelles l'est en unités arithmétiques.

Ainsi, lors du procès de production, travail et marchandise forment une relation d'équivalence qui définit la mesure du produit. Le travail mesure le produit et non pas une qualité spécifiquement économique qui lui soit propre. Il n'y a aucune parenté entre une quelconque dimension et la mesure économique du produit. Ainsi, la logique exige que le travail lui-même soit exprimé en termes purement arithmétiques. La mesure du produit n'étant pas une dimension, il serait faux de prétendre la donner en unités dimensionnelles. La solution au problème de la réduction ne fait que confirmer cette conclusion. Seul le salaire monétaire permet d'homogénéiser les travaux. Il en découle que la mesure du produit s'établit dans l'équivalence produit \equiv travail et qu'elle s'exprime en unités de salaire.

2) *La mesure de la force de travail*

La force de travail n'étant qu'une marchandise parmi les autres, sa mesure est donnée par la règle générale, c'est-à-dire par l'équivalence qui s'établit entre la marchandise et le travail nécessaire à sa

¹ *Histoire des doctrines économiques*, Tome VI, p. 198

production. Etant donné les caractéristiques de cette marchandise particulière, la relation force de travail — travail ne peut pas résulter directement du processus de production. En effet, entre la dépense du travail et la production de la force de travail s'interpose la production des biens de subsistance. C'est par leur intermédiaire que s'effectue la mesure. Ainsi l'identité entre la mesure des biens de subsistance et la mesure de la force de travail permet d'établir une correspondance entre le travail et sa force. «... la *valeur de la force de travail* est déterminée par la valeur des moyens de subsistance nécessaires pour produire, développer, entretenir, et perpétuer la force de travail.»¹ L'équivalence entre le travail et la force de travail qui lui correspond s'établit par l'intermédiaire des biens-salaire. «Comme *la force de travail équivaut à une somme déterminée de moyens de subsistance*, sa valeur change donc avec leur valeur, c'est-à-dire proportionnellement au temps de travail nécessaire à leur production.»² Bien qu'indirecte, la détermination de la mesure de la force de travail demeure purement relative. Le rapport d'équivalence définissant la mesure s'établit toujours entre une marchandise d'un côté et le travail de l'autre. Le fait que, pour la force de travail, il soit nécessaire de passer par l'intermédiaire des biens de subsistance risque d'induire en erreur. En effet, ce qui semble être un simple rapport entre marchandises suppose en réalité une détermination antérieure, se situant dans le procès de production. L'identité en valeur entre les moyens de subsistance et la force de travail est postulée. Encore faut-il avoir recours au travail pour que les biens-salaire prêtent leur mesure à la force de travail. Faute de cette intégration fondamentale entre les moyens de subsistance et le travail, la mesure de la force-travail resterait indéterminée.

Il résulte de ce qui précède que la mesure de la force de travail est identiquement la mesure qui s'établit dans le procès de production entre le travail et les biens-salaire, moyens de subsistance des travailleurs. Nous savons que la relation d'équivalence définissant la mesure ne peut être exprimée qu'en termes de salaires distribués.³ Il s'ensuit que les moyens de subsistance et, par transitivité, la force de

¹ *Salaire, prix et plus-value, Œuvres I*, p. 511

² *Le Capital I, Œuvres I*, p. 721

³ Cf. *Le paragraphe précédent*

travail, ont une mesure dont l'expression coïncide avec celle des rémunérations versées aux producteurs des biens-salaire. Ainsi la force de travail est-elle mesurée en unités de salaires. Cette conclusion est parfaitement compatible avec la détermination relative de la mesure de toute marchandise, y compris la force de travail.

Sauf à nous répéter, la mesure, n'étant pas l'expression d'une subsistance présente dans les biens produits, est comptée en unités non dimensionnelles. Les unités de salaire ne pourraient pas être la mesure du produit si la monnaie était une marchandise¹. Si la mesure de toute marchandise est exprimée en salaires, la mesure de la force de travail est elle-même donnée en salaires. Dans ces conditions, la plus-value peut-elle, comme le prétend Marx, naître dans le procès de production?

3) *La «contradictio in adjecto»*

Dans la section précédente, nous avons exprimé la plus-value en termes d'équivalence, plus précisément en tant que différence entre deux équivalences dont l'une implique le produit et l'autre le travail. Ainsi, la plus-value est le surplus de production, résultat du surtravail. La répartition du produit global entre profits et salaires ne résulte pas de la circulation; au contraire, elle est imposée par le processus de production. Cependant, la mesure des produits devant être exprimée en salaires, la formation de la plus-value est-elle toujours explicable par la différence entre le travail et sa force? Le raisonnement qui apporte la réponse est très simple. Si les salaires distribués sont la mesure de tous les biens produits, aucune différence ne peut naître entre la rémunération et le produit des travailleurs. En effet, la mesure de chaque marchandise est déterminée par le travail qui la produit. Le produit est donc mesuré par la totalité des salaires, ce qui interdit la formation d'une plus-value. L'équivalence produit-travail se transforme en équivalence produit-salaire, ne laissant aucune place aux surplus de production.

Le lecteur est-il suffisamment éclairé? La conception selon laquelle la plus-value se forme dans le procès de production doit être rejetée

¹ *La pensée de Karl Marx, critique et synthèse*, Vol. I *La valeur*, p. 103 et suivantes

dès que le produit est mesuré en unités de salaire. La mesure de chaque produit s'établit par sa relation avec le travail. Le travail est rendu homogène par les salaires. Dès lors le salaire mesure le produit. Il s'ensuit que la mesure du produit s'exprime par l'équivalence produit \equiv travail ou identiquement produit \equiv salaire. La distinction entre le travail et sa force n'est-elle pas fondamentalement remise en cause? Si la force de travail est effectivement une marchandise, elle postule l'équivalence des salaires avec une *partie seulement* du produit, les moyens de subsistance des travailleurs.

La contradiction éclate au grand jour. Le salaire est en même temps la mesure de tous les produits et celle de la seule force de travail. Il en découle que la plus-value ne peut plus être définie par la différence entre le produit et le salaire; ce serait définir une différence entre deux grandeurs égales, le produit (en tant que grandeur mesurée) et les salaires (qui sont la mesure même du produit).

On a les relations suivantes:

1. salaires = produit,
2. salaires = force de travail < produit, d'où:
3. produit \neq produit, *à moins que la plus-value soit nulle.*

Et, si la plus-value est effectivement nulle:

4. salaires = force de travail = travail.

La distinction du travail et de sa force définit une contradiction; il faut donc l'écarter et conclure que le travail et la force de travail désignent le même objet. Mais si la force de travail est identique au travail, la plus-value est-elle nécessairement nulle? Elle ne le serait que si l'on s'obstinait à définir le surplus par la différence entre le travail et sa force.

Il faut donc que la théorie nous fournisse une autre solution. La dernière partie de ce travail indiquera la voie à suivre. Mais appuyons encore la conclusion de ce chapitre sur une autre analyse. Supposons résolu le problème de la formation de la plus-value et tournons-nous vers celui de sa réalisation (monétaire).

CHAPITRE II

LA RÉALISATION MONÉTAIRE DE
LA PLUS-VALUE

SECTION I

LA NÉCESSITÉ DE LA RÉALISATION

Supposons résolu le problème de la formation de la plus-value. Ainsi, un surplus se constitue lors du procès de production, représentant la part du produit global que les capitalistes s'approprient. Jusqu'ici l'analyse se développe en termes réels. La plus-value existe d'abord sous forme de produits réels, que les travailleurs cèdent gratuitement. Mais, comme nous l'établirons, il est nécessaire qu'elle soit réalisée monétairement. Cette réalisation étant le résultat de la vente des biens-profit, le problème s'identifie à celui de la circulation de la plus-value. «La question n'est donc pas: D'où vient la plus-value? Mais: D'où vient l'argent nécessaire pour la réaliser?»¹

«La richesse des sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste s'annonce comme une 'immense accumulation de marchandises'...»² Le premier chapitre du Volume I du *Capital* s'ouvre par cette affirmation. Le système capitaliste repose sur la production de marchandises, c'est-à-dire sur la production de biens destinés à la circulation, à la vente. Dans ce système, l'échange sur le marché des produits s'effectue entre marchandises, par l'intermédiaire de la monnaie. La nécessité d'une mensuration des produits, qui soit antérieure à leur échange, a déjà été prouvée.³ Répétons simplement

¹ *Le Capital II, Œuvres II*, p. 706

² *Le Capital I, Œuvres I*, p. 561

³ *La pensée de Karl Marx, critique et synthèse*, Vol. I *La valeur*

que cette mensuration résulte de l'intégration qui s'effectue entre travail et produit lors du processus de production et qui pose le principe même de la valeur-travail. «Toutes les marchandises sont des *non-valeurs d'usage pour ceux qui les possèdent et des valeurs d'usage pour ceux qui ne les possèdent pas*. Aussi faut-il qu'elles passent d'une main dans l'autre sur toute la ligne. Mais ce changement de mains constitue leur échange et leur échange les rapporte les unes aux autres comme valeurs et les réalise comme valeurs. Il faut donc que les marchandises se manifestent comme valeurs avant qu'elles puissent se réaliser comme valeurs d'usage.»¹

Le problème ne pourrait être posé plus clairement. Une fois produites, les marchandises doivent être écoulées sur le marché. Le troc étant exclu, cette opération s'effectue par la monnaie. La plus-value, qui se constitue sous forme de surplus dans la sphère de la production, ne peut se soustraire à la nécessité de sa réalisation monétaire. «Il nous faut analyser ici cette transformation de la plus-value de sa forme marchandise primitive en argent.»² Aucun doute n'est possible. Le passage de la production à la circulation est indispensable et ne peut s'opérer que par le biais de la monnaie. «Bien que la plus-value soit *produite* dans la sphère de la production, elle n'est *réalisée* - à l'égal de tout autre élément constitutif de la valeur marchande - que dans la sphère de la circulation.»³ Soulignons le fait que la nécessité de la réalisation n'est pas spécifique à la plus-value mais concerne l'ensemble des biens produits dont la plus-value fait partie. «Ce qui doit être payé en monnaie -...- c'est la valeur des marchandises. Qu'une partie de cette valeur représente une plus-value, donc n'ait rien coûté au vendeur, ne change absolument rien à l'affaire.»⁴ Si nous excluons du raisonnement le capital constant c , le problème se réduit à la réalisation monétaire des produits dont la mesure est $v + pl$, à savoir la somme du travail vivant employé pour leur production. En définitive la question est celle-ci: «... comment se peut-il que chaque capitaliste retire du produit annuel une plus-value

¹ *Le Capital I, Œuvres I*, p. 621

² *Le Capital II, Œuvres II*, p. 703

³ *Op. cit.*, p. 512

⁴ *Op. cit.*, p. 706

en monnaie, autrement dit qu'il retire de la circulation plus d'argent qu'il y en a été jeté, puisque, en dernière instance, la classe capitaliste elle-même doit être considérée comme la source de tout l'argent jeté dans la circulation?»¹

La nécessité de la réalisation monétaire des biens produits est inséparable du mode de production capitaliste. La circulation des marchandises se fait à l'aide de la monnaie, l'équivalent général. Ainsi la forme de la circulation simple est la suivante: $M-A-M$. «L'échange ne s'accomplit donc pas sans donner lieu à deux métamorphoses opposées et qui se complètent l'une l'autre: transformation de la marchandise en argent et sa retransformation d'argent en marchandise. Ces deux métamorphoses de la marchandise présentent à la fois, au point de vue de son possesseur, deux actes: vente, échange de la marchandise contre l'argent; achat, échange de l'argent contre la marchandise, et l'ensemble de ces deux actes: vendre pour acheter.»²

La justification la plus profonde de la nécessité de réaliser le produit est celle qui suit: équivalent général, la monnaie est le seul facteur permettant de définir le travail *social*. Si les échanges monétaires faisaient défaut, ou s'ils ne s'étendaient qu'à une partie du produit, le travail ne pourrait pas avoir une origine sociale et les produits exclus de la réalisation ne seraient pas des marchandises.

La nécessité de la réalisation est apparente dans le déroulement suivant, qui est parfaitement connu et qui tient en quelques lignes. La monnaie ne fonctionne qu'en tant que moyen de circulation; elle permet l'échange entre marchandises physiquement hétérogènes en leur prêtant son homogénéité. Dans l'acte de production s'établit une relation d'équivalence entre les marchandises et le travail. Dès lors, les marchandises sont rendues commensurables et peuvent être échangées sur la base de leur mesure monétaire. Ce n'est que si l'expression monétaire de la mesure du bien a est égale à 2 fr. et celle du bien b à 4 fr. qu'il est possible d'établir la relation d'égalité $2a = 1b$. Finalement l'échange suppose doublement la monnaie; d'abord pour faciliter la circulation des biens, puis, plus fondamentalement, pour donner la mesure des biens échangeables. Puisque les prix monétaires définissent

¹ *Op. cit.*, p. 806

² *Le Capital I, Œuvres I*, p. 644

la valeur d'échange des marchandises, la réalisation monétaire des biens produits est une condition indispensable. «La forme prix renferme en elle-même l'aliénabilité des marchandises contre la monnaie et la nécessité de cette aliénation.»¹

La transformation des marchandises en monnaie ne pouvant être éludée, le problème est de trouver l'argent nécessaire à cette réalisation. La grande difficulté de ce problème tient au fait de la *valorisation*, la plus-value s'ajoutant au capital variable engagé. Si la correspondance entre rémunération des travailleurs et marchandises-salaire est étroite, le surproduit n'admet évidemment aucun lien avec les salaires. «Dans l'économie bourgeoise, l'existence de la plus-value est non seulement évidente, mais elle implique encore qu'une partie de la masse de marchandises jetée dans la circulation est un surproduit et représente donc une valeur que le capitaliste n'a pas jetée dans la circulation avec son capital; elle implique que le capitaliste, avec son produit, jette dans la circulation un surplus qu'il ne manque pas de retirer de nouveau.»² Or comment le surplus peut-il être réalisé monétairement? Est-ce possible dans le cadre des échanges entre équivalents? Tel est le redoutable problème. Sa solution nous permettra d'approfondir la théorie de la valeur-travail.

¹ *Op. cit.*, p. 642

² *Le Capital II, Œuvres II*, pp. 706-707

SECTION 2

LA DÉPENSE DES SALAIRES DISTRIBUÉS NE PERMET PAS LA RÉALISATION DE LA PLUS-VALUE

Il s'agit de réaliser monétairement un produit dont la mesure est exprimée par $v + pl$, c'est-à-dire par la somme totale du travail vivant employé. Cette réalisation ne peut s'opérer que par la dépense d'un revenu monétaire. L'achat ayant remplacé l'appropriation directe, le système repose sur la circulation (monétaire) des marchandises. L'échange $M-A$ suppose l'utilisation non seulement d'une monnaie mais d'un revenu monétaire dont le montant correspond à la mesure des marchandises achetées. Tout achat étant financé par un revenu, il faut que la production apporte les revenus nécessaires à l'écoulement du produit. Le problème est ainsi de trouver les revenus monétaires nécessaires à la réalisation du produit tout entier.

Considérons les seuls salaires distribués. Ils représentent le revenu des travailleurs. Le paiement des salaires implique une transformation du capital variable en revenu monétaire. «Le capital variable fonctionne comme capital entre les mains du capitaliste et comme revenu entre les mains du salarié.»¹ Ainsi les travailleurs ont-ils la faculté d'acquérir une partie du produit, celle dont la mesure correspond aux salaires. «L'argent, qui a fonctionné d'abord pour le capitaliste comme la forme monétaire du capital variable, fonctionne maintenant, entre les mains du travailleur, comme la forme monétaire

¹ *Op. cit.*, p. 816

de son salaire, qu'il échange contre des subsistances, c'est-à-dire comme forme monétaire du *revenu* qu'il tire de la vente sans cesse renouvelée de sa force de travail.»¹ Mais le revenu défini par les salaires ne permet l'acquisition que d'une partie du produit, à l'exclusion du surproduit. Une fois dépensé par les travailleurs, le revenu salarial cesse d'exister en tant que tel. Il y a transformation du revenu monétaire en capital monétaire. Les entreprises retrouvent du capital et non pas du revenu. Pour les capitalistes, il s'agit uniquement d'une nouvelle transformation de leur capital variable de la forme-marchandise à la forme-argent. Etant donné l'échange entre équivalents, tout transfert de revenu des travailleurs aux entreprises est formellement interdit. Ainsi la dépense du revenu salarial implique-t-elle sa destruction. On parle en ce sens de dépense finale, qui transforme le revenu monétaire en capital monétaire. Les transferts, sauf financiers, étant exclus, toute dépense de revenu est une dépense finale; c'est le corollaire de la loi des échanges.

Toutefois, une objection pourrait surgir de l'esprit de quelque lecteur trop habile de Marx. Qu'est-ce que le capital monétaire sinon un revenu gagné et épargné? De cette définition on tire un argument qui, pour être subtil, n'en a pas moins une apparence de solidité. N'est-il pas vrai que le capital variable, distribué en salaires (*v*), s'amortit comme tout capital? Or l'amortissement du capital variable s'opère par la dépense des salaires, lorsqu'ils sont transformés en biens-salaire. Et l'amortissement du capital variable reconstitue ce capital. Ainsi, loin d'être détruit, le revenu salarial doit se retrouver en tant que *revenu* entre les mains des capitalistes, afin d'être transformé en *capital*. Pourquoi ce revenu, transféré aux capitalistes, ne leur servirait-il pas aussi bien pour réaliser la plus-value? Le processus de dépense du revenu pourrait donc se poursuivre indéfiniment. La destruction des revenus salariaux étant niée, le revenu circule sans fin entre les sujets économiques. N'en résulte-t-il pas que la réalisation des biens produits trouve toujours un revenu suffisant?

Cette objection doit être rejetée car elle se fonde sur une analyse fautive du capital monétaire. Expliquons-nous. On trouve, chez Marx,

¹ *Op. cit.*, pp. 816-817

deux conceptions différentes du capital monétaire. Selon la première, le capital n'est que le fonds des salaires tandis que d'après la deuxième, il est véritablement du capital. L'argent prélevé dans le fonds des salaires ne constitue un revenu qu'entre les mains des travailleurs qui le perçoivent. A son point de départ, cet argent représente un revenu nul car il n'a encore été gagné par personne. Après dépense des salaires, le fonds est reconstitué sous sa forme initiale; c'est dire que la consommation des revenus salariaux n'apporte aucun revenu aux capitalistes; elle leur permet seulement de recouvrer l'argent initialement distribué. Il est exact de dire que le revenu épargné (par les capitalistes) se transforme en capital mais cela signifie que le capital ne peut jamais avoir son origine dans la dépense des salaires. Seul le profit définit le revenu gagné par les capitalistes. Ainsi le capital (-argent) ne peut être constitué que par l'épargne des profits. La confusion fautive entre les deux conceptions du capital monétaire est due au fait que la monnaie est considérée comme une marchandise. Mais si la monnaie était vraiment marchandise, aucun capital monétaire ne pourrait se former entre les mains des capitalistes. «La marchandise en tant que monnaie n'est que la marchandise en tant que valeur d'échange, c'est-à-dire que la marchandise en tant que valeur d'échange est monnaie. Mais en même temps, le travail existe en dehors et à côté de la marchandise; sa valeur d'échange, la valeur d'échange de chaque marchandise, a atteint une existence indépendante d'elle, une existence autonome dans un matériau spécifique, dans une marchandise spécifique.»¹ «Comme la marchandise devient valeur d'échange générale, il en découle que la valeur d'échange devient une marchandise particulière: ceci est possible seulement dans la mesure où une marchandise particulière reçoit, par rapport à toutes les autres, le privilège de représenter, symboliser leur valeur d'échange; le privilège de devenir *monnaie*. Qu'une marchandise particulière (or) se présente comme sujet-monnaie (Geldsubjekt) de la qualité-monnaie (Geldeigenschaft) de toutes les marchandises découle de la nature même de la

¹ *Grundrisse...*, p. 103: «Die als Geld gesetzte Ware ist erst die Ware als reiner Tauschwert, oder die Ware als reiner Tauschwert ist Geld. Aber zugleich existiert jetzt das Geld ausserhalb und neben der Ware; ihr Tauschwert, der Tauschwert aller Waren, hat eine von ihr unabhängige, in einem eignen Material, in einer spezifischen Ware verselbständigte Existenz gewonnen.»

valeur d'échange. Au fur et à mesure du développement, la valeur d'échange de la monnaie peut recevoir à nouveau une existence séparée de sa matière, de sa substance, par exemple dans le papier-monnaie, sans toutefois supprimer le privilège de cette marchandise particulière (or) car l'existence particularisée doit continuer à recevoir sa dénomination de la marchandise particulière.»¹ Ainsi, d'après cette citation, toute monnaie gagnée dans la vente des produits serait une marchandise parmi les autres, de sorte que son échange ultérieur avec les produits représentant la plus-value appartiendrait à la catégorie des trocs et non pas à celle des transactions monétaires. Pour les capitalistes, il s'agit uniquement d'un changement de forme de leur capital réel; ils ne font que transformer l'or, ou la monnaie de crédit qui représente le métal précieux, en une autre marchandise de même mesure. «De marchandises, les produits deviennent des denrées et passent dans la consommation; la même chose ne se produit pas pour la monnaie en tant que moyen de circulation; elle n'arrête jamais d'être marchandise, *tant qu'elle reste* un moyen de circulation.»²

L'erreur apparaît mieux si on la pousse à l'absurde: aucune marchandise produite ne peut être réalisée monétairement car tout paiement monétaire est en réalité effectué par l'emploi d'une marchandise. Ainsi toutes les transactions se réduiraient-elles finalement à des trocs: monnaie-marchandise contre bien produit. «Si *M-A-A-M* est décomposé en ses deux moments, bien que les *prix* des marchandises soient présupposés (et ceci constitue une différence fondamentale), la circulation se scinde en deux actes de troc. *M-A*: la valeur d'échange de la marchandise est exprimée par une autre marchandise particulière, dans le matériel de la monnaie, de la même

¹ *Op. cit.*, p. 84: «Daraus, dass die Ware zum allgemeinen Tauschwert, geht hervor, dass der Tauschwert zu einer besondern Ware wird: er kann dies nur, indem eine besondre Ware allen andren gegenüber das Privilegium erhält, ihren Tauschwert zu repräsentieren, zu symbolisieren; d.h. *Geld* zu werden. Dass der Geldeigenschaft aller Waren eine besondre Ware als Geldsubjekt erscheint - geht aus dem Wesen des Tauschwertes selbst hervor. Im Fortgang der Entwicklung kann der Tauschwert des Geldes wieder eine von seiner Materie, seiner Substanz, getrennte Existenz erhalten, wie im Papiergeld, ohne indes das Privilegium dieser besondern Ware aufzuheben, indem die besonderte Existenz ihre Denomination von der besondern Ware zu erhalten fortfahren muss.»

² *Op. cit.*, p. 129: «Die Waren werden aus marchandises denrées, gehen in die Konsumation ein; das Geld als Zirkulationsmittel nicht; es hört an keinem Punkt auf Ware zu sein, *solange* es in der Bestimmung des Zirkulationsmittels bleibt.»

façon que la valeur d'échange de la monnaie est exprimée par la marchandise; la même chose se passe dans *A-M*. Il s'ensuit qu'Adam Smith a raison lorsqu'il dit que la monnaie en tant que moyen d'échange n'est qu'une espèce plus compliquée de troc.»¹

*

* *

Afin d'éviter toute erreur de raisonnement, il est nécessaire de préciser le concept de revenu monétaire. A cette fin, il suffit de considérer le processus qui fonde toute création de valeur, la production. Le travail étant le principe de toute production économique, il s'ensuit qu'à chaque création de valeur correspond une nouvelle dépense de travail vivant. Il s'agit de prouver que Marx a parfaitement reconnu cette réalité: le revenu monétaire ne peut être dépensé *n* fois; il ne peut l'être qu'une fois. La preuve en est textuelle, précisément au sujet de la plus-value. «Comme incrément périodique de la valeur avancée, la plus-value acquiert la forme d'un *revenu* provenant du capital.»² Dans cette citation, il est évident que la dépense des salaires n'apporte aucun revenu au capitaliste. Si la réalisation du produit procure un revenu aux entreprises, cela ne peut être que par la vente du surproduit. En d'autres termes, *le capital variable donne des revenus aux seuls travailleurs et la dépense de ces revenus n'apporte aucun profit aux capitalistes*. Même si l'argent était un capital, il serait donc erroné d'expliquer la formation du capital-argent par la dépense des salaires. Dans la reproduction simple, le maintien du capital-argent avancé aux salariés est assuré par la dépense des salaires; dans la reproduction élargie, non seulement la dépense des salaires ne procure aucun revenu aux capitalistes, mais la plus-value, qui suppose un revenu additionnel aux salaires, doit encore être dépensée pour l'achat de capitaux réels,

¹ *Op. cit.*, p. 128: «Soweit W-G-G-W in seine beiden Momente zerlegt wird, obgleich die Preise der Waren unterstellt sind (und dies macht Hauptunterschied), zerfällt die Zirkulation in zwei Akte des unmittelbaren Tauschhandels. W-G: der Tauschwert der Ware wird in einer andren, besondren Ware, dem Material des Geldes, ausgedrückt, wie der des Geldes in der Ware; ebenso in G-W. Insofern hat A. Smith recht, wenn er sagt, dass das Geld als Tauschmittel nur kompliziertere Art von barter (Tauschhandel).»

² *Le Capital I, Œuvres I*, p. 1067

qui viennent ainsi s'ajouter à l'accumulation. Marx est parfaitement clair sur tous ces points.

- Les profits n'ont jamais leur source dans la dépense des salaires.
- Quel que soit leur montant, les revenus salariaux ne s'étendent donc jamais à la classe des capitalistes.
- Etant un revenu, la plus-value doit être réalisée par la vente des marchandises et, plus précisément, par la vente du surproduit.
- Pour acheter les biens-salaire, il faut dépenser les salaires: c'est tautologique; pour acheter le surproduit, il faut dépenser un revenu qui s'ajoute aux salaires: c'est tout aussi évident.
- Les salaires existent avant la dépense des salaires; sinon leur explication serait vicieuse.
- Pareillement, il serait vicieux de se donner les profits par la dépense des profits. Seuls les profits formés peuvent être dépensés.
- Si les profits sont dépensés pour l'accumulation, la reproduction est élargie.
- Mais avant qu'ils soient *dépensés*, les profits doivent être formés *monétairement*. Cette formation monétaire pose un problème que Marx n'a jamais résolu et qui, d'après lui, ne l'a jamais été par personne. «Mais le capital-marchandise doit être réalisé avant sa reconversion en capital productif et avant que la plus-value qu'il renferme soit dépensée. D'où vient l'argent pour cette réalisation? A première vue, cette question semble difficile, et ni Tooke ni personne d'autre n'a, jusqu'ici, trouvé une réponse.»¹

En dépensant leur salaire, les travailleurs achètent la partie de la production mesurée par *v*. Cet achat reconvertit le revenu salarial en capital variable; la réalisation monétaire ne s'effectue ainsi que pour les biens-salaire. Et aucune parcelle de revenu n'est plus disponible pour la réalisation de la plus-value. «En dehors de cette classe [capitaliste], il n'y a, d'après notre hypothèse - règne général et exclusif de la production capitaliste - que la classe ouvrière. Tout ce que celle-ci achète est égal à la somme totale de son salaire, égal à la somme totale du capital variable avancé par l'ensemble de la classe capitaliste. Cet argent reflue vers celle-ci, qui vend ses produits à la classe ouvrière. Son

¹ *Le Capital II, Œuvres II*, p. 707

capital variable recouvre ainsi sa forme argent.»¹ Le paiement des salaires vaut création de revenu et leur dépense permet la réalisation du produit à concurrence de v et seulement à concurrence de v . Comme la dépense reconvertit le revenu, l'argent gagné par la vente des biens-salaire ne peut être employé une seconde fois pour la réalisation de la plus-value; nous l'avons amplement établi en logique et à l'aide des textes de Marx. Seul un *autre* revenu peut être utilisé à cette fin. Or aucun revenu ne subsiste après la dépense des salaires, les capitalistes étant incapables de réaliser des gains sur la vente du produit aux travailleurs. A eux seuls, les salaires distribués sont insuffisants pour réaliser la totalité de la production. «La somme de $x \times 100$ £ ne peut donc jamais permettre à la classe ouvrière d'acheter la partie du produit qui représente le capital constant, encore moins celle qui représente la plus-value de la classe capitaliste. Avec les $x \times 100$ £, les ouvriers ne peuvent jamais acheter qu'une partie de la valeur du produit social, égale à la partie qui représente la valeur du capital variable avancé.»²

Les opérations se déroulent de la façon suivante:

1. Les capitalistes versent une somme x de salaire aux travailleurs: c'est la création des revenus (salariaux).
2. Les ouvriers dépensent cette même somme x pour l'achat d'une quantité donnée de marchandises dont la mesure ne peut être ni supérieure ni inférieure à x . Les capitalistes reconstituent leur fonds de salaire: c'est la reconversion des revenus.
3. On en déduit la proposition qu'il s'agissait d'établir: les salaires permettent la réalisation monétaire du capital variable *et de lui seul*.

Reprenons le raisonnement. Il se fonde sur la nécessité de la réalisation (monétaire) des biens produits. La distinction entre revenu et capital réel est essentielle. Tandis que la finalité du capital est d'être engagé dans la production, le revenu sert pour les achats des marchandises. Le principe est *irréfragable*: pour acheter, il faut disposer d'un revenu. Les salaires sont des revenus qui ne peuvent être dépensés que pour l'achat des biens de subsistance et plus exactement des biens-salaire; c'est un truisme. Les profits sont également des revenus; mais

¹ *Op. cit.*, pp. 723-724

² *Op. cit.*, p. 724

ils peuvent être employés à deux fins distinctes: les capitalistes en dépensent une partie pour l'achat des biens de luxe; seuls, les revenus de la classe des capitalistes dépensés dans les investissements nets élargissent la reproduction, pour y inclure un incrément d'accumulation. Dans les *trois* cas (dépense des salaires, consommation des profits, investissement des profits), l'achat des marchandises est financé par une dépense de *revenus*. Bien que la chose soit certaine et en quelque sorte au-dessus de toute contestation, Marx en fournit une preuve formelle. Soit la force de travail. L'achat de cette «marchandise» par le capitaliste vaut création de revenu entre les mains des travailleurs. Cette création s'explique par la nature particulière de la force de travail, qui est en effet la représentation vivante du capital variable. Seul le travail vivant étant créateur de valeur (nouvelle), l'achat de la force de travail ne peut être identifié à l'achat des biens produits. L'acquisition de toute marchandise produite suppose la dépense d'un revenu, tandis que l'achat de la force de travail implique une transformation du capital. Si le travail n'était pas la source de toute valeur économique, l'achat de sa force ne se distinguerait pas de celui de n'importe quelle autre marchandise. Or Marx insiste beaucoup sur la nature spécifique de la force de travail et sur le fait que son achat est une opération originale; bien plus, il définit cette originalité avec une grande précision; l'achat de la marchandise particulière qu'est la force de travail n'implique aucune dépense de revenu: bien au contraire, cet achat crée les revenus salariaux. «Toutes les fois que l'on achète le travail non pour le substituer comme facteur vivant à la valeur du capital variable et l'incorporer au processus de la production capitaliste, mais pour le consommer comme valeur d'usage, comme *service*, le travail n'est pas du travail productif et le travailleur salarié n'est pas un travailleur productif. Son travail est alors consommé de manière improductive pour sa valeur d'usage, et non productivement, comme source de plus-value. Le capitaliste ne l'affronte pas en tant que capitaliste, que représentant du capital; c'est son *revenu* que, sous forme d'argent, il échange contre le travail, non son capital.»¹ La dépense du capital variable vaut création de revenus (salariaux). La dépense des revenus salariaux est l'amortissement du capital variable,

¹ *Matériaux pour l'«Économie»*, Œuvres II, p. 389

sa *réparation* ou sa reconstitution, les revenus dépensés étant métamorphosés en capital-argent (v).

Dès que le capitaliste achète la force de travail, créatrice de valeur, il transforme son capital. La dépense de capital variable assure le revenu des travailleurs; revenu qui est dépensé pour l'achat d'une partie du produit. Ainsi, de toute évidence, la réalisation monétaire est satisfaite pour les marchandises-salaire. Une fois dépensé, le salaire est redevenu capital variable et celui-ci ne redeviendra revenu que dans un nouveau procès de production. «La classe capitaliste donne régulièrement sous forme de monnaie à la classe ouvrière des mandats sur une partie des produits que celle-ci a confectionnés et que celle-là s'est appropriés. La classe ouvrière rend aussi constamment ces mandats à la classe capitaliste pour en retirer la quote-part qui lui revient de son propre produit. Ce qui déguise cette transaction, c'est la forme marchandise du produit et la forme argent de la marchandise.»¹

Si la mesure de la production globale est $v + pl$, sa réalisation (monétaire) suppose une dépense de revenu du même montant. Ainsi, le revenu national est-il donné par la somme des salaires distribués, plus les profits.²

$$R = v + pl$$

Il est peut-être utile d'introduire une formulation plus moderne,

$$C + I = pl + (C' + I'),$$

où $C + I$ représentent le revenu total nécessaire à la réalisation des biens produits dans les deux secteurs, des biens de consommation (C) et des biens d'investissement (I) et $C' + I'$ les salaires distribués dans les deux secteurs. De là on peut tirer:

$$pl = R - v = C + I - (C' + I').$$

¹ *Le Capital I, Œuvres I*, p. 1069

² Nous utilisons indifféremment les termes de profit et de plus-value. «Profit n'est pour nous d'abord qu'un autre nom ou une autre catégorie pour plus-value... C'est pourquoi la plus-value prend la forme du profit, sans qu'il y ait de différence quantitative entre l'une et l'autre: ce n'est que sa manifestation illusoire.» (*Le Capital II, Œuvres II*, p. 875) Cf. aussi p. 965

La plus-value est la différence entre le revenu national ($C + I$) et les rémunérations des travailleurs ($C' + I'$). Pour que la réalisation des profits soit positive, il faut que les dépenses finales en biens de consommation et d'investissement ($C + I$) soient supérieures aux salaires distribués ($C' + I'$). Nous savons que toute dépense finale correspond à une conversion de revenu. Or, étant donné l'hypothèse marxienne de l'échange entre équivalents, toute dépense de revenu est finale, en ce sens qu'elle ne comporte aucun transfert au profit de la classe des capitalistes. On sait en effet combien Marx combat tous les théoriciens qui expliquent les profits par une différence positive entre les prix et les valeurs. Dès lors aucune différence entre ($C + I$) et ($C' + I'$) n'est concevable. Aucun profit ne peut être réalisé monétairement puisqu'aucun profit ne peut être réalisé par la dépense des salaires. Encore une fois, la raison en est que sur le marché des produits les dépenses monétaires sont possibles uniquement à partir des revenus monétaires.

Résumons la difficulté dans laquelle Marx se débat en vain. Le paiement du produit ($c + v + pl$) suppose une circulation monétaire de ce montant. Il est vrai que la circulation des espèces n'est soumise à aucune limitation autre que le coût de production de la monnaie; et le crédit peut même éviter ce coût. On en déduit que du côté de la monnaie aucune restriction des transactions n'intervient, qui expliquerait l'impossibilité de la réalisation du produit. Si dans une période donnée la masse monétaire est insuffisante, rien n'empêche de multiplier la monnaie, par l'extraction du métal ou par une plus grande ouverture des crédits, au point que la circulation de la marchandise sera de nouveau totalement assurée. Le problème est autre; il ne se pose pas au sujet de la monnaie mais dans le champ limité des revenus monétaires. C'est ainsi que Marx l'a perçu. Afin de réduire le problème à son expression la plus simple, nous faisons abstraction de c , le produit étant totalement réalisé lorsque les ventes atteignent le montant ($v + pl$). Or, pour acheter la marchandise à cette valeur, il faut de toute évidence dépenser *deux* revenus, le salaire et le profit. S'agissant du salaire, la solution est immédiate puisque les salaires ne se réalisent pas par la dépense des salaires mais par l'engagement du capital variable. En un mot, le salaire peut être dépensé car il n'est pas réalisé par sa dépense.

La véritable difficulté se déclare uniquement du côté des profits. Répétons que pour vendre un produit dont la valeur est $(v + pl)$ il faut l'offrir contre *deux* revenus, un revenu égal à v (le salaire) et un revenu égal à pl (le profit). Or, *d'où vient le profit dont la dépense permettra la réalisation du profit?* La formulation même de la question montre que la réalisation du surproduit est logiquement impossible car la réalisation du profit suppose sa dépense et la dépense du profit suppose sa réalisation. Quelle que soit l'abondance de la masse monétaire, ce cercle reste vicieux. Le produit est réalisé par la dépense des salaires. Le surproduit, qui ne pourrait être réalisé que par la dépense des profits, ne peut l'être puisque les profits ne pourraient être dépensés qu'*à partir* de la réalisation du surproduit.

SECTION 3

LA PLUS-VALUE NE PEUT ÊTRE RÉALISÉE PAR LA DÉPENSE DE LA PLUS-VALUE

Production et circulation constituent les deux phases du mode de production capitaliste. Ces deux phases sont en quelque sorte les deux faces de la même réalité; cette constatation est déjà une preuve suffisante de l'égalité de la formation des revenus (les salaires et les profits) - première phase de la production - et de la dépense des revenus (des salaires et des profits), deuxième phase de la production: sa réalisation. Comme la production, la circulation englobe la totalité du produit, les biens-profit comme les biens-salaire. «La circulation du capital-marchandise implique celle de la plus-value, donc aussi les achats et les ventes par lesquels les capitalistes assurent leur consommation individuelle, la consommation de la plus-value.»¹ Nous l'avons remarqué déjà, cette consommation ne peut s'effectuer qu'à partir d'un revenu monétaire autre que celui qui a été versé en salaires. Le revenu monétaire nécessaire à la réalisation de la plus-value ne peut provenir que de la classe capitaliste elle-même. «Or, nous ne connaissons que deux points de départ: le capitaliste et l'ouvrier. Toutes les tierces personnes, appartenant à d'autres catégories, doivent ou bien recevoir de l'argent de ces deux classes en échange de prestations de services, ou alors, dans la mesure où ils le reçoivent sans contrepartie, ils sont copropriétaires de la plus-value, sous forme de

¹ *Le Capital II, Œuvres II*, p. 728

rente, intérêt, etc. Peu importe ici que le capitaliste industriel garde toute la plus-value ou qu'il ait à la partager avec d'autres personnes. Il s'agit de savoir comment il réalise sa plus-value et non pas comment ce gain se répartit ensuite. ... En fait, aussi paradoxal que cela puisse sembler de prime abord, c'est la classe capitaliste elle-même qui jette dans la circulation l'argent servant à réaliser la plus-value contenue dans les marchandises.»¹

La solution proposée par Marx réside dans l'anticipation monétaire de la plus-value. «Nous avons supposé, dans notre exemple, que la somme d'argent que le capitaliste, en attendant le premier retour de son capital, jette dans la circulation pour payer sa consommation individuelle, est exactement égale à la plus-value qu'il a produite et qu'il lui reste à réaliser. Si l'on se rapporte au capitaliste isolé, c'est là évidemment une supposition arbitraire. Mais, dans l'hypothèse de la reproduction simple, elle doit être exacte pour l'ensemble de la classe capitaliste.»² Pour réaliser la plus-value il est donc nécessaire de l'anticiper en totalité. L'anticipation de la plus-value s'effectue en or ou en monnaie de crédit.

1) *La plus-value avancée en or*

C'est la solution la moins convaincante car elle suppose l'égalité entre la plus-value formée par les producteurs d'or et la plus-value formée par les producteurs de toutes les autres marchandises. Il est évident que, hormis cas fortuit, les deux montants sont inégaux. «Les capitalistes producteurs d'or possèdent sous forme d'or tout leur produit, tant la partie qui remplace le capital constant que celle qui remplace le capital variable et que celle qui se compose de la plus-value. Une partie de la plus-value sociale consiste par conséquent en or et non en produit qui ne devient or que dans la circulation. Elle est jetée comme telle dans la circulation pour en retirer des produits. Cela s'applique au salaire, au capital variable et au remplacement du capital constant avancé. Donc, lorsqu'une partie de la classe des capitalistes jette dans la circulation une marchandise d'une valeur supérieure - du

¹ *Op. cit.*, pp. 710-711

² *Op. cit.*, p. 711

montant de la plus-value - au capital-argent avancé, une autre partie de la classe des capitalistes jette dans la circulation une valeur-argent supérieure - du montant de la plus-value - à la valeur-marchandise qu'elle retire constamment de la circulation pour produire de l'or. Alors qu'une partie des capitalistes retire constamment de la circulation plus d'argent qu'elle n'y jette, une autre partie, qui produit de l'or, jette constamment dans la circulation plus de monnaie qu'elle n'en retire sous forme de moyens de production.»¹

Même en admettant l'égalité des deux plus-values, cette solution souffre d'une grave contradiction. Elle repose sur la confusion fautive entre deux objets fonctionnellement distincts: l'or-marchandise et l'or-monnaie. Dès qu'une marchandise quelconque est employée comme monnaie, il est évident que l'on fait abstraction de ses qualités particulières pour ne retenir que sa fonction de mesure des produits. L'or en sa fonction de monnaie mesure les produits tandis qu'il est lui-même mesuré en tant que marchandise. En dernière analyse, ce n'est jamais l'or qui mesure les marchandises mais le travail social. Si l'on prétendait mesurer les marchandises en or, on tomberait dans l'erreur consistant à mesurer les marchandises en une marchandise. Ainsi, l'or est tout d'abord un produit parmi les autres, dont la mesure est donc déterminée par le travail nécessaire à sa production; c'est uniquement sur la base de sa mesure qu'il est ensuite rapporté aux autres marchandises dans une série de relations d'équivalence. Il s'ensuit que tout l'or présent dans l'économie doit être considéré comme une marchandise. Dès lors, la réalisation de la plus-value par l'avance de la plus-value en or est doublement impossible. En effet, *tout l'or produit (v et pl) doit être réalisé monétairement comme toute autre marchandise.*

De toute évidence, l'or nouvellement produit représente une marchandise dont la valeur doit, comme celle de toute marchandise, être réalisée monétairement dans la vente. Dès lors, il est logiquement impossible qu'une nouvelle production d'or finance la réalisation de la plus-value. Le cercle serait vicieux: des marchandises seraient réalisées par une marchandise qui, en tant que telle, est soumise à la même contrainte de la réalisation monétaire.

¹ *Op. cit.* pp. 711-712

Soit une nouvelle infirmation de cette première «solution». L'or nouvellement produit ne constitue en aucun cas un revenu monétaire mais un capital-argent. Il est exact que sa production donne naissance à des revenus monétaires, notamment les salaires versés aux ouvriers employés, mais cette opération ne change pas la nature de l'or en tant que produit. Répétons en effet que l'or produit devra lui aussi être réalisé (par la dépense d'un revenu). Ainsi, il est vrai que la production d'or apporte des nouveaux revenus, mais cet apport est propre à l'industrie productrice d'or: il ne peut en aucun cas «déborder» sur les autres secteurs de l'économie. Autrement dit, si la production d'or suscite des revenus monétaires, ceux-ci sont intégralement absorbés par la réalisation de l'or nouvellement produit. Non seulement l'industrie productrice d'or absorbe intégralement les revenus monétaires auxquels elle donne naissance, mais elle exige l'absorption de tous les revenus qu'elle crée, salaires *et profits*. Ainsi, au lieu de pouvoir «prêter» aux autres industries les revenus qu'elle suscite, afin de combler les déficits creusés par la réalisation des surproduits, l'industrie aurifère aggrave ce déficit: elle connaît le même problème que toutes les autres industries puisqu'elle distribue uniquement des salaires et qu'elle «reprend» à la fois des salaires et des profits. Partout il y a accroissement des revenus monétaires disponibles dans le système et partout accroissement de la masse des marchandises à réaliser. Or le deuxième accroissement (la plus-value étant positive) est plus grand que le premier. Il s'ensuit que le surproduit n'est pas réalisable, ni du côté des marchandises ordinaires ni du côté de l'or.

La conclusion de Marx s'explique aisément, bien que l'erreur soit particulièrement grave. La réalisation du produit (y compris le surproduit) suppose que la classe des capitalistes retire systématiquement plus d'«or» du procès de circulation qu'elle n'en injecte dans ce procès. A partir de là, on peut tout naturellement «glisser» de la distinction des deux procès (la quantité d'or étant augmentée dans le procès de circulation par rapport au procès de production) à l'économie toute entière: on cherche alors une fausse solution au problème en augmentant la quantité d'or disponible dans les *deux* procès simultanément. Puisque la réalisation du surproduit opère un prélèvement excédentaire d'or dans l'économie, ne suffit-il pas d'en injecter dans l'économie - c'est-à-dire d'en produire - pour compenser les prélève-

ments nets? A la différence des autres marchandises, l'or nouvellement produit est directement une marchandise-monnaie, si bien que cette addition à la masse monétaire permet de trouver au sein de l'économie toute la monnaie qui manquait pour réaliser le surproduit. Si cette argumentation était bonne, la production d'or serait en quelque sorte le volant assurant l'ajustement constant entre les apports et les retraits d'or, les apports étant définis par la totalité du capital variable engagé *plus le nouveau produit en or* et les retraits étant égaux à la dépense des salaires *et des profits*.

Il est certain que l'argumentation est en réalité fautive en deux points distincts.

Soit E l'ensemble des entreprises produisant des marchandises et Q l'entreprise qui produit de l'or. La somme v_E est le capital variable engagé par E ; la somme $(v + p'l)_E$ est la réalisation du produit de E . Pareillement, v_Q est le capital variable engagé par Q et $(v + p'l)_Q$ est la réalisation du produit de Q .

D'après Marx on aurait

$$(1) \quad v_E + p'l_Q = (v + p'l)_E$$

Ainsi, la plus-value produite par Q permet la réalisation du surproduit de E . «Toutefois, la partie de la plus-value qui n'a pas la forme d'autres marchandises, mais celle de monnaie, se compose d'une portion de l'or annuellement produit dans la mesure où celle-ci circule pour réaliser la plus-value.»¹

Cependant, il n'est pas certain, nous l'avons dit, que

$$(2) \quad p'l_Q = p'l_E$$

Admettons néanmoins que cette égalisation soit assurée. L'erreur fondamentale est exprimée par l'équation (1), qui doit être remplacée par les inéquations (3) et (4)

$$(3) \quad v_E < (v + p'l)_E$$

$$(4) \quad v_Q < (v + p'l)_Q$$

¹ *Op. cit.* p. 713

Si l'équation (2) était admise, on pourrait ajouter pl_Q à v_E et trouver l'équation (1); la réalisation serait satisfaite du côté des marchandises. Mais il est évident que la réalisation serait encore plus grandement compromise du côté de l'or, la somme restant disponible à cette fin étant $v_Q - pl_Q$, alors que v_Q est déjà insuffisant.

Malgré les apparences (vraiment superficielles), ce qui manque pour compléter la réalisation du produit, ce n'est pas une somme d'argent ou d'or mais une somme de revenu. Ainsi, il n'est pas pertinent de considérer l'économie dans son ensemble. Il faut au contraire s'en tenir strictement à la distinction marxienne des deux procès. C'est la raison pour laquelle il est dérisoire d'augmenter la production de l'or. Quelle que soit la production entreprise - *dans n'importe quel domaine* - elle injecte v dans la circulation et elle retire $v + pl$. La différence, pl , n'est pas une somme d'or ou de capital-argent mais *un revenu qui doit être dépensé dans la réalisation alors qu'il n'est pas lancé dans la production*. Il est clair que toute l'économie pourrait produire de l'or sans que le problème soit résolu car, comme toute production, celle du métal injecte v dans la circulation et en retire $v + pl$. «La plus-value dépensée comme monnaie par les capitalistes, ainsi que le capital variable et tout autre capital productif avancé par eux sous forme de monnaie, est en réalité un produit des ouvriers, à savoir de ceux qui sont employés à la production de l'or. Ceux-ci produisent aussi bien la partie de l'or nouveau, qui leur est avancée en salaire, que la partie qui représente directement la plus-value des capitalistes producteurs d'or.»¹

Le problème est insoluble. Vérifions-le dans une autre tentative de Marx: l'anticipation des profits offre-t-elle une meilleure chance de succès?

2) La plus-value avancée en monnaie

Le revenu formé par le versement des salaires étant incapable de réaliser la plus-value et aucun autre revenu n'étant disponible, la seule solution possible est celle de l'anticipation monétaire du profit. Ainsi, les capitalistes avancent eux-mêmes le revenu nécessaire à la réalisation

¹ *Op. cit.*, pp. 713-714

(monétaire) de leur plus-value. «En fait, aussi paradoxal que cela puisse sembler de prime abord, c'est la classe capitaliste elle-même qui jette dans la circulation l'argent servant à réaliser la plus-value contenue dans les marchandises.»¹ D'après Marx, que cette anticipation soit effectuée par chaque capitaliste individuellement ou bien par un certain nombre d'entre eux, n'a pas d'importance. La contrainte est «macroéconomique»; à savoir, la somme des revenus anticipés doit correspondre à la mesure de la plus-value à réaliser. «Nous avons supposé, dans notre exemple, que la somme d'argent que le capitaliste, en attendant le premier retour de son capital, jette dans la circulation pour payer sa consommation individuelle, est exactement égale à la plus-value qu'il a produite et qu'il lui reste à réaliser. Si l'on se rapporte au capitaliste isolé, c'est là évidemment une supposition arbitraire. Mais, dans l'hypothèse de la reproduction simple, elle doit être exacte pour l'ensemble de la classe capitaliste.»²

Il est clair que si l'explication théorique permet aux capitalistes de réaliser des revenus qui leur soient propres, elle permet également de les leur donner par anticipation. Réciproquement, si la théorie est incapable d'expliquer la réalisation de la plus-value, elle n'a pas le droit, sauf à tourner le problème en le supposant résolu, de se donner les profits par anticipation. L'erreur vraiment fondamentale serait d'expliquer la réalisation des profits par leur anticipation, comme s'il suffisait de se donner «par avance» les profits pour qu'il soit désormais inutile de chercher à comprendre leur réalisation. Ce serait se donner les profits par leur dépense même. Si, comme chez Marx, l'analyse ne rend compte que de la genèse d'une catégorie de revenu *monétaire* - le salaire - le profit monétaire est non seulement inexplicable mais inexplicable; dès lors, il est paralogique de se le donner par anticipation.

La preuve en est immédiate. Pour que la plus-value soit réalisée par la dépense d'un revenu anticipé, il faut que les capitalistes puissent déjà disposer de leurs profits. Nous savons que seuls les travailleurs peuvent gagner des revenus en monnaie. N'étant pas partie prenante à ce revenu, les capitalistes n'ont plus aucune chance d'en gagner, sinon

¹ *Op. cit.*, p. 711

² *Op. cit.*, p. 711

dans la vente de leur produit. Toutefois, les revenus qui peuvent être lancés dans l'achat des marchandises ne comprennent précisément que les salaires. Il en résulte que, d'après la théorie logiquement interprétée, les capitalistes n'ont accès au revenu monétaire ni dans le procès de production (qui ne distribue que les salaires) ni dans le procès de circulation (qui ne peut être alimenté que par les revenus disponibles, c'est-à-dire par les salaires). Le seul revenu explicable étant le salaire, comment est-il possible d'en trouver un autre, le profit, pour se le donner par anticipation?

Le profit étant inexplicable, son anticipation comporte une double erreur de logique:

- elle donne aux capitalistes une faculté qui demeure elle-même inexplicable, bien qu'elle soit indubitable, à savoir celle de gagner un revenu;

- elle implique que le même revenu soit dépensé au moins deux fois. Cette deuxième conséquence est impliquée par le fait que les capitalistes doivent retrouver le revenu qui leur a été avancé.

Nous avons soigneusement prouvé, dans les textes, que la dépense des salaires *supprime* les revenus dépensés puisqu'elle les transforme en capital variable. Ainsi, du côté des salaires, la règle élémentaire selon laquelle le revenu ne peut être dépensé qu'une fois est observée. Le capital-argent (A) se transforme en marchandise (M), qui se transforme en capital-argent (A). Du point de vue des capitalistes, le salaire est du capital variable: ce n'est jamais un revenu. Du côté des salariés, le salaire est un revenu: il n'est jamais un capital. La dépense des salaires ne peut donc être effectuée qu'une fois; dès qu'il est dépensé, le salaire est effacé en tant que revenu.

Le même principe doit être respecté pour le profit. Supposons ainsi que la théorie parvienne à donner l'explication de la réalisation des profits. Dès lors, comme les salaires, les profits peuvent être dépensés et ils ne peuvent l'être qu'une fois. L'anticipation des profits ne fait pas obstacle à la règle. Ainsi, de deux choses l'une:

1. ou bien les profits ne sont pas «avancés»; dans ce cas les capitalistes les reçoivent dans la vente du produit et les dépensent dans l'achat des biens de consommation ou pour l'accumulation;
2. ou bien les profits sont anticipés; dans ce cas, les capitalistes ne les reçoivent pas une *deuxième* fois dans la vente du produit: c'est dire que

les profits réalisés sont aussitôt *engloutis* dans la reconstitution des avances qui les avaient nourris.

La contradiction est dans la confusion des deux termes de l'alternative: d'une part on se donne le profit par anticipation et de l'autre on raisonne comme si les profits n'avaient pas été anticipés.

Cette critique est décisive. Néanmoins, supposons que par l'intervention d'un *deus ex machina* il soit possible d'avancer des revenus aux capitalistes tout en leur permettant de réaliser un revenu dans la vente du produit, ce qui est évidemment contradictoire. Ainsi, la formation du profit monétaire peut être représentée par l'équation

$$(1) \quad P = R - v$$

où R représente le revenu national et v le capital variable. L'équation (1) peut être transformée en

$$(2) \quad P = C + I - (C' + I')$$

où $R = C + I$ signifie que le revenu national est mesuré par la somme des achats finals dans les deux secteurs des biens de consommation (C) et des biens d'investissement (I), et où $(C' + I')$ mesure les revenus salariaux distribués aux travailleurs de ces deux secteurs.

Soit la dépense des profits anticipés. Elle accroît $(C + I)$ par rapport à $(C' + I')$, définissant ainsi la formation d'un profit monétaire.

La différence *ex machina* entre $(C + I)$ et $(C' + I')$ conduit à la formulation très claire d'une contradiction dirimante.

Premier terme de la contradiction

Les profits sont réalisés par l'excédent des ventes $(C + I)$ sur les coûts monétaires du produit $(C' + I')$.

Deuxième terme de la contradiction

L'excédent des ventes $(C + I)$ sur les coûts monétaires du produit $(C' + I')$ a une seule source possible: la dépense des profits.

Conclusion

Les profits sont réalisés parce qu'ils sont dépensés.

CHAPITRE III

LA CONTRADICTION ENTRE LA FORMATION
ET LA RÉALISATION DE LA PLUS-VALUE

L'explication de la *réalisation* de la plus-value étant caduque, ne faut-il pas craindre que l'échec rejaillisse sur la *formation* même de la plus-value, qui serait tout aussi inexplicable? Pour répondre, il faut d'abord établir le lien entre formation et réalisation; or il est évident qu'elles se rapportent au même phénomène et qu'il existe un lien organique entre les profits formés et les profits réalisés. Bien que les deux opérations appartiennent à des phases différentes du processus économique, seule leur unité définit exhaustivement le phénomène de la plus-value. Il s'ensuit que si l'une des deux opérations est viciée, l'autre doit nécessairement tomber en même temps. Aucune hésitation n'est possible. La formation du surplus est insuffisante si elle ne s'accompagne pas de sa réalisation monétaire. En d'autres termes, formation et réalisation représentent deux demi-cercles dont l'unité définit la circulation de la plus-value. En conséquence, un profit formé et non réalisé est un profit qui n'a jamais existé. «Dans l'économie bourgeoise, l'existence de la plus-value est non seulement évidente, mais elle implique encore qu'une partie de la masse de marchandises jetée dans la circulation est un surproduit et représente donc une valeur que le capitaliste n'a pas jetée dans la circulation avec son capital; elle implique que le capitaliste, avec son produit, jette dans la circulation un surplus qu'il ne manque pas de retirer de nouveau. ... Mais le capital-marchandise doit être réalisé avant sa reconversion en capital productif et avant que la plus-value qu'il renferme soit dépensée. D'où vient l'argent pour cette réalisation?»¹ L'échec ou la réussite de cette opération va déterminer la validité de toute l'explication du profit. Si la réalisation monétaire est garantie par le système, alors la formation de la plus-value peut être expliquée par la création d'un surplus de

¹ *Op. cit.*, pp. 706-707

production. Dans le cas contraire, il faudra chercher ailleurs la solution au problème du profit. Pour que la théorie marxienne de la plus-value soit cohérente, il est donc nécessaire qu'il y ait une parfaite symétrie entre les deux opérations de formation et de réalisation. Dans ce cas seulement, en effet, une unité organique s'établit qui définit la plus-value en tant que surplus créé dans la production et réalisé dans la circulation.

SECTION I

LA CONTRADICTION

Formée dans le procès de production, la plus-value ne peut être réalisée monétairement. Cette impossibilité formelle introduit une contradiction irréductible entre la formation et la réalisation du surproduit.

L'explication marxienne du profit ne peut être que rejetée car elle est incomplète et incapable d'être complétée. Le rejet de la théorie du surplus n'implique pas celui de la valeur-travail. La mesure des produits sur la base de l'équivalence travail-produit reste le point central de la théorie économique. Ainsi l'échec de l'explication marxienne de la plus-value ne doit pas conduire à l'abandon de la valeur-travail. Il serait en effet illégitime de profiter de la faiblesse de l'analyse marxienne pour essayer d'accréditer la théorie de la productivité du capital. «Voici enfin la bévue suprême d'Adam Smith: après avoir commencé par déterminer correctement les éléments de la valeur des marchandises et la somme du produit-valeur qui s'y trouve incorporé; après avoir démontré que ces éléments forment autant de sources différentes de revenu; après avoir ainsi fait dériver les revenus de la valeur, il procède de manière inverse - et cette conception sera chez lui prédominante - et fait des revenus, «éléments constitutifs», des «sources primitives de toute valeur d'échange», ouvrant la porte toute grande à l'économie vulgaire.»¹ Une telle conception postule la pluralité des facteurs de production et se limite donc à une analyse superficielle de la valeur. En fait, le facteur de pro-

¹ *Op. cit.*, p. 739

duction est unique, le travail étant la seule cause du produit. Les «facteurs» terre, capital, ... n'interviennent qu'à un deuxième stade et leur influence se limite à la productivité physique. Considérer que la valeur est le résultat du travail en conjonction avec d'autres facteurs, c'est confondre la répartition du produit avec sa création. Bien que les marchandises produites soient réparties en salaires, profits et rentes, leur production n'est pas l'effet de trois facteurs distincts, le travail, le capital et la terre. En logicien, Marx reconnaît clairement que les trois revenus ont une source commune, le travail de l'homme. «Le capitaliste voit dans son capital, le propriétaire foncier dans sa terre, le travailleur dans sa force de travail ou plutôt dans son travail lui-même (puisqu'il ne vend réellement sa force de travail que dans sa manifestation concrète, et que le prix de cette force, comme nous l'avons montré, se présente nécessairement, sur la base du système capitaliste, comme le prix du travail), trois sources différentes de leurs revenus spécifiques, à savoir le profit, la rente foncière et le salaire. Elles le sont réellement en ce sens que le capital est pour le capitaliste une machine à extraire en permanence de la plus-value; la terre est pour son propriétaire un aimant pour attirer sans relâche une partie de la plus-value absorbée par le capital; enfin, le travail est la condition et le moyen sans cesse renouvelés pour acquérir, à titre de salaire, une partie de la valeur créée par le travailleur, donc une partie du produit social mesurée par cette fraction de valeur: les subsistances nécessaires. Elles le sont encore en ce sens que le capital fixe une partie de la valeur, donc du produit du travail annuel, sous forme de profit; la propriété foncière en fixe, sous forme de rente, une autre partie; et le travail salarié une troisième partie sous forme de salaire: c'est précisément par cette transformation qu'elles deviennent les revenus [réels] du capitaliste, du propriétaire foncier et du travailleur, sans créer, cependant, la substance même qui se change en ces diverses catégories. La répartition suppose plutôt l'existence de cette substance, à savoir la valeur totale du produit annuel qui n'est rien d'autre que du travail social matérialisé. Mais ce n'est pas ainsi que les choses se présentent aux yeux de ceux qui remplissent les différentes fonctions du processus de production. Eux, au contraire, voient tout à l'envers. ... Le capital, la propriété foncière et le travail apparaissent à ces agents comme trois sources distinctes et indépendantes dont dérivent trois éléments

constitutifs de la valeur produite chaque année, donc du produit qui l'abrite; sources d'où proviennent non seulement les diverses formes de cette valeur en tant que revenus impartis à des facteurs particuliers du processus social de la production, mais cette valeur même, la substance de ces formes de revenu.»¹

L'ensemble des biens est le produit du travail. La détermination du profit est un effet de répartition postérieur à la création des marchandises. «Dans la mesure où il crée de la valeur et s'exprime dans la valeur des marchandises, le travail n'a rien à voir avec la répartition de cette valeur entre catégories diverses.»² Le profit n'étant pas la rémunération d'un facteur de production, il représente la partie du produit que le capitaliste s'approprie. Or, cette opération ne peut se limiter à la phase de formation réelle du profit, elle appartient au procès de circulation. «Mais quelle que soit la plus-value que le capital a extrait, sous forme de marchandises, dans le processus de production, la valeur et la plus-value contenues dans ces marchandises doivent d'abord être réalisées dans le processus de circulation.»³

Les deux opérations définissant le profit (sa formation et sa réalisation) doivent se concilier avec la détermination de la valeur par le travail et sa répartition postérieure entre les différents agents économiques. La démarche à suivre est contraignante. Il faut d'abord déterminer la mesure des produits c'est-à-dire leur valeur d'échange au sens premier, pour ensuite analyser le processus de leur répartition. La détermination du profit est une opération qui s'effectue a posteriori et qui ne peut donc jamais être considérée comme une cause de la valeur. «Vous voyez là l'erreur populaire, qui consiste à confondre la *décomposition d'une valeur donnée* en ses trois parts et la *formation* de cette valeur par l'addition de trois valeurs *indépendantes*; c'est ainsi qu'on transforme une valeur globale, d'où l'on tire rente, profit et intérêt, en une grandeur arbitraire.»⁴ La mesure des produits précède leur répartition. Cette inférence est logique et se fonde sur la démonstration, essentielle pour la science économique et très clairement exposée par Marx, de l'unicité du facteur de production.⁵ «Ainsi, toute

¹ *Le Capital III, Œuvres II*, pp. 1426-1427

² *Op. cit.*, p. 1431

³ *Op. cit.*, p. 1435

⁴ *Salaires, prix et plus-value, Œuvres I*, p. 518

⁵ *La pensée de Karl Marx, critique et synthèse*, Vol. I *La valeur*, p. 22 et suivantes

cette partie de la valeur des marchandises où se réalise le travail total ajouté par les travailleurs dans une journée ou une année, la valeur totale du produit annuel créée par ce travail, se divise en valeur du salaire, en profit et en rente.»¹ «La détermination de la valeur est le prius, elle est pré-supposée au taux de profit et à la formation des prix de production.»²

La position du problème est parfaitement claire. Toute la valeur est le produit du travail, néanmoins une partie de celui-ci est accaparée par les capitalistes. «Cette valeur donnée, que la durée de son travail détermine, est le seul fonds d'où l'ouvrier et le capitaliste devront tirer chacun sa part, ou dividende; c'est la seule valeur qui doit être divisée en salaire et en profit. Il va de soi que cette valeur elle-même ne sera pas altérée par les proportions éventuelles du partage qui sont variables.»³ Cette opération doit respecter l'unité organique de la formation et la réalisation des profits. La solution fournie par Marx repose sur les particularités de la marchandise force de travail. D'abord la formation de la plus-value est définie en termes d'équivalence, plus précisément par la différence entre l'équivalence produit—travail et l'équivalence force de travail—travail correspondant. En d'autres termes, la plus-value est formée de la différence entre le produit et les salaires versés. Les deux termes sont donnés sous forme réelle, l'explication se situant ici dans le procès de production. «La *plus-value*, cette partie de la valeur totale d'une marchandise dans laquelle se trouve réalisé le *surtravail* ou *travail non payé* d'un ouvrier, c'est là ce que j'appelle le *profit*.»⁴ La phase suivante, indispensable à la définition du profit, se situe dans le procès de circulation. La contradiction intervient ici. Les deux faces du profit sont antagoniques. Telle qu'elle est définie, la formation du profit s'oppose catégoriquement à sa réalisation monétaire.

L'unité des deux opérations de la formation et de la réalisation du profit faisant irrémédiablement défaut, l'explication fondée sur l'existence de la force de travail est caduque. Le problème du profit subsiste; pour pouvoir le résoudre, il est utile d'analyser les causes de la contradiction à laquelle se heurte l'explication marxienne.

¹ *Le Capital III, Œuvres II*, p. 1443

² *Histoire des doctrines économiques*, Tome VIII, p. 27

³ *Salaires, prix et plus-value, Œuvres I*, p. 519

⁴ *Op. cit.*, p. 516

SECTION 2

LES RAISONS DE LA CONTRADICTION

L'analyse des raisons qui ont poussé la théorie de Marx dans la contradiction conduit à une lecture nouvelle du *Capital*. Nous essayerons de démontrer l'existence chez Marx de la base d'une théorie moderne de la valeur-travail.

La cause fondamentale de l'explication de la plus-value par la différence entre le travail et sa force est certainement l'échange entre équivalents dans un monde où circule une monnaie-marchandise. Dès le départ, Marx a été obligé de trouver au problème du profit une solution compatible avec la loi des échanges. «La transformation de l'argent en capital doit être expliquée en prenant pour base les lois immanentes de la circulation des marchandises, de telle sorte que l'échange d'équivalents serve de point de départ.»¹ La découverte de la marchandise, force de travail, dont la caractéristique, nous le savons, est d'être la source même de toute valeur d'échange, permet d'expliquer la *formation* du profit tout en respectant la loi des échanges. Ainsi, la plus-value résulte de la différence entre la valeur totale créée par le travail et la valeur de la force de travail. «Le problème est résolu dans tous ses termes. La loi des échanges a été rigoureusement observée, équivalent contre équivalent. Sur le marché, le capitaliste achète à sa juste valeur chaque marchandise - coton, broches, force de travail. Puis il fait ce que fait tout autre acheteur, il consomme leur valeur d'usage. La consommation de la force de travail, étant en même

¹ *Le Capital I, Œuvres I, p. 713*

temps production de marchandises, rend un produit de 20 livres de filés, valant 30 sh. Alors le capitaliste qui avait quitté le marché comme acheteur y revient comme vendeur. Il vend les filés à 1 sh. 6 d. la livre, pas un liard au-dessus ou au-dessous de leur valeur, et cependant il retire de la circulation 3 sh. de plus qu'il n'y avait mis.»¹ Une question se pose dès lors: pourquoi toute réalisation et particulièrement celle du profit doit-elle respecter l'échange entre équivalents? La réponse passe par l'étude de la critique que Marx adresse à la théorie de Sir James Steuart.

Selon Steuart, le profit n'est rien d'autre que l'excédent du prix sur la valeur du produit. «Ce profit vient de ce que le prix des marchandises est supérieur à leur valeur réelle, que les marchandises sont donc vendues au-dessus de leur valeur. ... Par conséquent, le profit des industriels, des capitalistes individuels, n'est jamais que du profit relatif réalisé dans la vente, provenant de l'excédent du prix de la marchandise sur sa valeur réelle, de ce qu'elle est vendue au-dessus de sa valeur. Si toutes les marchandises se vendaient à leur valeur, il n'y aurait donc pas de profit.»² Voilà qui est clair. Le profit n'est donc plus le résultat d'un surtravail fourni gratuitement par le travailleur, mais il représente l'appropriation gratuite d'une partie du produit du travail par l'effet d'un échange entre non-équivalents. Dans ces conditions, le profit ne représente pas un accroissement de la richesse réelle. En effet, l'écart entre prix et valeur n'a aucune influence sur la formation de la richesse. Elle ne peut signifier qu'un changement dans la répartition de la richesse, les profits mordant sur les salaires. «Il n'y a pas d'accroissement de la fortune générale. Le profit, autrement dit la plus-value, est relatif et ne fait que modifier la répartition de la richesse entre les intéressés.»³ Ainsi, le lieu de formation du profit n'est-il plus le processus de production mais celui de circulation.

A plusieurs reprises, Marx s'élève vigoureusement contre une telle conception du profit; citons l'exemple suivant. «Admettons maintenant que, par on ne sait quel privilège mystérieux, il soit donné au vendeur de vendre sa marchandise au-dessus de sa valeur, 110 par exemple quand elle ne vaut que 100, c'est-à-dire avec un enché-

¹ *Op. cit.*, p. 746

² *Histoire des doctrines économiques, Tome I*, pp. 37-39

³ *Op. cit.*, pp. 37-38

rissement de 10%. Le vendeur encaisse donc une plus-value de 10. Mais après avoir été vendeur il devient acheteur. Un troisième échangiste se présente à lui comme vendeur et jouit à son tour du privilège de vendre la marchandise 10% trop cher. Notre homme a donc gagné 10 d'un côté pour perdre 10 de l'autre. Le résultat définitif est en réalité que tous les échangistes se vendent réciproquement leurs marchandises 10% au-dessus de leur valeur, ce qui est la même chose que s'ils les vendaient à leur valeur réelle.»¹

Le raisonnement de Marx n'est pas correct. En réalité, pour que l'augmentation des prix de 10% n'ait aucune répercussion sur la répartition du produit en salaires et en profits, il faudrait qu'elle intervienne à tous les niveaux, y compris sur le marché du travail. Il est évident que si l'on augmente proportionnellement les salaires et les prix de vente, la répartition du produit entre travailleurs et capitalistes ne subit aucune modification. Cependant, cette interprétation ne correspond pas à la théorie de Steuart, qui suppose uniquement la hausse du prix des produits, les salaires étant donnés. Dans ce cas, la répercussion sur le profit est positive. Si l'ensemble des capitalistes vend les produits à un prix supérieur aux coûts de production définis sur le marché du travail, la répartition entre profits et salaires se modifie. En effet, en dépensant leur salaire, les travailleurs ne pourront acquérir qu'une partie moindre du produit. La part des capitalistes s'accroît d'autant. Dans l'ensemble de l'économie, l'augmentation des prix provoque un accroissement de la masse des produits appropriés par les capitalistes. La façon dont ce profit se répartit ensuite entre les différents capitalistes n'a aucune influence sur son montant global.

Malgré tout, Marx refuse la formation des profits par une différence entre prix et valeur. «La formation d'une plus-value, et conséquemment la transformation de l'argent en capital, ne peuvent donc provenir, ni de ce que les vendeurs vendent les marchandises au-dessus de ce qu'elles valent, ni de ce que les acheteurs les achètent au-dessous.»² Comme nous l'avons annoncé, ce refus s'explique par le postulat de l'échange entre équivalents dans une économie où circule une monnaie-marchandise. Il s'agit d'une hypothèse d'école qui se

¹ *Le Capital I, Œuvres I*, pp. 707-708

² *Op. cit.*, p. 708

trouve déjà chez Aristote mais qui ne tient pas compte de l'évolution vers l'économie monétaire. Bien que la place réservée par Marx à la monnaie, notamment dans le *Capital*, soit importante, la monnaie reste soudée à la marchandise. Dans ces conditions, la détermination du profit ne peut être que celle d'un surplus *réel*. La plus-value est une valeur ajoutée. Le danger d'une telle conception du profit est qu'elle biaise le raisonnement vers une détermination de type ricardien; «partie de la production excédant la consommation nécessaire à la production elle-même.»¹

La définition du profit varie selon qu'on le détermine à partir de la force de travail ou par la différence entre prix et valeur. Dans le premier cas, le profit représente un surplus de production, tandis que dans le deuxième, il définit la partie du produit global accaparée par les capitalistes. A première vue, il semble que les deux notions se recouvrent. En réalité, le concept traditionnel de la plus-value n'est compatible qu'avec la formation du profit directement sous forme réelle. La mesure du profit n'étant pas comprise dans les salaires - seuls revenus monétaires qui soient distribués - toute réalisation est exclue. Selon l'autre explication, le profit ne se forme pas réel. C'est dire qu'il se forme monétairement avant d'être converti en produit. Ainsi, l'appropriation d'une partie du produit par les capitalistes ne s'oppose pas à la réalisation de la totalité du produit, car elle suppose le profit comme une catégorie gigogne. En d'autres termes, les travailleurs, et eux seuls, ont initialement le pouvoir d'acheter la production tout entière. Ce pouvoir n'étant porté que par les revenus monétaires, il s'ensuit que les salaires nominaux représentent la totalité du produit. Ce n'est que dans une deuxième phase que les capitalistes s'approprient une partie des marchandises par le truchement des ventes, les prix dépassant aux salaires. Les produits étant le résultat du seul travail, il est logique qu'ils soient au pouvoir des salaires monétaires²,

¹ La dernière tentative de cette espèce est représentée par le «système type» de Piero Staffa. Pour la critique de l'œuvre de Staffa, cf. *La pensée de Karl Marx, critique et synthèse*. Vol. I *La valeur*.

² Ce qui ne signifie pas que les travailleurs *possèdent* les marchandises qu'ils viennent de produire. Au contraire, formé en entreprise, le produit représente une possession pour les capitalistes qui sont cependant contraints à le réaliser monétairement. Ainsi l'appropriation finale du produit, que ce soit pour les travailleurs ou pour les capitalistes, passe par la dépense d'un revenu monétaire.

le profit ne pouvant s'insérer que par la captation d'une partie des revenus salariaux. Il en découle que le profit est compris dans les salaires, si bien que sa formation ne peut être que monétaire. Le problème de la réalisation est alors immédiatement résolu.

Pour Marx, l'échange entre équivalents est lié à une idée matérielle de la valeur. Cette conception aristotélicienne de la valeur est tellement ancrée chez lui qu'il va la garder même après avoir rejeté le concept de valeur-substance. Le passage de la valeur, matérialisation du travail, à la valeur, relation entre le travail et le produit, est mis en évidence par l'analyse du travail productif. Marx affirme explicitement qu'il considère comme productif tout travail, manuel ou intellectuel, capable de rapporter un profit à son employeur. «Donc, *n'est censé productif que le travailleur qui rend une plus-value au capitaliste ou dont le travail féconde le capital.* Un maître d'école, par exemple, est un travailleur productif, non parce qu'il forme l'esprit de ses élèves, mais parce qu'il rapporte des pièces de cent sous à son patron. Que celui-ci ait placé son capital dans une fabrique de leçons au lieu de le placer dans une fabrique de saucissons, c'est son affaire.»¹ Ainsi, toute dépense de travail, pourvu que le produit ait une utilité quelconque, est créatrice de valeur. En effet, pour reprendre l'exemple, la mesure de la plus-value fournie par le travail intellectuel suppose que l'on mesure d'abord la valeur créée par ce travail. Le maître d'école ne peut produire une plus-value que s'il produit de la valeur. La production ne se limite donc pas aux biens réels mais comprend aussi les services «immatériels». Dès lors, il est évident que la valeur n'est pas une «*crystallisation*» du travail humain. D'ailleurs, la conception à la fois matérielle et métaphysique de la valeur ne serait pas acceptable même si l'économie ne produisait que des biens réels. Il faut trouver une autre conception de la valeur qui soit générale et éloignée de toute idée d'incorporation ou de matérialisation.

Nous savons que Marx se propose de résoudre le problème en définissant la valeur comme la *relation* qui s'établit entre le travail et le produit. «Il est absolument faux de dire que la valeur de la marchandise est ainsi changée en quelque chose d'absolu. C'est le contraire. En tant que valeur d'usage, la marchandise apparaît comme

¹ *Le Capital I, Œuvres I, p. 1002*

quelque chose de relatif, simplement déterminé par son rapport au temps de travail socialement nécessaire...»¹ Or une fois introduite cette définition de la valeur, il est possible d'abandonner l'hypothèse de l'échange entre équivalents matériels. La valeur n'étant pas une substance des marchandises, mais seulement leur mesure, l'échange peut avoir lieu sans respecter l'égalité des valeurs définies par les coûts de production. Quand la valeur est conçue comme une qualité matérielle de la marchandise, l'échange entre coûts équivalents s'impose partout. La valeur étant totalement dématérialisée, l'échange se produit au prix coûtant, ou, au contraire, à un prix inférieur ou supérieur. Nous verrons dans le dernier chapitre que ce n'est pas l'équivalence qui détermine les rapports d'échange mais l'échange qui détermine l'équivalence.

Il reste à démontrer que la mesure du produit par les salaires est compatible avec la formation *monétaire* (la réalisation) du profit. D'après une analyse superficielle, les profits ne sauraient être positifs si le produit est mesuré par les salaires. L'équivalence produit-travail étant remplacée par l'équivalence produit-salaire, quelle est la place laissée aux profits? En fait, la mesure par les salaires permet la formation du profit. Nous démontrerons que la théorie de la valeur-relation respecte la définition du profit, part du produit social dont le coût de production est positif du côté du travail et nul du côté du capitaliste. Bien que le travail soit la cause de toute production, les capitalistes parviennent à s'approprier une partie du produit. Or comment est-ce possible puisque la totalité de la valeur est représentée par les salaires versés? Par quel moyen les capitalistes gagnent-ils le revenu monétaire nécessaire à l'achat des biens de luxe et d'accumulation? L'échange entre équivalents matériels s'oppose à la résolution du problème. Il faut donc trouver une méthode qui permette d'expliquer la formation monétaire du profit dans le respect de l'équivalence entre produit et travail.

L'abandon de l'échange entre équivalents n'implique pas celui du concept d'équivalence dans la définition du profit. Plus précisément, c'est l'idée que tout échange doit avoir lieu entre coûts égaux qui est abandonnée. Cependant *l'équivalence qui détermine la valeur* reste

¹ *Histoire des doctrines économiques*, Tome VI, p. 198

fondamentale. Résumons la séquence logique. Les biens produits et le travail sont équivalents pour la raison très claire que le travail est la mesure du produit. L'un des termes mesurant l'autre, il est évident qu'il y a identité entre les deux. Une fois mesurés, les produits peuvent être achetés dans le procès de circulation. La solution au problème de la réalisation réside dans le rejet de l'échange entre coûts équivalents. La définition de la valeur, relation d'équivalence entre travail et produit, est plus que jamais la base logique de tout le système explicatif.

Avant d'aborder le problème de la réalisation du profit dans une économie où l'échange sur le marché des produits ne s'effectue pas entre coûts équivalents, analysons une des conséquences les plus graves de la contradiction entre formation et réalisation de la plus-value.

RÉALISATION DE LA PLUS-VALUE ET FORCE
DE TRAVAIL

L'impossibilité de la réalisation (monétaire) de la plus-value rejait sur sa formation. La formation de la plus-value étant expliquée à partir du concept de la force de travail, la distinction marxienne entre le travail et sa force doit être soumise à une vérification analytique.

L'introduction de la force de travail dans l'analyse marxienne découle de la nécessité d'expliquer le profit en tant que surproduit. Pour que la plus-value représente un surplus de production, il faut que sa formation résulte d'une différence positive entre le travail fourni par l'ouvrier et le travail payé par le capitaliste. En aliénant la valeur d'usage de sa force de travail, l'ouvrier fournit gratuitement au capitaliste une partie des biens qu'il produit. «La production de plus-value n'est donc autre chose que la production de valeur, prolongée au delà d'un certain point. Si le processus de travail ne dure que jusqu'au point où la valeur de la force de travail payée par le capital est remplacée par un équivalent nouveau, il y a simple production de valeur; quand il dépasse cette limite, il y a production de plus-value.»¹ «Une partie du travail contenu dans la marchandise est du travail *payé*, l'autre est du travail *non payé*.»²

Malgré la distinction entre travail nécessaire et surtravail, il reste que «ce qui détermine la valeur d'une marchandise, c'est la *quantité*

¹ *Le Capital I, Œuvres I, p. 746*

² *Salaires, prix et plus-value, Œuvres I, p. 515*

totale de travail qu'elle contient.»¹ La relation fondamentale de la théorie marxienne est donc celle qui s'établit entre le produit et le travail. Or, le travail n'est coûteux que dans la mesure de la force de travail dépensée. Il s'ensuit fondamentalement que la force de travail est la cause du produit. Ce schéma très simple peut être complété par la notion de coût de production.

Définissons d'abord les termes. Pour Marx, le coût de production des marchandises est donné par le travail vivant. Mais il faut introduire une distinction entre le coût de production social ou réel et le coût de production de chaque capitaliste particulier. «Ce que la marchandise coûte au capitaliste et son coût de production réel sont à vrai dire deux grandeurs absolument différentes. ... Le coût capitaliste de la marchandise se mesure à la dépense de *capital*, son coût réel à la dépense de *travail*.»² Nous ne retiendrons le coût de production que dans son acception «réelle». Les expressions de coût de production et de travail dépensé ont donc même signification.

Le travail est le coût de production des valeurs d'usage, et donc leur mesure. Mais, pour Marx, le travail définit lui aussi un coût de production; en cela, il faut parler non de travail mais de force de travail. En effet, la force de travail représente la totalité du coût du travail.

La distinction entre le travail et sa force paraît gratuite ou inutile; elle ne l'est pas, elle est au contraire le cœur de l'analyse marxienne strictu sensu; pour s'en convaincre, il faut la considérer dans son principe. Le travail est la source de toute valeur (d'échange). En tant que source de valeur, le travail n'est pas lui-même une valeur. Si le travail n'est pas une valeur, puisqu'il n'est pas son propre produit, il est vrai, selon Marx, que le travail a un coût de production. Tout le reste est déduction infaillible.

- Le travail est le coût de production de toutes les marchandises.
- Le travail n'est pas gratuit; il a lui-même un coût de production.
- On en déduit que le travail est distingué entre deux concepts: le travail, coût de production des marchandises, et le travail, coût de production du travail.

¹ *Op. cit.*, p. 515

² *Le Capital III, Œuvres II*, pp. 880-881

- La distinction des deux concepts serait une contradiction si les objets n'étaient pas eux-mêmes différents. Or le travail, coût de production des marchandises, n'est pas une marchandise. Au contraire, le travail, effet d'un coût de production, est une marchandise. Le premier objet est le travail; le second la force de travail.

- En un mot, le travail est le coût de production de toutes les marchandises, y compris la force de travail.

- La distinction entre le travail et sa force fonde la construction du *Capital*. On la trouve déjà parfaitement exprimée dans *Salaires, prix et plus-value*.

a. *S'agissant du travail*: «Nous avons analysé de notre mieux, quoique d'une façon bien cursive, la nature de la *valeur*, de la valeur de toute marchandise. Il nous faut porter notre attention sur une *valeur* particulière, celle du *travail*. Je vais encore vous surprendre par un paradoxe. Vous êtes tous bien convaincus que ce que vous vendez jour après jour, c'est votre travail, que le travail a donc un *prix*, et que, si le prix d'une marchandise n'est rien d'autre que l'expression monétaire de sa valeur, il doit certainement exister une chose qu'on appelle la *valeur du travail*. Or, il n'existe pas de valeur du travail dans l'acception courante du mot.»¹ *Le travail n'est pas une marchandise*.

b. *S'agissant de la force de travail*: «Ce que l'ouvrier vend, ce n'est pas directement son *travail*, mais sa *force de travail*, qu'il met temporairement à la disposition du capitaliste.»² *La force de travail est une marchandise*.

Le travail étant distingué de sa force, il en découle aussitôt que la plus-value est la différence entre les deux. Les entreprises cherchent donc à prolonger le travail de l'ouvrier au-delà du temps nécessaire pour payer le coût de production du travail, c'est-à-dire sa force. «Enfin le capitaliste contraint les ouvriers à prolonger le plus possible la durée du processus de travail au-delà des limites du temps de travail nécessaire pour la reproduction du salaire, puisque c'est précisément cet excédent de travail qui lui fournit la *plus-value*.»³

¹ *Salaires, prix et plus-value*, Œuvres I, p. 508

² *Op. cit.*, p. 509

³ *Matériaux pour l'«Économie»*, Œuvres II, p. 438

Reprenons le raisonnement. Pour Marx, le coût de production s'identifie au coût réel, c'est-à-dire au coût en travail. «Le coût capitaliste de la marchandise se mesure à la dépense de *capital*, son coût réel à la dépense de *travail*.»¹ Ainsi, le coût réel du produit est donné par le travail dépensé pour sa production. Or, le travail dépensé a lui-même un coût réel, celui de sa force. Il s'ensuit que le coût social ou réel du produit est mesuré par un travail dont le coût de production s'identifie à la force de travail. Pour Marx, ces deux coûts ne sont pas les mêmes, la plus-value étant précisément définie par la différence entre le coût réel du produit et le coût réel du travail. En résumant:

1. Le coût de production de la marchandise est le travail;
2. Le coût de production du travail est la force de travail;
3. Il existe une différence positive entre ces deux coûts, le coût du produit étant supérieur au coût du travail.

On comprend le déroulement de la pensée de Marx. La distinction entre le travail et sa force est la condition sine qua non de l'existence d'une plus-value, c'est-à-dire d'un profit formé dans le procès de production. La distinction est donc justifiée par le but recherché. Mais il est très intéressant d'observer que c'est là sa seule justification car si on l'examine en elle-même, elle perd toute vraisemblance; bien pis, elle est entachée d'un vice formel.

La proposition 3. est une déduction illogique. En effet, le travail étant le seul facteur de production, le coût de production du travail est par définition celui des marchandises. Cette conclusion découle des propositions 1. et 2. Dès lors, il est impossible d'expliquer la formation de la plus-value par une différence entre les deux coûts, car ainsi définie la différence est nécessairement nulle.

Reprenons les deux premières propositions.

1. Le travail définit le coût de production de la marchandise.
2. La force de travail définit le coût de production du travail.

Pour Marx, les deux expressions ne sont pas équivalentes. Le coût social du produit est supérieur au coût social du travail, qui représente pourtant la totalité des coûts. En d'autres termes, le produit coûte à la

¹ *Le Capital III, Œuvres II*, p. 881

société une somme de travail supérieure à celle que représente la force de travail, bien que la force de travail soit le seul coût du travail. La contradiction est évidente.

Logiquement, les deux propositions signifient que les coûts du produit sont entièrement mesurés par la force de travail. Dès lors, il est impossible d'expliquer la plus-value par la présence d'une partie du produit correspondant à un coût de production nul. En effet, la force de travail définit la totalité des coûts du produit; d'où il suit que le paiement des salaires s'identifie au coût de tout le produit. Ainsi, le coût de production global est entièrement assumé par les entreprises qui paient la force de travail. La conséquence en est contraignante: la plus-value est nécessairement nulle. Aucune différence positive n'est concevable entre le coût de production en travail du produit et le coût de production en travail du travail.

Nous arrivons à la conclusion qu'il faut renoncer à la distinction entre le travail et sa force. Cause productrice de toute la marchandise, le travail en est le seul coût de production. Ainsi, le coût de production du travail est un concept mal venu, seul le coût de production des marchandises étant positif.

La question qui se pose est dès lors évidente. Si les salaires représentent la totalité du coût de production de la marchandise, la formation d'un profit positif est-elle encore concevable? Il est clair que la plus-value considérée en tant que surplus de production ne peut être que nulle. Or, une nouvelle définition du profit est possible si l'on se donne la mesure du produit par les salaires versés. Cette définition est la suivante. La plus-value est la différence entre le coût de production total du produit tel qu'il est mesuré par les salaires et la partie de ce coût qui revient aux travailleurs après dépense des salaires. Ainsi défini, le profit signifie qu'une partie du coût de production est appropriée par les capitalistes. Initialement distribué aux travailleurs, le revenu salarial est maintenant partiellement capté par les entreprises. Ce transfert de revenu (qui correspond à une partie du coût de production total définie par les salaires) constitue le profit des capitalistes. L'appropriation à la source (formation de la plus-value directement dans le procès de production) est remplacée par une appropriation indirecte, située sur le marché des produits. De la formation réelle (surplus de production) on passe à la formation

monétaire (transfert de revenu) du profit. Tout se tient. La formation de la plus-value en tant que différence entre travail et force de travail est contradictoire et sa réalisation monétaire est impossible. Au contraire, la formation monétaire du profit permet d'éviter la contradiction et de résoudre du même coup le problème de la réalisation.

Soit une dernière remarque. La plus-value est considérée par Marx comme la preuve de l'aliénation du travailleur salarié. «En effet, le vendeur de la force de travail, comme le vendeur de toute autre marchandise, en réalise la valeur échangeable et en aliène la valeur usuelle.»¹ La plus-value se forme par différence entre la valeur créée et la valeur payée. «*La valeur que la force de travail possède et la valeur qu'elle peut créer diffèrent donc de grandeur.*»² Mais si la force de travail représente une partie de la valeur créée, l'aliénation n'est que partielle. Réfléchissons bien. Le travailleur aliène ce qu'il ne vend pas au capitaliste. Etant donné qu'on ne peut vendre que ce qu'on possède, il est évident que la plus-value n'appartient pas à la catégorie des biens vendus par le travailleur. Or, la force de travail est effectivement achetée par le capitaliste. Il s'ensuit que, selon la théorie de Marx, seule la partie du produit correspondant à la plus-value est aliénée par le travailleur.

Tout en rejetant la distinction du travail et de sa force, la nouvelle théorie fournit une application moins restrictive du concept d'aliénation. Dès que les salaires représentent la totalité du coût de production des biens, l'échange entre capitaliste et travailleur ne peut revêtir qu'une des deux formes suivantes:

1. le produit est entièrement vendu par les travailleurs dès le versement des salaires, auquel cas l'aliénation est nulle;
2. le produit est totalement aliéné par les travailleurs donc, tautologiquement, approprié par les capitalistes.

Pour trancher, il suffit de répondre à la question suivante. Le produit se forme-t-il directement en entreprise sans qu'il ait jamais appartenu aux travailleurs? La réponse est évidente. Le produit apparaît pour la première fois en entreprise, il n'est donc pas vendu par les travailleurs

¹ *Le Capital I, Œuvres I, p. 745*

² *Op. cit., p. 745*

mais véritablement aliéné par eux: il ne leur appartient pas. Apparaissant en possession d'autrui, la formation du produit n'appartient pas à la catégorie de la vente.¹

Pour Marx, l'aliénation du produit ne peut être que partielle étant donné que les travailleurs vendent la marchandise force de travail. Encore une fois, cette restriction de l'aliénation s'explique par la nécessité de concilier la plus-value et l'échange entre équivalents. «Le problème est résolu dans tous ses termes. La loi des échanges a été rigoureusement observée, équivalent contre équivalent. Sur le marché, le capitaliste achète à sa juste valeur chaque marchandise - coton, broches, force de travail. Puis il fait ce que fait tout autre acheteur, il consomme leur valeur d'usage.»² Contraint à respecter la loi des échanges, Marx avait le choix entre deux solutions. Ou bien le salaire représente le coût total du produit, auquel cas la plus-value est nulle, ou bien le salaire ne correspond qu'à une partie du coût du produit et alors il faut que l'échange ait lieu entre le capital et une marchandise particulière, dont la définition est ad hoc. La force de travail est la condition permissive de la deuxième solution. Dès lors, le produit total peut être scindé en deux parties, l'une mesurant la force de travail vendue et l'autre mesurant la plus-value cédée ou aliénée. Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que la conception que Marx avait de l'échange entre équivalents l'empêchait d'expliquer la plus-value autrement que par l'introduction de la force de travail qui n'est ainsi, en dernière analyse, que l'étai d'une explication inachevée.

Pour terminer, remarquons que Marx lui-même était conscient du fait que l'aliénation doit s'étendre à la totalité du produit des travailleurs. Malheureusement, sa théorie ne rejoint pas cette intuition. «Le simple rapport d'acheteurs de marchandises implique que ceux-ci échangent leurs propres travaux incarnés dans différentes valeurs d'usage. L'achat et la vente de la force de travail en tant que résultat permanent du processus de production capitaliste impliquent que l'ouvrier doit sans cesse *racheter* une partie de son propre produit en échange de son travail vivant. Ainsi se dissipe jusqu'à l'*apparence* du simple rapport de possesseurs de marchandises. ... Le constant

¹ Nous analyserons les fondements et les conséquences d'un tel raisonnement dans un prochain volume de la série.

² *Op. cit.*, p. 746

renouvellement du rapport *de vente et d'achat* ne fait qu'assurer la continuité du rapport spécifique de dépendance et lui donne l'*apparence* trompeuse d'une transaction, d'un contrat entre possesseurs de marchandises égaux en droit et s'affrontant librement.»¹ Pour éviter cette «apparence trompeuse» il n'y a qu'une possibilité logique: abandonner la distinction entre le travail et sa force.

¹ *Matériaux pour l'«Économie», Œuvres II*, pp. 445-446

CHAPITRE IV

PRÉSENTATION SYNTHÉTIQUE DU PROBLÈME
DE LA RÉALISATION

«Un adversaire de Tooke, qui s'en tient à la forme A-M-A', lui demande comment le capital s'y prend pour retirer sans cesse de la circulation plus d'argent qu'il n'y en a jeté. Soulignons-le: il ne s'agit pas ici de la *création* de la plus-value. Cette création - qui est tout le mystère - est chose évidente du point de vue capitaliste. La somme de valeurs employée ne serait pas du capital si elle ne s'enrichissait pas d'une plus-value. Donc, puisqu'elle est, par hypothèse, du capital, la plus-value va de soi.

«La question n'est donc pas: D'où vient la plus-value? Mais: D'où vient l'argent nécessaire pour la réaliser.¹

«Dans l'économie bourgeoise, l'existence de la plus-value est non seulement évidente, mais elle implique encore qu'une partie de la masse de marchandises jetée dans la circulation est un surproduit et représente donc une valeur que le capitaliste n'a pas jetée dans la circulation avec son capital; elle implique que le capitaliste, avec son produit, jette dans la circulation un surplus qu'il ne manque pas de retirer de nouveau.»²

¹ Note de Maximilien Rubel: «Cette question sera répétée plusieurs fois au ms. VIII, dans le même contexte de la reproduction de la matière monétaire, et c'est sur ce problème, resté sans solution théorique définitive, que s'achèvera le dernier manuscrit du Livre II. La seule tentative sérieuse de combler cette lacune est devenue célèbre par les débats et les controverses qu'elle a provoqués au sein de toute une génération de théoriciens marxistes; c'est celle de Rosa Luxemburg qui, deux ans avant la première conflagration mondiale, construisait à partir des schémas marxistes de la reproduction du capital sa théorie de l'impérialisme. Son ouvrage, *Die Akkumulation des Kapitals* (1913), reste, malgré certaines insuffisances théoriques, un des meilleurs exemples d'un «marxisme» non dogmatique et créateur, ouvert aux problèmes d'un monde en convulsions. Rosa Luxemburg fut la première adepte à suivre à la lettre l'exigence du maître: penser par elle-même. Elle fut aussi la première à se rendre compte que le Livre II laissé par Marx n'était qu'un brouillon inachevé.» (*Notes et variantes, Le Capital II, Œuvres II*, p. 1717)

² *Le Capital II, Œuvres II*, pp. 706-707

Tel qu'il est posé par Marx et malgré les apparences, le problème de la réalisation du surproduit est soluble. Nous nous proposons de le démontrer dans cette présentation synthétique, en partant de la table rase et en employant une méthode rigoureuse et simple.

Afin de bien marquer que la réalisation du produit présente la même difficulté soit que l'on introduise le profit a posteriori, seuls les profits déjà réalisés étant dépensés, ou qu'on se l'accorde a priori, les profits étant dépensés par anticipation, nous allons suivre la méthode très simple consistant à se donner la totalité du produit sous la forme des avances monétaires. Cette méthode est présentée par Marx lui-même. Elle a le grand avantage de conduire à un critère infaillible: si la reproduction, simple ou élargie, assure la reconstitution de toutes les avances, aux endroits précis où elles ont alimenté les dépenses, la réalisation du produit est résolue. Au contraire, si la somme des ventes ne permet pas de reconstituer les avances individuelles, le problème reste entier.

SECTION I

LA MÉTHODE

Nous nous donnons toutes les dépenses monétaires des entreprises et nous les appelons «avances», selon la terminologie physiocratique adoptée par Marx. Ainsi les capitalistes, financiers et industriels, avancent les salaires (v), l'amortissement du capital constant (c) et ils s'avancent à eux-mêmes¹ le montant de leurs profits (pl)².

On pourrait retenir une première difficulté. Le fonds d'où sont tirées les avances est-il toujours suffisant? Il est certain que Marx ne s'est pas longuement arrêté à cette question, qui est de peu d'intérêt et qui ne se rapporte d'ailleurs pas à notre problème. Au 19^e siècle, on pouvait encore s'inquiéter de la rareté des espèces monétaires mais, aujourd'hui, la monnaie est purement bancaire et elle est créée ex nihilo. D'instinct, Marx a éludé ce problème, bien que d'excellents esprits aient pu le prendre pour véritable avant que l'évolution des faits eût révélé sa vacuité. On se donne donc tous les fonds nécessaires pour alimenter la totalité des avances.

Le vrai problème, dont nous allons nous servir méthodologiquement, se situe en aval du fonds des avances - fonds qui n'est qu'une réserve que l'on peut librement approvisionner d'une façon coûteuse et même gratuite si la monnaie est dématérialisée, ce qu'elle était déjà du temps de Marx tout en restant liée à l'or.

¹ Les prévisions sont supposées parfaites car leur imperfection n'aurait aucune répercussion sur l'argument.

² On sait que la plus-value réalisée s'appelle profit; comme dans la partie qui précède, nous employons le terme «profit» au sens large.

Toute avance doit être reconstituée, conformément à la loi de la reproduction.

«Quelle que soit la forme sociale que le procès de production revête, il doit être continu ou, ce qui revient au même, repasser périodiquement par les mêmes phases. Une société ne peut cesser de produire non plus que de consommer. Considéré non sous son aspect isolé, mais dans le cours de sa rénovation incessante, tout procès de production social est donc en même temps *procès de reproduction*.»¹

Il est vrai que si les salaires sont nécessairement avancés², le profit peut être considéré comme un incrément. «Le caractère économique de capitaliste ne s'attache donc à un homme qu'autant qu'il fait fonctionner son argent comme capital. Si cette année, par exemple, il avance 200 £, les transforme en capital et en tire une plus-value de 20 £, il lui faut répéter l'année suivante la même opération. Comme incrément périodique de la valeur avancée, la plus-value acquiert la forme d'un *revenu* provenant du capital.»³

A la réflexion, cependant, le profit peut être avancé bien qu'il soit un incrément du capital avancé. En effet, les capitalistes industriels paient les salaires; ce paiement est une avance. Dans la vente du produit, ils réalisent un profit. Le profit étant prévu, les capitalistes peuvent le dépenser aujourd'hui alors qu'ils le réaliseront demain. La seule règle que l'on doit observer est élémentaire: le profit ne peut être dépensé qu'une fois. Si les capitalistes le dépensent par «avance» ou par anticipation, ils ne pourront plus le dépenser quand il se réalisera effectivement entre leurs mains.

A présent, faut-il ou non se donner le profit par avance? La logique ne fournit aucune prescription à ce sujet: au temps près, il est identique de se donner la dépense des profits a priori ou a posteriori, avant ou après leur réalisation. Puisqu'il est indifférent, le choix ne relève que de la commodité. Il est certain que l'avance des profits facilite le raisonnement. N'hésitons donc pas et donnons-nous la dépense des profits par cette voie, d'autant plus que Marx va jusqu'à

¹ *Le Capital I, Œuvres I*, p. 1066

² Ce qui ne signifie pas que le capitaliste fasse crédit au travailleur; en fait, c'est le travailleur qui fait crédit au capitaliste. Le salaire est avancé en ce sens seulement qu'il est prélevé dans le «fonds des avances».

³ *Op. cit.*, p. 1067

considérer l'avance des profits comme une «condition nécessaire de tout le mécanisme» (de la reproduction simple). «Si l'on envisage l'ensemble de la classe capitaliste, la thèse selon laquelle celle-ci doit jeter elle-même dans la circulation l'argent nécessaire à la réalisation de sa plus-value (et à la circulation de son capital constant et variable), loin de paraître paradoxale, exprime au contraire la condition nécessaire de tout le mécanisme. A la vérité, il n'y a que deux classes en présence: la classe ouvrière, qui ne dispose que de sa force de travail; la classe capitaliste, qui possède le monopole des moyens de production sociaux tout comme celui de l'argent. Ce serait plutôt un paradoxe si la classe ouvrière avançait, en première instance et de ses propres deniers, l'argent nécessaire à la réalisation de la plus-value contenue dans les marchandises. Toutefois, le capitaliste individuel n'effectue cette avance qu'en agissant comme acheteur, en *dépensant* de l'argent pour acheter des moyens de consommation ou en *avançant* de l'argent pour acheter les éléments de son capital productif, soit de la force de travail, soit des moyens de production. Il ne se dessaisit jamais de son argent, à moins d'obtenir un équivalent. Il avance de l'argent à la circulation de la même manière dont il lui avance des marchandises. Dans les deux cas, il agit comme point de départ de leur circulation.»¹.

Faut-il reprocher à Marx de se donner les profits par avance? Dans la partie analytique, nous avons dénoncé l'erreur formelle qui consiste à tirer la formation des profits de leur dépense même. Mais si on ne prétend pas déduire de l'avance des profits l'explication de leur formation, il est évident que tout titulaire de revenus, notamment le capitaliste, peut emprunter des sommes d'argent équivalentes à ses revenus futurs: cet emprunt ne modifie pas ses espérances de gain tout en les concrétisant par anticipation.

La seule critique à laquelle l'auteur du *Capital* s'expose ici est d'avoir pris, au moins dans ses expressions verbales, une condition accidentelle - l'avance des profits - pour une condition nécessaire. Il est certain que le fonctionnement de la reproduction simple serait inchangé si les profits n'étaient pas dépensés par anticipation; réciproquement, si la dépense anticipée des profits était une condition sine qua non du fonctionnement de «tout le mécanisme», l'analyse en serait

¹ *Le Capital II, Œuvres II*, pp. 787-788

fondamentalement fautive, la genèse des profits à partir de leurs dépenses constituant une pétition de principe caractérisée.

Pour assurer le financement des avances, la seule condition qui soit nécessaire est l'existence d'une masse monétaire suffisante. Comme ses contemporains, Marx considérait que la monnaie est un capital; il parle donc du «capital-argent». Mais cela n'autorise personne à confondre l'argent avec le capital tel qu'il est accumulé quand les profits sont dépensés pour l'achat de biens d'équipement. La «reproduction élargie» fournit un capital additionnel, qu'il serait gravement erroné de prendre pour du capital-argent. Avant d'être investi, le profit est la forme monétaire de l'accroissement du capital réel. Après son investissement, le profit ne revêt même plus la forme monétaire: il s'est métamorphosé en un incrément du capital constant. Il est très important d'éviter la confusion entre le capital-argent et le capital si l'on veut poser dans ses termes les plus exacts et les plus clairs la loi de l'égalisation entre la dépense des avances et leur reconstitution. *Cette loi est valide aussi bien pour la reproduction élargie que pour la reproduction simple.* Confirmons-la dans les textes. Nous établirons ensuite que la position de Marx ne peut être contestée, à moins qu'on ne s'écarte de la logique élémentaire.

«Il est évident que, dans la mesure où l'accumulation s'opère sous forme de reproduction sur une échelle élargie, elle ne présente pas de problème nouveau par rapport à la circulation monétaire.

«Le capital-argent supplémentaire, nécessaire au fonctionnement du capital productif croissant, est fourni par la partie de la plus-value réalisée que les capitalistes jettent dans la circulation sous forme de capital-argent et non pas sous la forme monétaire du revenu. L'argent se trouve déjà entre les mains du capitaliste, seul son emploi est autre.»¹

Si le profit est avancé dans la reproduction simple, il l'est pareillement dans la reproduction élargie, la seule différence entre les deux cas étant *l'emploi* du profit: «seul son emploi est autre». Adam Smith savait déjà que l'argent, tournant dans la grande roue de la circulation, ne fait pas partie de la valeur nouvellement produite. Le «fonds des profits» est une somme d'argent et non de revenus. Marx,

¹ *Op. cit.*, p. 720

qui le dit expressément, va encore plus loin puisque, selon lui, loin d'être une partie du nouveau produit, le capital-argent peut être fourni ou accru par le système de crédit. «Voilà liquidée l'inepte question de savoir si la production capitaliste serait possible, dans ses limites actuelles, sans le système de crédit (même si on le considère de ce point de vue seulement), c'est-à-dire avec la seule circulation des métaux. Il va de soi que cela ne pourrait être le cas. Bien plus, elle aurait trouvé ses limites dans la production même des métaux précieux. Toutefois, il ne faut pas se faire d'illusions sur le pouvoir créateur du système de crédit, pour autant qu'il fournit ou met en mouvement du capital-argent. Cette question sera développée ailleurs.»^{1, 2}

Les théories du crédit étaient déjà très élaborées au 19^e siècle, mais il est vrai que certains auteurs parlaient naïvement de «miracle» en observant les bienfaits dispensés par le crédit, comme si les banques créaient des richesses, alors qu'elles ne produisent même pas la forme monétaire des richesses réelles. Comme les grands classiques (anglais) Marx démontre que la valeur de la monnaie est toujours dérivée d'un coût de production, si bien que le pouvoir d'achat du crédit émis par les banques est nécessairement emprunté à la production des biens de toutes sortes.

Notre objet présent n'est pas la théorie monétaire. Nous pouvons donc accepter le concept du «capital-argent» et en reporter l'examen à une étude ultérieure. Or, que l'argent soit ou non un capital, il est certain qu'il ne saurait être confondu avec le capital formé dans la production. Il s'ensuit - et c'est l'enseignement principal - que le capital-argent nourrit toutes les avances, notamment celles des profits, sans qu'il soit pertinent de se demander à quelles fins, de consommation ou d'investissement, les profits sont dépensés.

La méthode que nous nous proposons de suivre est ainsi clairement posée. Nous nous donnerons toutes les dépenses des entreprises «par avance». Cette manière de procéder est coutumière pour les salaires (*v*)

¹ Note de M. Rubel: «Écrites vers 1870, ces remarques sur l'importance du crédit et le «mysticisme» des théories sur le crédit vont bien dans le sens du plan que Marx avait tracé pour son *Économie* dès 1858. (Cf. notre *Introduction*). C'est une répétition de ce qu'il avait souligné dans le manuscrit du Livre III (vers 1865), en tête du chapitre consacré au crédit: *L'analyse du système de crédit et des instruments qu'il crée* [...] n'entre pas dans le cadre de notre plan. (Infra, p. 1157). Voir également *supra*, n.1, p. 559.»

² *Le Capital II, Œuvres II*, p. 722

et les dépenses dites intermédiaires (*c*). S'agissant des profits, il est plus habituel de considérer qu'ils sont d'abord réalisés, pour être dépensés dans un deuxième temps. D'autre part, il serait contraire à la vérité de prétendre que Marx s'est toujours donné les profits par avance. On trouve des textes dans les deux sens. Toutefois, comme nous l'avons déjà remarqué, le choix de l'une ou l'autre procédure n'a aucun retentissement sur le fond: c'est affaire de commodité. L'auteur du *Capital* ne s'est donc pas contredit en passant de l'une à l'autre, au gré de ses démonstrations. La méthode des avances «intégrales» - indubitablement marxienne - offre un avantage purement didactique: d'un seul mouvement et dans une grande économie de moyens elle va nous permettre de mettre au jour l'impossibilité formelle de la réalisation du produit. En même temps, elle nous indique la solution.

SECTION 2

LE CRITÈRE

Soit une tautologie. Si les profits sont donnés par avance, ils ne pourront plus être dépensés quand ils se réaliseront. De cette règle extrêmement simple on tire le critère recherché. Si la théorie est exacte, il faut que les mouvements qu'elle décrit n'autorisent jamais la dépense double du même profit. Ainsi, dès qu'elles comprennent la dépense des profits, les dépenses des avances doivent engendrer des profits rigoureusement nuls.

Marx pose la même loi, peut-être sous une forme encore plus sévère. «Le retour direct du capital-argent avancé en capital variable, qui n'a lieu que pour les capitalistes de la section II α , producteurs des subsistances nécessaires, n'est qu'une expression, modifiée par des conditions spéciales, de la loi générale mentionnée plus haut, suivant laquelle l'argent que les producteurs de marchandises avancent à la circulation leur revient lorsque la circulation des marchandises se déroule normalement. Il s'ensuit que si, derrière le producteur de marchandises, il y a un capitaliste financier qui avance au capitaliste industriel du capital-argent (au sens le plus strict du mot: de la valeur-capital sous la forme monétaire), le point de reflux de cet argent est la poche de ce capitaliste financier.»¹

La circulation des marchandises implique la dépense des salaires et des profits. Si la formation des salaires et la dépense des profits sont toutes deux données par avance - que le point de départ du capital-

¹ *Op. cit.*, p. 782

argent soit le capitaliste financier ou le capitaliste industriel-, la reconstitution de tous les «fonds des avances» absorbe, en rétablissant le statu quo, la totalité des profits dépensés. Dans ces conditions, il est effectivement indifférent de se donner les profits a priori ou a posteriori: tout profit réalisé est dépensé une fois et aucun profit réalisé n'est dépensé plusieurs fois. «Nous venons d'établir que, dans des conditions normales de reproduction (sur une échelle simple ou élargie), l'argent avancé à la circulation par le producteur capitaliste doit retourner à son point de départ (qu'il s'agisse de son propre argent ou d'argent emprunté).»¹

Servons-nous de cette «loi de la reproduction du capital-argent» pour démontrer que la théorie de Marx, prise dans l'état d'inachèvement où son auteur l'a laissée, est incapable de résoudre le problème de la réalisation. Mais, au plus profond de son échec, la théorie atteint paradoxalement l'objectif si longuement recherché.

¹ *Op. cit.*, p. 795

CHAPITRE V

LA SOLUTION DU PROBLÈME DE LA
RÉALISATION

Dans la partie analytique de notre travail, nous avons déjà démontré l'impossibilité de la solution. La nouvelle preuve que nous allons proposer est synthétique. Ainsi la valeur totale du produit - salaires + profits - est avancée par les capitalistes. Cette avance, qui doit répondre à la loi de la reproduction du capital-argent, la trahit inmanquablement. Il s'ensuit que la méthode du «problème résolu», qui semblait fonder tous les espoirs, est finalement inopérante. Donnée par anticipation, la réalisation du profit ne livre la solution qu'en découvrant un autre problème, qui a cependant le mérite cette fois d'être ouvertement et clairement insoluble. Le mystère s'achève sur un «théorème d'impossibilité».

Ce point étant atteint, il s'agira de déterminer la signification exacte de la loi de la reproduction du capital-argent.

Le problème impossible trouvera alors sa solution définitive.

LA SOLUTION EST D'ABORD IMPOSSIBLE

1. Soit E_I une entreprise quelconque. Elle avance la somme d'argent v pour le paiement des salaires. Cette somme reflue-t-elle dans la vente du produit de E_I ?

Il semble que ce reflux ne soit pas nécessaire car l'entreprise 1 ne produit pas forcément des biens de subsistance ou des biens-salaire. Si le produit de E_I est un bien d'investissement net, une addition au capital social, il ne peut être acheté que par les profits.

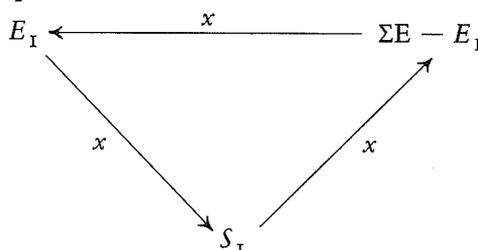
Cette conclusion est hâtive. En réalité, si l'entreprise 1 produit des biens-capitaux (machines et équipements), il importe peu que ce soit pour l'accumulation ou pour l'amortissement. Dans les deux cas, son produit est acheté par les entreprises et non par les salariés, au moins pour ce qui est de l'écoulement *direct*.

Précisément, il faut s'inquiéter de l'identité des acheteurs définitifs. Les biens d'amortissement ne sont pas payés par les entreprises qui «maintiennent» leur capital réel mais par leurs propres clients, qui achètent les biens produits à l'aide des machines amorties.

Cependant, ce paiement en cascade laisse subsister l'imprécision, qu'une autre observation dissipe entièrement. L'entreprise 1 retrouve *nécessairement* le capital-argent qu'elle a dépensé dans le versement des salaires. La raison en est que les salaires procurent aux ouvriers leurs moyens de subsistance.¹ Dès lors, si les travailleurs employés par E_I

¹ Nous venons d'employer un argument plus marxiste que marxien; l'analyse exacte est plus «neutre»: si les salariés ne dépensent pas la totalité de leurs revenus pour assurer leur subsistance, ils sont offreurs de «fonds prêtables» sur le marché financier et d'autres sujets - les emprunteurs - les dépensent à leur place. Ainsi, dans tous les cas, les salaires sont dépensés sur le marché des nouveaux produits et le capital variable d'où ils sont issus est reconstitué.

dépensent leurs salaires pour l'achat de biens produits par d'autres entreprises, on constate une simple substitution: les produits de E_I sont achetés par l'ensemble des autres entreprises dans la mesure où les salaires gagnés en E_I sont dépensés par les salariés S_I dans l'ensemble des autres entreprises.



Reproduction du capital variable de E_I

L'analyse que nous venons de schématiser est strictement celle de Marx. Elle serait fautive si les profits n'étaient pas donnés par avance car l'entreprise 1 ne pourrait reconstituer son fonds qu'au détriment des autres entreprises: l'amortissement du capital variable et la réalisation des profits s'excluent mutuellement. Cependant, nous sommes maintenant sur un autre terrain. Ayant lancé plus de fonds dans la circulation - puisque nous avançons les salaires *et les profits* - nous pouvons en retirer également une somme accrue, si bien que l'ensemble des entreprises et chacune d'elles en particulier peuvent refaire les fonds de capital variable sans nuire pour autant à la réalisation générale des profits. Ainsi, la rotation du capital-argent avancé par l'entreprise 1 pour le paiement des salaires s'accomplit sans difficulté à travers les entreprises $\Sigma E - E_I$, qui pourront néanmoins assurer la rotation du capital-argent qu'elles auront elles-mêmes engagé dans la production (et que nous n'avons pas représentée, pas plus que la dépense des profits de E_I).

L'avantage de cette nouvelle méthode de présentation du problème de la réalisation est d'abord qu'elle permet de suivre beaucoup plus longtemps l'argumentation de Marx.

«L'ensemble du produit annuel de la société se décompose en deux grandes sections:

«I. *Moyens de production*, marchandises destinées par leur forme à la consommation productive;

«II. *Moyens de consommation*, marchandises destinées par leur forme à la consommation individuelle de la classe capitaliste et de la classe ouvrière.»¹

La section I correspond à notre entreprise I et la section II aux autres entreprises. «Quant à la reconversion en la forme argent du capital variable de la section I, celui-ci existe d'abord pour les capitalistes de I, après qu'ils l'ont avancé en salaire, sous la forme de marchandise dans laquelle les travailleurs le leur ont fourni. Ce capital, ils l'ont payé en argent à ces travailleurs comme prix de leur force de travail. Ils ont ainsi payé la partie constitutive de la valeur de leur produit-marchandise, qui est égale à ce capital variable avancé en argent. Aussi sont-ils également propriétaires de cette partie du produit-marchandise. Mais cette partie de la classe ouvrière qu'ils emploient n'est pas acheteur des moyens de production qu'elle a produits; elle achète des moyens de consommation produits par II. Le capital variable avancé en argent lors du paiement de la force de travail ne retourne donc pas directement aux capitalistes de I. Par les achats des travailleurs, il passe entre les mains des capitalistes producteurs des marchandises nécessaires et accessibles aux travailleurs; autrement dit, dans les mains des capitalistes de II, et c'est seulement quand ceux-ci le dépensent en moyens de production qu'il revient, par ce détour, entre les mains des capitalistes de I.»²

Lorsqu'il passe à la reproduction élargie, Marx rencontre un nouveau problème, l'accumulation de la plus-value. Mais on peut dire qu'il se crée des embarras inutiles car il suppose - faussement - que la plus-value accumulée ne peut plus être dépensée comme revenu. En fait, elle peut être à la fois accumulée et dépensée. Il faut revenir à l'analyse marxienne de *l'emploi* de la plus-value: si elle est employée ou dépensée à l'achat de biens de consommation, elle disparaît en tant que revenu sans se transformer en capital, sinon en capital-argent bien sûr; mais si elle est investie, elle ne cesse d'être un revenu que pour devenir un capital réel, constant, tout en reconstituant le capital-argent qui lui avait prêté la forme monétaire. Dans les deux cas, la plus-value est entièrement dépensée, si bien qu'en ce qui concerne la rotation du

¹ *Le Capital II, Œuvres II*, pp. 754-755

² *Op. cit.*, pp. 774-775

capital-argent, la reproduction élargie ne présente pas plus de difficulté que la reproduction simple. Tout le chapitre XIII du *Capital II*, troisième section (pp. 824-863) est, à l'état de «brouillon», une tentative presque pathétique de résoudre, dans le cas de l'accumulation, deux problèmes liés - la transformation de la plus-value en capital et la réalisation des profits - qui sont faux l'un et l'autre mais à deux niveaux très différents. L'accumulation de la plus-value est immédiatement résolue, le capital-*argent* étant reproduit bien que la plus-value se forme en capital-*produit*. Quant à la réalisation des profits, elle n'est possible ni en reproduction élargie ni même en reproduction simple, à moins qu'on ne poursuive la pensée de Marx bien au-delà de l'interprétation textuelle, jusqu'à prendre le contrepied de certaines de ses conclusions essentielles.

2. Dans le paragraphe précédent nous avons établi un principe très simple; la dépense du capital-argent en salaires et la dépense des salaires en capital-argent forment une rotation: ces dépenses n'apportent donc aucun profit, positif ou négatif, aux entreprises. L'ensemble des entreprises ne gagne et ne perd rien dans l'opération. Bien plus, ce résultat vaut pour chaque entreprise isolément, aucune ne réalisant (au détriment des autres) un profit par la conversion des salaires en capital-argent. A concurrence des salaires distribués et dépensés, la vente du produit n'est qu'un amortissement du capital-argent et aucune recette d'amortissement ne constitue un profit net. «Le capitaliste ne s'enrichit pas du fait qu'il reprend à l'ouvrier l'argent qu'il lui a versé en paiement de sa force de travail en lui vendant une quantité de marchandises équivalente.»¹

3. Avant de démontrer l'impossibilité de la réalisation du profit et plus généralement du produit, il est important de comprendre la nature exacte de l'avance du capital variable: l'avance des profits est d'une toute autre nature. «*Etant donné que le capital variable, quelle qu'en soit la forme, reste toujours entre les mains du capitaliste, on ne peut absolument pas prétendre qu'il se change en revenu pour qui que ce soit.*»² C'est Marx qui souligne. Le capital variable n'est jamais aliéné par la classe des capitalistes. On pourrait penser que l'aliénation de ce capital existe

¹ *Op. cit.*, p. 819

² *Op. cit.*, pp. 822-823

mais qu'elle est temporaire, le capital variable étant distribué aux salariés, qui le restituent enfin aux capitalistes. *Il n'en est rien*. Pendant toute la durée de son existence, le capital variable est la propriété exclusive des entreprises; il n'est donc jamais un «revenu pour qui que ce soit». C'est dire que les salaires ne sont pas obtenus par la simple transformation nominale du capital variable, qui s'appellerait salaire dans la phase intermédiaire, la rémunération de la force de travail n'étant pas encore convertie en marchandises. En réalité, il serait naïf de croire que le capital variable se transforme en revenu, qui se transformerait réciproquement en capital.¹ Les entreprises ne se dessaisissent pas de leur capital et les salariés sont bien obligés de conserver la jouissance de leurs revenus, leur moyen de subsistance. Les travailleurs ne capitalisent pas leur revenu et les capitalistes ne perdent du capital que pour le recouvrer sur-le-champ sous une autre forme: autrement dit, le capital transformé est encore du capital et non un revenu. «Au cours de toutes ces métamorphoses, le capitaliste de I tient constamment entre ses mains le capital variable: 1° d'abord comme capital-argent; 2° ensuite comme élément de son capital productif; 3° plus tard encore comme une partie de la valeur de son capital-marchandise, par conséquent sous la forme de valeur-marchandise; 4° enfin comme argent affrontant de nouveau la force de travail, contre laquelle il peut se changer. Pendant le processus de travail, le capitaliste a entre les mains le capital variable en tant que force de travail active et créatrice de valeur, et non en tant que valeur d'une grandeur donnée. Mais comme le capitaliste ne paie l'ouvrier que lorsque sa force a déjà fonctionné pendant un certain temps, il détient déjà, avant de la payer, la valeur créée de remplacement par cette force et augmentée de la plus-value.»²

¹ Dans la partie analytique, nous avons parlé de la transformation du capital variable en revenus et, inversement, des salaires en capital variable. A présent, nous faisons remarquer, avec Marx, que cette transformation n'existe pas, parce qu'elle est une interprétation fautive de la réalité. Les deux affirmations sont cependant exactes l'une et l'autre. La contradiction n'est pas vicieuse pour la raison que chaque proposition est vraie ou fautive selon le pôle choisi pour l'énoncer. Pour les *capitalistes*, le capital variable engagé est encore du capital variable, comme s'il était déjà restitué, le délai entre la distribution du capital variable ($-v$) et sa reconstitution ($+v$) étant du capital-temps et non du capital variable. Or pour les *salariés*, le capital variable perçu n'est pas un capital mais un revenu. La contradiction apparente est encore combattue dans la suite du texte.

² *Op. cit.*, p. 822

Un lecteur superficiel du *Capital* peut avoir l'impression que la définition du capital variable y est proposée sous deux formes contradictoires.

- Le capital variable se transforme en salaires; en ce sens, les salaires sont un «moment» du capital.

- Nous venons de voir, cependant, que le capital variable est toujours aux mains des entreprises; ainsi les salaires ne sont pas obtenus par la transformation du capital.

On sait que les contradictions de Marx sont le plus souvent voulues, afin de donner une forme particulière à la démonstration, qui en est d'autant plus forte. D'après la terminologie de l'auteur, ces contradictions recherchées et qui sont descriptives de la réalité appartiennent à l'espèce des contradictions «dialectiques» et non à celles des contradictions «in adjecto». Précisément, dans le cas qui nous occupe, la contradiction n'est que l'énoncé de deux vérités dont la conciliation définit le capital variable dans toute sa réalité.

- Le capital variable ne cesse à aucun moment d'être un capital. Dès qu'il quitte le patrimoine du capitaliste, il y est remplacé sous une autre forme; la marchandise prend la place de l'argent. On en déduit que le travailleur n'obtient pas du capital; il ne recevrait du capital que si le capitaliste perdait le sien. Le salaire n'est donc pas une catégorie du capital.

- Le capital variable cesse momentanément d'être un capital-argent. Dès qu'il est versé en salaires, il se transforme en revenu-argent. Ce n'est que dans la *dépense* des salaires (par les travailleurs) que le revenu salarial redevient capital-argent.

Ces définitions marxiennes ne sont pas purement sémantiques; au contraire, elles ont une signification profonde. Si le capital variable pouvait être transmis des capitalistes aux travailleurs, le travail n'apporterait aucune valeur; les salaires y seraient obtenus par un simple déplacement du capital et la production ne serait qu'une reproduction physique: de période en période, la valeur ajoutée serait nulle. Or, on sait que même dans la reproduction simple, le travail apporte non pas la forme renouvelée du produit antérieur mais un produit tout nouveau. «La totalité de la reproduction annuelle, du produit d'une année, est le résultat du travail utile de cette même année. Mais la valeur de ce produit total est supérieure à la partie de la valeur dans

laquelle le travail de l'année, la force de travail dépensée, s'incorpore. La *valeur produite* dans cette année, la valeur nouvellement créée sous la forme de marchandises, est plus petite que la *valeur des produits*, la valeur totale de la masse de marchandises produites au cours de l'année entière. La différence que nous obtenons en déduisant de la valeur totale du produit annuel la valeur ajoutée par le travail de l'année en cours n'est pas réellement une valeur reproduite, mais seulement de la valeur réapparaissant sous une forme nouvelle. C'est de la valeur qui a été transférée d'une valeur existant déjà antérieurement au produit de l'année.»¹

N'étant nullement transmis aux travailleurs, le capital variable reste tout entier chez les capitalistes, *qui ne transmettent donc aucune valeur aux travailleurs*. Cette solution de continuité permet de définir une valeur nouvelle et de conclure que la production est nette, qu'elle est une production et non une reproduction au sens exact. Déjà étudiée dans notre premier livre,² cette conséquence mérite d'être reprise ici, car elle est centrale. Si Marx parle de la reproduction, il s'agit du capital et aussi du mode de production capitaliste. Quant à la valeur ajoutée par le travail, elle est nouvelle; si l'auteur dit néanmoins qu'elle est reproduite, cela signifie clairement (dans le texte même) qu'elle est produite une nouvelle fois, «ab initio». Les salaires *v* sont créés par le travailleur puisque la valeur de l'argent qu'il obtient est l'effet de son seul travail et non la forme transmise du capital-argent qui préexiste dans le patrimoine du capitaliste.

A présent, nous comprenons mieux l'avance du capital variable. Si ce capital se transformait en revenus (salariaux), les salaires seraient avancés doublement, à la fois en argent et en valeur. Comme l'entreprise conserve la totalité de son capital variable - en donnant le salaire contre son équivalent en marchandises -, elle avance l'argent mais non la valeur.

En un mot, l'avance du capital variable - son engagement dans la production - n'est ni une avance en capital (le travailleur ne percevant que des revenus) ni une avance en revenus (le travailleur obtenant son revenu du travail et non par transmission du capital variable): elle n'est

¹ *Op. cit.*, p. 814

² *La pensée de Karl Marx, critique et synthèse*, Vol. I *La Valeur*

finalement qu'une avance *d'argent*. Le travailleur produit lui-même son revenu puisqu'il produit la totalité du revenu de la période ($v + pl$); mais le travailleur ne saurait produire lui-même la forme-argent de son revenu. *L'avance du capital variable est l'opération qui donne sa forme monétaire à la valeur produite par le travailleur.*

Comme nous l'avons annoncé au début de ce paragraphe, l'avance des profits est d'une tout autre nature. Le travailleur ne s'avance pas son propre salaire; s'il le faisait, il s'avancerait un revenu et non simplement une somme d'argent. Pareillement, puisque le capitaliste se donne son propre profit par avance, il s'avance un revenu et non une simple somme d'argent.

A la différence de l'avance des salaires, l'avance des profits est donc une opération qui porte un revenu; elle le porte par anticipation dans le patrimoine des entreprises.

4. La critique sans doute la plus «élégante» de la plus-value marxienne est directement issue de la distinction des deux avances, des salaires et des profits.

- Les salariés ne peuvent pas se donner à eux-mêmes la forme-argent de leurs salaires.

- La même impossibilité s'affirme du côté opposé: les capitalistes ne peuvent pas se donner à eux-mêmes la forme-argent de leurs profits.

Ainsi, le produit peut recevoir sa forme-argent à concurrence de v car l'opération du versement des salaires implique la confrontation de deux personnes: il est clair que la logique permet au capitaliste de créer sur le travailleur la forme-argent du produit. Mais, à concurrence de pl , il est formellement impossible que le produit reçoive sa forme-argent puisque l'opération qui la lui donnerait serait définie entre le capitaliste et lui-même.

5. Les preuves les plus profondes sont souvent les plus concises; mais ce qu'elles gagnent en pénétration, elles le perdent en force persuasive.

Répétons la démonstration du paragraphe précédent. Cependant, ce n'est que dans le paragraphe 6 que nous retrouvons la «loi de la reproduction du capital-argent», dont l'application devrait lever les derniers doutes sur l'inexactitude foncière de la formule $v + pl$,

la valeur produite ne pouvant en aucun cas être supérieure au capital variable distribué.

Quelle est la signification de la métamorphose suivante, posée par Marx: le produit se transforme en forme-argent du produit?

- Du côté des biens-salaire, l'interprétation en est simple et plausible. Les capitalistes reçoivent la totalité du produit, dont la partie v . En échange, ils donnent aux travailleurs la forme-argent du produit réel v (le capital variable transformé en marchandises).

- Du côté des biens-profit, l'explication devient presque absurde. Ayant reçu, sous forme réelle, la totalité du produit, $v + pl$, les capitalistes lui donnent la forme-argent. Pour la partie v du produit, la proposition est irréprochable; n'y revenons pas; mais pour le complément il faudrait admettre que, tout en conservant la totalité du produit sous sa forme réelle, en particulier pl , le capitaliste donne néanmoins la forme-argent à pl . Comment détiendrait-il pl à la fois en produit et en argent? C'est inconcevable.

- On en conclut que pl ne peut être défini sous sa forme-argent: la plus-value n'est pas réalisable.

La seule réponse possible ne fait qu'aggraver le problème. Si les capitalistes donnent au produit pl la forme-argent, c'est qu'ils n'acquièrent la forme réelle de pl que dans la dépense de leurs profits monétaires. Il faut donc se donner pl en argent *avant* que le produit pl soit acquis par les capitalistes. Alors, et alors seulement, il est vrai de dire que les capitalistes se procurent la forme-argent de pl , afin de convertir ce revenu en forme réelle de pl . Mais comment est-il concevable que les capitalistes détiennent d'abord pl en argent *et non en produit*? C'est inimaginable puisque les travailleurs aliènent la totalité du produit réel. Comme la partie v , la partie pl du produit est d'emblée présente dans les entreprises; dès lors, la réalisation est une réalité pour v et elle n'est qu'une abstraction pour pl : en effet, face au produit réel v les travailleurs détiennent la forme-monnaie de ce produit, alors que le produit réel pl n'existerait sous la forme-monnaie que s'il avait lui aussi un coût de production *monétaire*.

Il est peut-être bon de répéter que l'erreur commise par Marx se trouve sur le chemin même de la découverte, si bien qu'il est très difficile de l'éviter si l'on veut accéder enfin à la connaissance de la véritable nature du profit, dont l'auteur disait en 1858, dans une lettre

à Engels, qu'il avait «bouleversé toute la théorie», «telle qu'elle a été enseignée jusqu'à présent». Le point essentiel, qui restera sans qu'aucune modification vienne l'altérer, est l'analyse de la forme-argent du produit. Le paiement du coût monétaire de la production définit une perte nulle pour les capitalistes, qui reçoivent en marchandise ce qu'ils donnent en argent. La conséquence en est bien celle que nous avons déjà dégagée: les revenus monétaires nés de la production apparaissent pour la première fois en dehors des entreprises qui, pour payer les coûts de production, dépensent un capital-argent et non un revenu monétaire. Ainsi, la monnaie est-elle l'équivalent général du produit. A partir de ce théorème, le problème n'est plus que de diviser le revenu monétaire en salaires et en profits. Si l'explication analytique de cette bipartition a définitivement résisté à la théorie de Marx, il faut en louer l'auteur plutôt que de l'en blâmer. Fallait-il revenir sur le théorème, pour l'infirmer? Il est certain qu'il importait au contraire de tenir bon. Mais c'était se condamner à l'échec. Car le théorème a un corollaire: seuls les coûts de production monétaires suscitent la forme-argent du produit. Dans l'état que la science économique ne pouvait dépasser alors - toute connaissance organisée étant évolutive -, il en résultait de deux choses l'une. Ou bien l'on renonçait à l'idée du profit-surplus, le profit ne pouvant être défini par aucun coût de production monétaire; ou bien l'on posait hardiment qu'à côté des salaires (v), les profits forment une deuxième équivalence entre l'argent et le produit (pl). Les deux termes du choix sont aussi impossibles l'un que l'autre; la solution est donc indécidable. Et intuitivement, il est bien plus satisfaisant de donner la préférence aux surplus positifs, d'ailleurs confirmés par l'observation des faits. Le profit existe en régime capitaliste; c'est indubitable. Admettons donc que les capitalistes s'avancent la forme-argent des biens de luxe ou des biens d'accumulation qu'ils achètent par la dépense de leurs profits.

6. Nous allons bientôt retrouver la solution proposée dans la partie analytique. Elle découlera de la loi de la reproduction du capital-argent. Mais servons-nous de cette loi et du critère qui s'en dégage (ch. IV) pour apporter la preuve irréfutable: il est logiquement impossible de réaliser le produit dans sa partie pl .

Soit de nouveau l'entreprise quelconque E_I face à l'ensemble des autres entreprises. Le profit que E_I réalisera dans la période est y et il est avancé, de telle sorte que l'entreprise le dépense immédiatement. Si elle achète des biens de luxe, elle ne contribue pas à l'accumulation. Mais quelque emploi qu'elle fasse de son profit anticipé, sa dépense définit une recette de $(\Sigma E - E_I)$.

$$E_I \xrightarrow[\text{de } E_I = y]{\text{dépense du profit avancé}} (\Sigma E - E_I)$$

De son côté, l'ensemble $(\Sigma E - E_I)$ se donne ses profits par anticipation et en dépense une partie, z , dans ses achats quelconques auprès de l'entreprise I .

$$(\Sigma E - E_I) \xrightarrow[\text{de } (\Sigma E - E_I) = z]{\text{dépense du profit avancé}} E_I$$

Avant de poursuivre, dénonçons une erreur que personne ne commettrait, sauf par inadvertance. La dépense y ne reconstitue aucune fraction du capital variable engagé par l'ensemble $(\Sigma E - E_I)$; pareillement, la dépense z n'entre pas dans le capital variable de E_I .

Nous avons déjà démontré que selon la théorie de Marx la dépense des salaires est la condition nécessaire et suffisante de la reconstitution du capital variable engagé dans la production courante. Il est possible que la reproduction se fasse à une échelle élargie. Mais s'agissant de la production de la période (et non des productions futures), elle apporte $v + pl$ en valeur ajoutée. Le capital variable effectivement engagé étant v , la dépense de v par les salariés reconstitue la totalité du capital variable et uniquement le capital variable, si l'on entend le capital-argent distribué aux travailleurs en activité dans la période. Jusqu'ici nous n'avons énoncé qu'une tautologie, la même somme v étant définie du côté des capitalistes et du côté des salariés. Mais l'équivalence prend une forme un peu moins évidente quand on raisonne au sujet du capitaliste individuel. Ainsi, E_I ne peut trouver aucun capital variable dans la somme z , à moins que l'on fasse une hypothèse et une erreur de raisonnement. Hypothèse: E_I accroît son capital variable. Erreur de raisonnement: E_I accroît son capital variable par la thésaurisation

(totale ou partielle) de z . Afin d'éviter toute discussion inutile, il suffit d'écarter l'hypothèse, ce qui sape l'erreur. Plus exactement encore, il se peut que E_I accroisse son capital variable mais c'est hors de propos: la seule chose qui doit nous intéresser est la reconstitution du capital variable déjà engagé. Cet «amortissement» engloutit les salaires dépensés et eux seuls, et cela pour chaque firme en particulier. *Ainsi, y n'entre pas dans le capital variable de $(\Sigma E - E_I)$ et z n'entre pas dans le capital variable de E_I .*

Nous venons d'établir que la dépense y de E_I forme un profit pour l'ensemble $(\Sigma E - E_I)$ et que la dépense z de $(\Sigma E - E_I)$ forme un profit pour E_I . Appliquons le critère: compte tenu de ces dépenses, l'avance du profit de E_I (ou de $(\Sigma E - E_I)$) est-elle reconstituée? Si elle l'est, le problème de la réalisation du produit est résolu; si elle ne l'est pas, il ne l'est pas. Or, l'avance des profits n'est reconstituée pour aucun des deux ensembles (E_I et $(\Sigma E - E_I)$), à moins que les dépenses y et z soient égales entre elles. Cela signifie évidemment que le problème est loin d'être résolu puisque les inégalités $y > z$ et $z > y$ s'opposent toutes deux à sa solution. Pour quelle raison la dépense de profit de E_I vers $(\Sigma E - E_I)$ serait-elle égale à la dépense de profit de $(\Sigma E - E_I)$ vers E_I ? Ce serait pur hasard. La règle est du côté des inégalités. Examinons-les successivement.

Soit d'abord

$$y > z.$$

Après la dépense par anticipation de tous les profits, E_I enregistre une perte égale à $y - z$ unités de monnaie et au profit additionnel de $(\Sigma E - E_I)$. Cette perte et ce gain s'opposent à la réalisation du produit, qui est «sur-réalisé» en $(\Sigma E - E_I)$ et «sous-réalisé» en E_I . Il est vrai que la somme des écarts est nulle. Mais ce truisme est insuffisant: il faut que chaque écart soit nul. Après la dépense par avance des profits¹, il faut que toutes les avances soient remboursées, aussi bien les avances des profits que celles des salaires. Il est clair, d'autre part,

¹ Rappelons que les prévisions sont parfaites car si elles ne l'étaient pas, le problème, inchangé sur le fond, se prêterait à des erreurs de raisonnement. L'idée de l'anticipation des profits est distincte de celle de l'exactitude des prévisions. Et c'est l'anticipation des profits qui est notre objet. Nous reprendrons cette question (cf. p. 125)

qu'aucune péréquation n'est permise, les déficits n'étant pas couverts par les excédents puisque les fonds concernés ne sont pas les mêmes. Tout écart est donc le signe certain que le problème de la réalisation est resté sans solution bien que l'on se soit donné les profits monétaires par avance. La difficulté n'est même pas partiellement résolue; elle ne l'est *pas du tout* car les écarts ne sont pas la mesure de l'imprécision de la solution mais la preuve de son inexistence.

Considérons l'écart inverse

$$z > y.$$

Le même raisonnement est applicable puisqu'il suffit de permuter les ensembles. Cependant, présentons la critique d'une façon un peu différente. Le profit de E_1 est calculé d'après les prévisions de ses ventes. L'écoulement du produit de E_1 rapportera $(v + c + pl)$, où $pl = y$ par hypothèse. Aucune difficulté ne s'est encore présentée. Or le profit de E_1 est déterminé par une deuxième voie: il dépend de la dépense des profits de $(\Sigma E - E_1)$; pour un montant de z unités de monnaie, cette dépense se fait auprès de l'entreprise 1. Il s'ensuit que le profit de la même entreprise est déterminé *deux fois*; il y a surdétermination car z n'est pas la mesure de y . Tout écart entre les deux grandeurs confirme l'impossibilité de la solution, le profit réalisé par E_1 sur la production de la période ne pouvant être à la fois y et z , où $z > y$.

*

* *

Résumons toute la critique en quelques lignes.

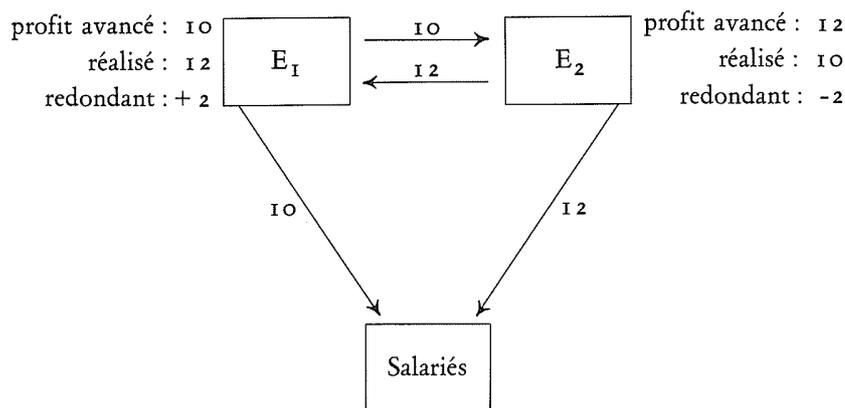
Cherchons à réaliser la valeur ajoutée de la période, $v + pl$. Pour simplifier, donnons-nous seulement deux entreprises, E_1 et E_2 , qui forment l'économie. Les capitaux variables engagés sont de 10 et de 12 unités de monnaie respectivement par E_1 et par E_2 . Supposons que la plus-value soit égale aux salaires.

La théorie est confrontée au problème suivant: comment réaliser la valeur ajoutée, qui est de 44 unités monétaires alors que les salaires ne sont que de 22 unités de monnaie?

Dans un premier temps, on conclut que la solution est impossible. C'est que les profits ne sont pas des coûts monétaires de la production. Face à 44 unités de valeur ajoutée sous forme de biens réels on ne dénombre donc que 22 unités de valeur ajoutée sous forme de monnaie. L'inadéquation est égale à toute la mesure de la plus-value.

Puis on se reprend; pourquoi ne donnerait-on pas les profits par avance? Le problème serait ainsi résolu. *A moins qu'il ne soit tourné.* Mais accordons le bénéfice du doute. On a maintenant 22 unités de salaires et 22 unités de profits; la somme des revenus monétaires disponibles est égale à la valeur monétaire du produit nouveau ($v + pl$). Enfin, la dépense des revenus reconstitue les avances, c'est-à-dire à la fois le capital variable engagé et le «fonds des profits». La solution découle d'une véritable «trouvaille»: bien qu'il soit impossible de se donner les profits par la voie du paiement des coûts monétaires, il n'est pas illogique de se les donner par la voie des avances. Or qu'ils soient obtenus d'une façon ou d'une autre est indifférent; à partir du moment où ils existent, l'adéquation entre la valeur ajoutée réelle ($v + pl = 44$) et la valeur ajoutée monétaire (salaires + profits = 44) est assurée et la réalisation du produit est parfaite.

Le doute revient et il s'affirme. Il est exact que les profits peuvent être avancés sans que la logique en souffre. Mais dès qu'ils sont avancés, ils sont donnés deux fois au lieu d'une. En d'autres termes, quand les profits ne sont pas avancés, ils manquent totalement, et quand ils le sont, leur présence est d'un seul coup trop généreuse. Si les profits n'étaient avancés que pour retourner immédiatement dans le fonds du capital-argent d'où ils sont sortis, ils seraient comptés une seule fois et leur somme serait égale à pl , par définition. Toutefois, si les profits sont avancés, c'est bien pour être dépensés. Et dès qu'ils servent dans les achats (de biens de luxe ou d'accumulation), ils définissent un profit entre les mains du vendeur: ce deuxième profit sème le trouble. L'avance met un profit à la disposition des acheteurs; si ce profit se retrouve partiellement chez le vendeur, la contradiction qui en résulte est flagrante: une partie des profits, déjà donnée *a priori* (dans les avances), se manifeste une deuxième fois, *a posteriori* (dans les ventes). Le deuxième profit est redondant.



Plusieurs fois déjà nous avons écarté l'«attendu» des prévisions imparfaites car il ne se rapporte pas au problème posé. Dans l'exemple chiffré que nous venons de donner, il apparaît clairement que la différence entre les profits escomptés par E_1 et par E_2 ne serait pas forcément nulle si les prévisions étaient parfaites. On peut donc se donner des profits différents d'une firme à l'autre tout en supposant les prévisions parfaites. La seule difficulté tient à la différence des profits *effectivement réalisés* par les deux entreprises. Ces profits étant nourris par anticipation, chaque entreprise trouve dans ses ventes un profit redondant, parce que des profits, positifs et négatifs, se forment par la dépense des profits avancés.

Pourquoi l'avance des salaires ne crée-t-elle pas les mêmes difficultés que l'avance des profits? La raison en est que le profit n'est pas avancé comme du capital alors que les salaires le sont. «En fait, aussi paradoxal que cela puisse sembler de prime abord, c'est la classe capitaliste elle-même qui jette dans la circulation l'argent servant à réaliser la plus-value contenue dans les marchandises. Mais notons qu'elle ne l'y jette pas comme argent avancé, donc pas comme capital. Elle le dépense comme un moyen d'achat pour sa consommation individuelle¹. Elle ne l'avance donc pas, bien qu'elle soit le point de départ de sa circulation.»²

¹ Dans l'hypothèse de la reproduction simple

² *Le Capital II, Œuvres II*, p. 711

Distinguons soigneusement les deux avances suivantes.

1. L'avance des sommes d'argent qui servent à payer les salaires et à constituer les profits. Cette première avance est celle du capital-argent.

2. Les avances du capital-argent étant données, les salaires sont avancés et les profits ne le sont pas. Les avances du deuxième type ne concernent donc que les salaires. Cette deuxième avance est celle du capital variable.

La distinction des deux avances est élémentaire, mais elle est importante. Présentons-la sous une autre forme.

1. Afin de pouvoir dépenser ses profits attendus et distribuer leurs salaires aux ouvriers qu'elle emploie, l'entreprise 1 se fait avancer 20 unités de monnaie. Cette somme d'argent est avancée au capitaliste industriel soit par lui-même (ce qui n'est nullement vicieux) soit par le capitaliste financier.

2. Disposant de 20 unités de monnaie, l'entreprise 1 en avance 10 aux salariés; c'est une avance au deuxième degré car les salaires distribués sont simplement «prêtés» au processus de production: ils reflueront dans la vente du produit. Quant aux 10 autres unités de monnaie, elles ne sont pas avancées au procès de production: l'entreprise qui les dépense ne les retrouvera pas.

L'espoir que l'on avait fondé sur la technique de l'avance est ainsi déçu. *Les profits ne sont jamais avancés au sens où il importerait qu'ils le soient, c'est-à-dire au sens de (2).* Les salaires sont avancés car le flux de leur distribution est compensé par le reflux de leur dépense. Les profits sont au contraire dépensés en une opération à sens unique, aucun reflux ne venant reconstituer les profits dépensés. Le processus de production restitue les salaires mais il absorbe les profits. Pour l'observateur distrait, cette absorption ne serait vérifiée qu'en reproduction simple. L'erreur est grossière. Qu'ils soient dépensés pour l'achat de biens de consommation ou de biens-capitaux, les profits sont la partie pl de la production courante et non la partie pl des productions futures. Le profit investi se retrouve en valeurs d'usage (par l'effet d'une augmentation de la productivité physique des travailleurs aidés par l'accumulation) et non en valeurs d'échange.

Dans le produit de chaque période, la partie v est un flux-reflux et la partie additionnelle pl n'est qu'un flux. Or si l'égalité de v -flux et de

v -reflux est logique, l'égalité de pl -flux (E_1) et de pl -flux (E_2) ne l'est nullement, les profits de E_1 et de E_2 n'étant pas nécessairement égaux entre eux. La reconstitution des avances du premier type n'est donc pas assurée après la dépense des profits. Et la conclusion est définitive: la solution échappe.

Elle est au contraire très proche. Avant de l'établir, examinons encore la loi de la reproduction du capital-argent.

SECTION 2

LA SIGNIFICATION EXACTE DE LA LOI DE LA REPRODUCTION DU CAPITAL-ARGENT

Le progrès décisif est dans la simplification de la définition des avances.

S'agissant de la *valeur* ajoutée, Marx a raison d'introduire la distinction des deux types d'avances.

Mais dès que l'on situe l'analyse sur le plan plus général de la *monnaie*, les avances ont une signification univoque. On se donne les avances des revenus directement entre les mains de leurs titulaires. Selon cette acception, l'«avance des salaires» signifie la formation - par anticipation bien sûr - des salaires monétaires dans le patrimoine des travailleurs. Il n'est pas certain, pour autant, que l'avance des salaires *en monnaie* ne passe pas par les entreprises. Personne ne doute, d'autre part, que l'avance des salaires *en valeur* suppose l'intervention des capitalistes industriels. Mais puisque nous sommes sur le plan de la monnaie, les salaires vont tout droit dans la poche des salariés, sans que leur source nous intéresse. Pareillement, l'avance des profits est une notion univoque dès que l'on traite de la monnaie et non de la valeur: c'est l'opération qui apporte leur revenu propre aux entreprises avant même que le produit soit vendu.

A partir de la définition unifiée des avances, la loi de la reproduction du capital-argent prend son sens évident: les salaires et les profits étant formés monétairement avant la vente du produit, les salaires et les profits qui découleront de la vente ne seront que la «répétition» des revenus avancés. En terminologie juridique, répéter

une somme, c'est la restituer. Le sens du mot est exactement le même ici: dire que les salaires et les profits sont répétés, c'est dire qu'ils disparaissent dans la reconstitution des avances.

La vente des nouveaux produits apporte une somme de monnaie égale à $v + pl$. Si les salaires et les profits étaient distribués *après* la vente des produits, on ne s'expliquerait pas la provenance des sommes de monnaie dépensées sur le marché des produits. Quelle que soit la quantité de monnaie dont peut disposer l'économie, il faut que l'argent parvienne entre les mains des titulaires de revenus; or s'il n'y parvient qu'après les ventes, le financement de celles-ci demeure mystérieux. On élude ce (faux) problème en mettant la charrue devant les bœufs. Au lieu d'attendre que le produit soit écoulé, on commence par distribuer la recette monétaire qui résultera de l'écoulement. Mais il est certain que cette procédure parfaitement neutre comporte une sanction, qu'il est à peine nécessaire de mentionner tellement elle va de soi: déjà distribués avant la vente, les salaires et les profits qui la nourriront ne forment pas de nouveaux revenus mais des recettes pures.

Représentons les deux séquences, selon que le revenu est anticipé ou non.

- (1) revenu anticipé → vente du produit → recette
 (2) vente du produit → recette → revenu

Si, dans le cas où le revenu se forme par avance, la recette donnait un revenu, on trouverait:

- (3) revenu anticipé → vente du produit → recette → revenu,
 ce qui est manifestement vicieux, le même revenu étant compté deux fois, par anticipation et après sa réalisation.

Ainsi, la loi de la reproduction du capital-argent signifie simplement que la dépense des revenus avancés engendre une recette égale et un revenu nul.

La solution du problème de la réalisation en découle logiquement.

SECTION 3

LA MÉTHODE DE SOLUTION: LE CIRCUIT VERTICAL ET LE CIRCUIT HORIZONTAL

Elle repose sur l'égalité nécessaire des dépenses et des recettes de chaque entreprise. Donnons-nous encore les profits exacts par anticipation.

Le circuit vertical

Le versement et la dépense des salaires forment un circuit que l'on pourrait appeler vertical. Chaque entreprise lance et recouvre un capital variable *égal*. L'amortissement de ce capital n'apporte aucun profit aux entreprises; prétendre le contraire serait inclure les profits dans les amortissements. Si les ventes apportent aux capitalistes une valeur monétaire supérieure au coût salarial des biens vendus, la différence définit un profit monétaire et non un amortissement du capital variable. Nous retrouvons ainsi le principe déjà connu selon lequel la dépense des salaires ne peut que reconstituer le capital variable, c'est-à-dire sans l'augmenter ni le diminuer. L'égalité du flux et du reflux des salaires est vérifiée pour l'ensemble des entreprises mais elle l'est également pour chacune d'entre elles. La preuve que nous allons en proposer est essentielle pour la suite du raisonnement; il est donc important de la donner très rigoureusement, point par point.

Il s'agit de démontrer que le capital variable se reconstitue sur chaque entreprise, sans lui apporter un profit, positif ou négatif. Dans ces conditions, le «circuit vertical» est vérifié sur chaque entreprise en particulier et non seulement sur la somme des entreprises.

Les trois règles dont nous avons besoin sont empruntées à Marx lui-même.

1. Que l'économie fonctionne en reproduction simple ou élargie, la *somme* des capitaux variables engagés se reconstitue périodiquement.
2. En reproduction élargie comme en reproduction simple, la *somme* de la plus-value dépensée par anticipation se reconstitue périodiquement.
3. La *somme* des prix est égale à la somme des valeurs produites.

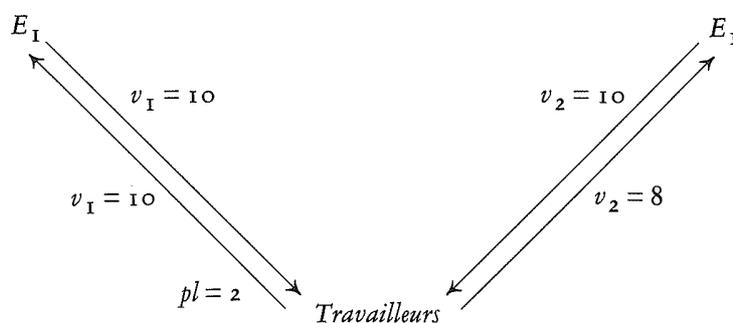
Ces trois règles supposent le principe plus général, repris de Marx, selon lequel *chaque* entreprise reconstitue le capital-argent qu'elle a engagé.

Dès lors, la question s'énonce clairement: une entreprise particulière peut-elle reconstituer tout ou partie de son capital variable à partir des profits réalisés sur le capital variable engagé par les autres entreprises?

Si la réponse était positive, le circuit vertical se vérifierait sur la somme des entreprises, mais non sur chacune prise isolément.

Cas 1 La somme des plus-values est nulle

Pour simplifier le raisonnement, nous allons étudier d'abord le cas, purement didactique, où la somme des plus-values est nulle. Soit deux entreprises, E_1 et E_2 . Si l'entreprise 1 réalise une plus-value, elle l'extrait du «fonds» constitué par la rémunération des travailleurs de l'entreprise 2, c'est-à-dire du capital variable par elle distribué. Il ne peut en être autrement puisque la somme des plus-values est supposée nulle.



D'après ce schéma, E_1 réalise une plus-value égale à 2 unités, prélevée dans le capital variable distribué par E_2 . Les trois règles sont-elles respectées?

La règle (1) semble l'être; si la plus-value réalisée par l'entreprise 1 est déversée dans le fonds du capital variable, la somme des capitaux variables reconstitués est égale à (10 + 2 + 8) unités, c'est-à-dire à la somme des capitaux variables engagés. Or, la théorie marxienne ne permet pas d'assimiler une plus-value au capital variable. En conséquence, la règle (1) est transgressée. Cependant, même si elle ne l'était pas, le schéma serait inacceptable, car la deuxième règle serait alors enfreinte.

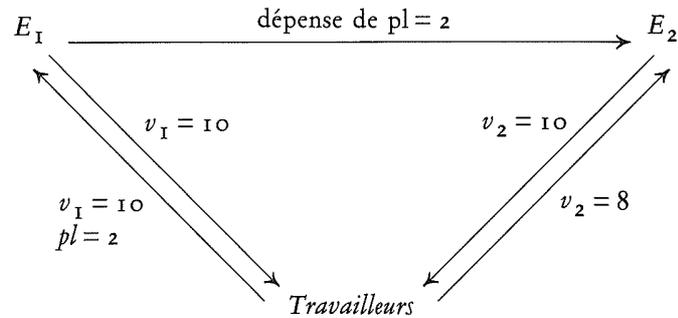
En effet, en transformant la plus-value de 2 unités réalisée par E_1 en capital variable, on reconstitue sans doute la somme des capitaux variables engagés, mais on ne parvient à ce résultat qu'en sacrifiant la deuxième règle, celle de la reconstitution de la somme du capital-argent lancée par anticipation dans la dépense des profits. Dans l'exemple chiffré, l'ensemble des deux entreprises devrait reconstituer une plus-value nulle puisque, par hypothèse, la plus-value formée dans l'économie est d'abord nulle. Cependant, on trouve:

$$\begin{aligned} \Sigma \text{ du capital variable reconstitué} &= 20 \\ \text{et } \Sigma \text{ de la plus-value réalisée} &= -2. \end{aligned}$$

Pourquoi la somme de la plus-value réalisée est-elle négative? Considérons les deux entreprises successivement. Bien qu'elle forme elle aussi une plus-value nulle, l'entreprise 1 réalise un profit de 2 unités; si ce profit n'était pas converti en capital variable, la règle (1) ne serait pas respectée. Cette règle impose donc la conclusion selon laquelle la plus-value réalisée par E_1 (= 2 unités) contribue pour une *somme égale à zéro* à la reconstitution de la plus-value avancée, elle-même égale à zéro. Du côté de l'entreprise 1, la règle (2) n'est donc pas tournée. Soit à présent l'entreprise 2. Comme E_1 , E_2 se fait avancer un profit nul, conformément à ses prévisions (parfaites). Elle devrait donc reconstituer un profit nul, en application de la règle (2). Or, le profit qu'elle réalise est *négatif* (= -2): $v_2 \text{ reflux} - v_2 \text{ flux} = 8 - 10 = -2$. *Le profit négatif s'oppose à la reconstitution du profit nul de l'entreprise 2 et donc du profit nul de l'ensemble des entreprises.* La règle

(2) est ainsi tournée dans la mesure précisément où la règle (1) ne l'est pas.

Toutefois, l'observation simultanée des deux règles n'est pas une impossibilité de la logique. Afin de se donner l'application de l'une et de l'autre, il est suffisant d'ajouter la dépense auprès de l'entreprise 2 des 2 unités de profit réalisées par E_1 .



Cette fois, le profit réalisé sert à reconstituer le capital variable engagé par *l'autre* entreprise. Nous ne sommes pas sortis du problème posé, bien que la transformation supposée du profit en capital variable soit constatée non en E_1 - qui réalise le profit - mais en E_2 qui vend des biens en contrepartie du profit de E_1 . Ainsi, l'entreprise 2 reconstitue son capital variable grâce à la dépense du profit réalisé par l'entreprise 1. Dans ces conditions, vérifions l'application simultanée des deux règles. *On trouve effectivement:*

$$\begin{aligned} \Sigma \text{ du capital variable reconstitué} &= 20 \\ \text{et } \Sigma \text{ de la plus-value réalisée} &= 0 \end{aligned}$$

Au moment où tout semble résolu, la troisième règle exige ses droits et tout est compromis. La même somme d'argent, égale à deux unités, est utilisée *deux fois* pour retirer le produit. Le profit réalisé par E_1 prélève un produit de E_1 ; la dépense de ce profit prélève un produit de E_2 . Si l'on écarte la dépense des profits, la somme des ventes est égale à 20 unités. La dépense des profits est égale à 2 unités. Ainsi, la somme des ventes est de 22 unités, alors que la valeur du produit est

de 20 unités. La somme des prix est supérieure à la somme des valeurs produites: la troisième règle est bafouée.

Cas 2 La somme des profits réalisés est positive

L'argumentation du cas 1 ne repose pas sur l'hypothèse des profits nuls car, comme nous allons le vérifier, le cas où la somme des profits est positive relève d'une argumentation identique.

Soit l'exemple le plus simple, l'économie étant divisée en deux firmes, E_1 et E_2 , chacune réalisant un profit égal à son capital variable engagé.

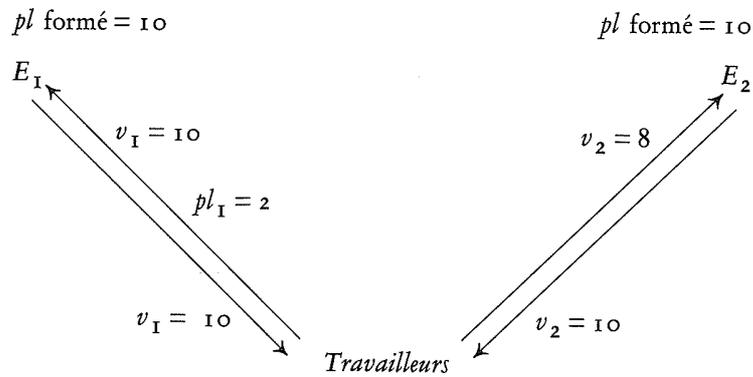
$$\begin{aligned} pl \text{ formé} &= 10 \\ E_1 \\ v &= 10 \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} pl \text{ formé} &= 10 \\ E_2 \\ v &= 10 \end{aligned}$$

Reprenons l'examen de l'application des trois règles. La conclusion à laquelle nous allons aboutir est rigoureusement celle du cas précédent: la règle 1 n'est suivie que si la règle 2 ne l'est pas, et réciproquement; si, toutefois, les deux règles sont observées simultanément, c'est la troisième, cette fois, qui est transgressée.

Les deux premières règles se chassent l'une l'autre

Supposons que l'entreprise 1 trouve dans ses recettes de vente, en plus de la reconstitution de son propre capital variable, une partie (égale à 2 unités par exemple) du capital variable engagé par l'autre entreprise.

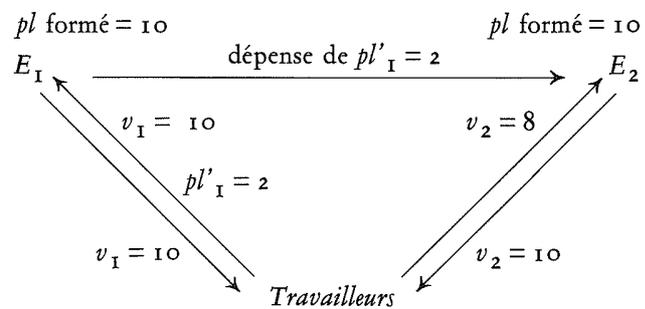


La règle (1) exige la reconstitution du capital variable des deux entreprises ensemble. Cette règle est observée à condition que le profit pl'_1 , capté sur le capital variable de l'entreprise 2 soit transformé par l'entreprise 1 en capital variable. Qu'une telle transformation puisse ou non être acceptée sur le fond n'est pas la question. Ici, il s'agit uniquement de trancher sur la forme, donc en logique. Or, à condition que le capital variable perdu par E_2 soit effectivement récupéré par E_1 (en tant que capital variable), il est logique de dire que la règle (1) est respectée. *Mais alors la règle (2) ne peut pas l'être.*

En effet, l'achat $pl'_1 = 2$ auprès de l'entreprise 1 prélève deux unités de biens-profit dans le produit de cette entreprise. La somme du surproduit est égale à 20 unités. La somme du surproduit encore écoulable (après l'achat pl'_1) n'est donc plus que de 18 unités. La somme des profits donnés par anticipation est égale à 20 unités, puisque les prévisions sont parfaites. Ainsi, la reconstitution parfaite du capital-argent avancé en profits suppose l'absorption d'une recette de ventes égale à 20 unités. Or, une partie (égale à 2 unités) est absorbée par le recouvrement du capital variable. Il ne reste donc que 18 unités disponibles pour la reconstitution du capital-argent avancé en profits. Il s'ensuit que la règle (2) est bien «chassée» par la règle (1). Il est évident que la réciproque est également vraie: si la dépense $pl'_1 = 2$ unités contribue à la reconstitution du capital-argent avancé en profits, elle manque ipso facto à la reconstitution du capital variable.

Les deux règles seraient conciliables si la troisième était écartée; il reste à le vérifier.

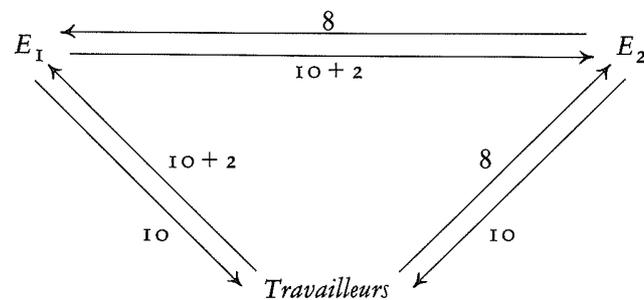
Comme dans le cas de la somme des profits nulle, E_1 dépense auprès de E_2 le capital variable qu'elle a capté sous la forme de $pl'_1 = 2$



Toutes les dépenses représentées dans le schéma sont relatives au capital variable, à son engagement et à sa reconstitution. Il est vrai que pl'_1 est un profit capté sur le capital variable de E_2 ; premièrement, ce profit est nourri par le capital variable et non par l'anticipation des plus-values. On en conclut qu'à raison de deux unités, le capital variable se reconstitue par l'effet d'une dépense égale à 4 unités; la reconstitution du capital variable de 20 unités suppose donc une dépense de 22 unités: cet écart augmente d'autant le prix du produit total par rapport à sa valeur. Si, à présent, on englobe la dépense des profits avancés (égaux à 20 unités), on trouve un prix global de 42 unités, pour une valeur produite de 40 unités seulement. Ainsi, la règle (3) est chassée par la coalition des règles (1) et (2).

*
* *

Supposons que, même au prix d'une erreur de raisonnement, on cherche à maintenir l'égalité des prix et des valeurs. On dira que l'entreprise 1 ne dispose plus que d'un produit d'une valeur de 8 unités puisque les travailleurs ont déjà retiré 12 unités du produit de cette entreprise. Ainsi l'entreprise 2, pour acheter la totalité du produit encore disponible dans l'entreprise 1, ne peut dépenser que 8 unités de profit anticipé. Remarquons immédiatement que cette conséquence est contraire à l'exemple choisi (E_2 ayant un surproduit de 10 unités) et à l'hypothèse des prévisions parfaites. Mais choisissons de passer outre, afin de montrer que la conclusion est inchangée; il est toujours impossible de respecter les trois règles simultanément.



L'illogisme se trouve du côté de l'entreprise 2 qui reconstitue une somme de capital-argent de 20 unités, alors qu'elle en a engagé 18 unités. Le «trop-plein» peut être attribué à la reconversion soit du capital variable soit du capital-argent avancé en profits; le choix est arbitraire. Quel qu'il soit, la surabondance de la reproduction du capital-argent heurte l'une des deux règles, (1) ou (2). Il est certain, en effet, que l'écart constaté en E_2 l'est également pour l'ensemble des entreprises puisque E_1 lance 20 et recouvre 20 unités de capital-argent. Cet aboutissement n'est pas surprenant. L'annulation paralogique de la différence positive entre les prix et les valeurs reporte l'écart des dépenses sur les amortissements: ou bien la somme des prix est de 42 unités pour 40 unités de valeurs produites; ou bien, comme dans la dernière représentation, la somme du capital-argent reconstitué (ou amorti) est égale à 40 unités alors que le capital-argent engagé n'est que de 38 unités. Si on ne comptait les deux unités de dépense supplémentaire (dans la somme $10 + 2$) qu'*une fois*, sur E_2 , la critique serait encore plus fondamentale car ni E_1 ni E_2 ne reconstitueraient leur capital-argent: E_1 trouverait deux unités de moins et E_2 deux unités de plus.

*

* *

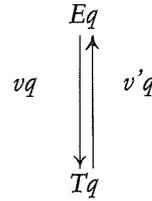
Nous venons de démontrer qu'une entreprise particulière ne peut reconstituer tout ou partie de son capital variable à partir des profits réalisés sur le capital variable engagé par les autres entreprises. La réponse au problème posé étant négative, le circuit vertical se vérifie sur la somme des entreprises, mais également sur chacune prise isolément.

La loi selon laquelle le capital variable de chaque entreprise est pris dans un circuit peut encore s'énoncer ainsi: les travailleurs de l'entreprise quelconque Eg achètent leur propre produit, donc celui de Eg , à concurrence de leurs salaires. Il est vrai, bien entendu, que dans la réalité les travailleurs sont libres de convertir leurs salaires en produits des entreprises de leur choix. Mais, malgré les apparences, l'analyse ne s'écarte pas des faits pourvu que l'on raisonne en deux étapes. Dans un premier temps, les travailleurs achètent (une fraction de) leur propre

produit, puis ils échangent librement ce produit avec d'autres travailleurs, dans l'équivalence du produit donné et du produit reçu.

L'achat par les travailleurs de E_q du produit de E_q (à concurrence de leurs salaires) est une simplification analytique - conforme aux faits puisque les produits peuvent «ensuite» être échangés entre eux - qui appelle cependant une objection: comment les salariés achèteraient-ils le produit de leur entreprise quand celle-ci appartient au secteur de la production des biens d'investissement? La conversion des salaires au sein de l'entreprise même à laquelle appartiennent les travailleurs ne serait donc vérifiée que dans le secteur de la production des biens de consommation. Une réflexion supplémentaire lève la restriction. Reprenons les deux temps analytiques. Les travailleurs de E_q achètent la fraction du produit de leur entreprise qui correspond à la force de travail par eux dépensée. Cet achat est constaté que l'entreprise q appartienne à l'un ou à l'autre secteur de l'économie. C'est que les produits prélevés par les travailleurs dans leur entreprise sont doublement échangeables contre les produits des autres entreprises. Si E_q produit des biens de consommation (ou plus précisément, des biens-salaire), les travailleurs de E_q peuvent garder tout ou partie des biens qu'ils ont produits et acquis; en revanche, si E_q produit des biens d'investissement (ou, plus exactement, des biens-profit), les travailleurs de E_q échangent *nécessairement* la totalité des biens qu'ils ont produits et acquis puisque, par définition, ils n'ont accès qu'aux biens-salaire. Dans le deuxième cas, l'échange des produits s'opère entre la classe des travailleurs et la classe des capitalistes, alors que dans le premier cas, les échanges éventuels se situent à l'intérieur de la classe des travailleurs. Il ne reste donc à prouver qu'une chose: les capitalistes disposent en biens-salaire de l'équivalent des biens-profit acquis en première instance par les travailleurs. Cependant, cette égalité ne fait aucun doute car elle est imposée par la logique. La somme des profits réalisés est égale à la valeur du produit total diminuée de la somme des salaires gagnés et dépensés par les travailleurs. Ainsi, tout salaire d'abord converti en biens-profit donne aux capitalistes la propriété de biens-salaire équivalents. L'échange final entre les biens des deux classes apporte aux travailleurs les biens-salaire d'abord appropriés par les capitalistes et à ceux-ci les biens-profit d'abord appropriés par les travailleurs.

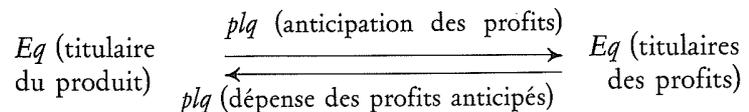
Soit le «circuit vertical» sur l'entreprise quelconque, Eq .



Les salaires réels gagnés par les travailleurs Tq sont la partie du produit de Eq égale ou équivalente au capital variable engagé par Eq .

Le circuit horizontal

Appliqué aux profits, le même raisonnement aboutit à la notion du «circuit horizontal» propre à chaque entreprise. Il serait en effet erroné de soustraire le surproduit aux achats. La raison en est qu'il n'est pas défini comme un *résidu*. Le surproduit a le même statut que le produit de la force de travail; ils ne sont résiduels ni l'un ni l'autre. Ainsi, le profit de Eq n'est pas la différence entre le produit de Eq et les ventes de ce produit, mais bien la différence entre les ventes totales du produit de Eq et les ventes de ce produit aux salariés. En d'autres termes, comme les salaires, le profit est à la fois un revenu gagné et un revenu dépensé: sa forme réelle est la conversion de sa forme monétaire, logiquement préalable.



L'entreprise Eq achète avec ses profits (avancés par les banques) la part de son propre produit qui correspond au surtravail des ouvriers qu'elle emploie. La valeur de plq est ainsi définie d'une façon univoque, bien que la «teneur» de la plus-value réelle soit encore indéfinie: on ne connaît les biens physiques achetés par la firme qu'en tenant compte de tous les échanges constatés sur le marché des produits entre les deux

classes de biens et les deux classes de la société. Toutefois, la définition physique des biens appropriés par Eg ne nous intéresse nullement; seul le montant du profit réalisé, plq , retient notre attention.

*

* *

Le circuit horizontal est d'une importance capitale pour la compréhension du problème de la réalisation et de sa solution. Or, à la différence du circuit vertical, l'égalité nécessaire des profits dépensés et des profits gagnés par chaque entreprise relativement au produit de chaque période n'est pas «intuitive»: elle ne peut être atteinte que par déduction. Rappelons brièvement le déroulement de la démonstration conduisant à ce résultat.

Rappelons que les règles (1) et (2) sont énoncées dans le cadre général de l'amortissement du capital-argent. *Chaque* entreprise doit retrouver dans ses ventes la somme du capital qu'elle engage dans la rémunération des travailleurs (v) et dans la dépense anticipée des profits (pl). Cette règle-cadre traduit la définition même de l'amortissement. Or, à l'intérieur de ce cadre, les règles (1) et (2) tolèrent un degré de liberté. En effet, il serait concevable qu'une entreprise amortisse le capital-argent qu'elle a engagé, tout en amortissant plus (ou moins) que son capital variable distribué, pourvu que cet écart soit comblé par la différence inverse du côté de l'amortissement du capital-argent lancé dans les profits anticipés. Le degré de liberté est unique. C'est dire qu'il peut être établi *soit* sur v *soit* sur pl mais non sur les deux à la fois. Ainsi, dès qu'il est démontré que le degré de liberté est perdu par le capital variable (circuit vertical), il l'est pour la partie pl du capital-argent engagé: on en déduit l'existence du circuit horizontal sur chaque entreprise.

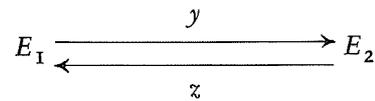
*

* *

Nous venons d'établir que les profits que Eg obtient par avance (pl') sont logiquement égaux aux profits obtenus par Eg dans la vente de son surproduit (pl). Comme nous l'avons dit, cette égalité nécessaire peut s'exprimer ainsi: toute entreprise perçoit le profit monétaire

qu'elle dépense, ou encore, toute entreprise achète son propre surproduit, rien de moins et rien de plus. Cette conclusion débarrasse le problème de la réalisation de sa principale difficulté. Reprenons l'exemple des deux entreprises composant l'économie nationale, E_1 et E_2 . Si les profits dépensés par E_1 et par E_2 étaient respectivement y et z , deux sommes définies séparément, l'égalité de y et de z serait problématique. Or, toute inégalité entre y et z s'oppose à la réalisation, même si, comme c'est le cas supposé, les profits sont donnés par anticipation.

Les profits anticipés par E_1 sont y , la somme des dépenses de cette entreprise en tant que titulaire du revenu; la contrepartie du surproduit de E_1 est z , la somme des profits que E_2 dépense après les avoir obtenus «par avance».



Si $z \neq y$, les profits anticipés par E_1 et par E_2 ne se retrouvent pas en l'état après leur dépense, pour éteindre les avances. Cette critique, déjà développée, est suffisante pour commander le rejet de l'explication marxienne, les profits étant simplement postulés par anticipation ou par avance. Or, tout change dès l'introduction du circuit horizontal. Il est bien vrai que les dépenses y et z peuvent être inégales, le surproduit de E_1 n'étant pas nécessairement égal à celui de E_2 ; toutefois, la dépense y concerne la *seule* firme E_1 et, de son côté, la dépense z a son point de départ et son point d'aboutissement en E_2 , la *même* firme.



Le profit gagné par E_1 (E_2) est le profit dépensé par E_1 (E_2) et non le profit dépensé par E_2 (E_1). Ainsi, toute différence positive ou négative entre y et z est *sans effet* et les profits anticipés sont automatiquement reconstitués pour être éteints, tout écart entre y (la dépense des profits de E_1) et y (le gain des profits de E_1) ou entre z (la dépense des profits de E_2) et z (le gain des profits de E_2) étant également inconcevables.

On pourrait penser que le circuit horizontal n'est vérifié que dans le cas des prévisions parfaites. Si les profits de Eg sont connus de cette entreprise par anticipation et sans erreur possible, il est tautologique d'écrire que la dépense des profits (anticipés) de Eg est égale à la réalisation des profits de cette firme. Bien plus, si l'égalité des profits dépensés et des profits perçus dépend effectivement de la perfection des prévisions, cette égalité n'est pas seulement tautologique: elle est un truisme. Or, l'égalité de pl' (le profit dépensé par Eg) et de pl (le profit réalisé a posteriori par Eg) n'est nullement un truisme, car elle ne dépend pas de l'hypothèse des prévisions parfaites.

La véritable signification du circuit horizontal est l'égalité des profits dépensés par Eg et des profits réalisés par Eg ; cette égalité est vraie, que les prévisions soient parfaites ou non; si elles sont parfaites, la dépense des profits est égale à la dépense des profits anticipés; si les prévisions sont imparfaites, la dépense des profits effectivement observée s'écarte des profits anticipés, par excès ou par défaut, l'écart étant corrigé a posteriori.

L'idée même d'une imperfection possible dans les prévisions contribue à introduire la solution du problème de la réalisation. En effet, le circuit horizontal est une conséquence du circuit vertical. L'écart entre les profits anticipés et les profits réalisés définit un écart de sens inverse et de même grandeur entre les salaires réels prévus et les salaires réels finalement constatés.

Ainsi, l'erreur de prévision porte d'abord sur la part des travailleurs dans le produit de Eg ; cette part étant connue (a posteriori), le profit l'est nécessairement, à la fois du côté de sa réalisation et du côté de sa dépense. Il est vrai que la possibilité même des écarts entre les salaires réels prévus et les salaires constatés implique le degré de liberté des prix par rapport aux valeurs.

SECTION 4

LA SOLUTION

Elle repose entièrement sur le circuit horizontal. D'après ce circuit, «tout se passe comme si» chaque entreprise achetait son propre surproduit. Cette formulation ne signifie pas que le capitaliste obtienne la contrepartie de ce qu'il dépense et donc le produit qui lui reviendrait «de droit». La distinction marxienne du produit et du surproduit est compatible avec l'existence du circuit horizontal qui ne donne pas et ne combat pas le principe de cette division mais qui implique simplement l'organisation des achats et des ventes sur le fondement de la division *constatée* entre les salaires et les profits. On sait que l'achat par une firme de son propre surproduit étant effectué, elle peut encore échanger, mais dans la stricte équivalence de ce qu'elle donne et de ce qu'elle reçoit.

Soit l'entreprise quelconque *Eq*. Si elle gagnait ses profits par la dépense des revenus des autres entreprises, la réalisation se situerait dans le procès de circulation. On a démontré qu'elle serait alors impossible. Cependant, l'existence du circuit horizontal montre que la réalisation se situe en fait dans le procès de production, la formation et la réalisation de la plus-value définissant une seule et même opération, précisément le circuit horizontal. Le reproche que l'on doit adresser à Marx est ainsi clairement précisé: il est impossible de situer la formation et la réalisation de la plus-value dans deux procès distincts. L'identité (en une opération unique) de la formation et de la réalisation de la plus-value a une signification qui, pour être logiquement inéluctable, n'en est pas moins inattendue: le surproduit de *Eq* étant

acheté par *E_q* et uniquement par *E_q*, le pouvoir d'acheter ce surproduit ne peut être dérivé que des salaires distribués par *E_q*.

Dans l'analyse *textuelle* de l'œuvre de Marx, la distinction entre les deux procès donne la précellence logique à la formation des profits sur leur réalisation (dès lors impossible). En réalité, la division du produit en biens-salaire et en biens-profit résulte de la réalisation même de la plus-value; si la plus-value n'était pas réalisée, elle ne serait pas formée: cette constatation nous était apparue dès la première partie de ce livre. Soit le produit dans son intégralité, tel qu'il résulte du travail de l'homme. Quelle est la fraction de ce produit qui revient aux travailleurs? Marx pense trouver la réponse dans la distinction entre le travail et sa force. Or, cette distinction ne serait valide que si les deux procès étaient eux-mêmes distincts. La formation et la réalisation de la plus-value étant dues à une opération unique, il est clair que le travail n'est pas distinct de sa force: la conclusion de notre premier livre¹ est ainsi confirmée. La fraction du produit revenant aux travailleurs ne peut être déterminée que dans la réalisation du produit, c'est-à-dire au niveau de la *formation* (-réalisation) de la plus-value.

Peut-être devrions-nous tenter d'expliquer encore une fois que le «circuit horizontal» impose la (con)fusion des deux procès.

La production apporte le produit dans son intégralité indivise. Ce produit dont on sait qu'il *sera* divisé en salaires réels et en profits réels n'est d'abord l'objet que des deux circuits, vertical et horizontal. Toute la question est de savoir si les grandeurs comprises dans le circuit horizontal le sont déjà dans le circuit vertical ou s'il s'agit au contraire de grandeurs additionnelles. La réponse est immédiate. L'entreprise *E_q* peut s'enrichir au détriment d'autrui mais elle ne peut s'enrichir à ses propres dépens; elle perdrait d'une main ce qu'elle gagnerait de l'autre. Le circuit vertical implique effectivement la distinction de deux personnes: l'entreprise *E_q* et l'ensemble des travailleurs qu'elle emploie. En revanche, le circuit horizontal est défini de l'entreprise *E_q* à l'entreprise *E_q*, c'est-à-dire sur une seule personne. Il en résulte que l'enrichissement (le profit) de *E_q* ne peut provenir que des salaires de *E_q*.

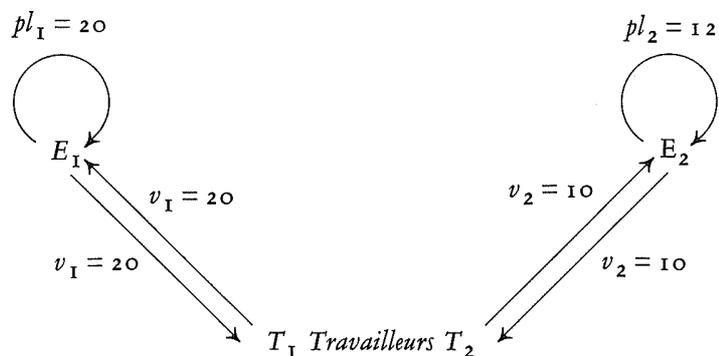
¹ *La pensée de Karl Marx, critique et synthèse, Vol. I La valeur*

Résumons la démonstration.

- A priori, il est certain que toute plus-value obtenue par E_q l'est au détriment d'autrui. Par là, on n'affirme qu'une tautologie, à savoir qu'il est impossible à E_q comme à tout autre sujet de s'enrichir par la dépense de ses propres revenus. Ainsi, l'origine du profit de E_q ne peut être que l'ensemble des autres sujets.

- L'existence des deux circuits réduit l'«ensemble des autres sujets» à 1 seule personne, les travailleurs de E_q . En effet, les autres travailleurs sont exclus par le circuit vertical et les autres entreprises le sont par le circuit horizontal.

- Le profit de E_q ne peut donc provenir que des travailleurs de E_q : il est capté sur les salaires distribués par E_q . Pour illustrer cette conclusion, on peut donner un exemple chiffré.



L'entreprise 1 achète pour 20 unités de capital-argent la moitié de son produit, l'autre moitié étant achetée par les travailleurs; l'achat de E_1 auprès de E_1 définit le circuit horizontal. L'achat des travailleurs auprès de E_2 définit l'amortissement du capital variable, c'est-à-dire le «demi-cercle» du circuit vertical correspondant au «demi-cercle» inverse, le versement des salaires ou l'amortissement du capital variable. Le circuit horizontal ne comprend aucune valeur qui ne soit déjà comprise dans le circuit vertical; en clair, cela signifie que le produit indivis est mesuré dans le circuit du capital variable et qu'il est égal à 20 unités, alors que le surproduit est mesuré comme une fraction

du produit indivis. La plus-value formée et réalisée par E_I est égale à la fraction $\frac{pl_I}{v_I + pl_I}$ de son produit, soit, dans l'exemple, à la moitié du produit de cette entreprise.

Présentons et analysons rapidement une objection. L'entreprise E_I engage une dépense $v = 20$ et une dépense $pl = 20$; pourquoi le produit de E_I est-il mesuré par v_I plutôt que par pl_I ? En d'autres termes, si l'on pose que $v_I (= 20)$ est la mesure du produit total de E_I , $pl_I = 20$ n'est-il pas la même grandeur et donc la mesure du produit total de E_I ? La réponse est parfaitement tranchée: *aucune mesure ne peut être donnée dans le circuit horizontal* puisque l'achat de E_I auprès de E_I met en circulation un pouvoir d'achat qui ne peut se former qu'entre E_I et «autrui» (en l'espèce, T_I). La valeur de la flèche pl_I , 20 dans l'exemple, ne détermine pas le montant du profit de E_I ; pour déterminer ce montant, il est nécessaire de connaître le nombre des unités de salaire distribuées par E_I ; si ces salaires se montaient à 100 unités, pl_I serait égal à la sixième partie du produit de E_I et non à la moitié de ce produit comme dans l'exemple choisi. On vérifie ainsi une nouvelle fois que la division du produit réel en salaires et en profits est obtenue par le rapport entre la dépense du profit (pl) et la dépense de la somme des revenus, $v + pl$: la fraction du produit revenant aux profits est

$$\frac{pl}{v + pl}; \text{ la fraction du produit revenant aux salaires est } 1 - \frac{pl}{v + pl}.$$

La distinction du travail et de sa force est finalement remplacée par la distinction des salaires monétaires et des salaires réels. Du côté des grandeurs réelles, il reste vrai que la valeur du produit est donnée in globo, par le travail de l'homme; c'est la preuve de la complémentarité des salaires et des profits réels: la somme est connue avant ses parties.

$$\text{mesure du produit} = v \text{ (salaires réels)} + pl \text{ (profits réels)}$$

Du côté des grandeurs monétaires, non seulement la valeur produite est définie d'une seule pièce, mais elle est donnée tout entière aux salariés,

$$\text{mesure du produit} = v \text{ (salaires monétaires).}$$

Si le travailleur ne recevait en monnaie qu'une fraction du nouveau produit, la partie complémentaire serait fournie par une dépense de chaque entreprise auprès d'elle-même, ce qui est une absurdité. Seul le coût monétaire forme une valeur monétaire. La plus-value n'est pas la différence entre le travail et sa force mais entre le salaire monétaire et le salaire réel,

Salaire monétaire — salaire réel = plus-value monétaire et réelle.

Dans l'exemple donné plus haut, le salaire monétaire distribué par E_I est de 20 unités et le salaire réel de T_I est égal à 10 unités; la plus-value monétaire et réelle, pl_I , est donc égale à 10 unités. Toutes ces mesures sont effectuées dans le même étalon, l'unité monétaire de salaire distribué.

- Les travailleurs (T_I) perçoivent 20 unités de monnaie en salaires: c'est la mesure de leur nouveau produit.

- Dans la dépense de leurs salaires (20 unités) les travailleurs reçoivent une quote-part du nouveau produit; s'ils reçoivent un produit ayant coûté 10 unités de salaires, leur salaire réel est de 10 unités.

- Enfin, la différence entre les salaires monétaires et les salaires réels définit un profit qui est lui-même évalué en unités de salaires puisque les deux termes de la différence le sont.

CHAPITRE VI

DE L'ÉCHANGE ENTRE ÉQUIVALENTS
À L'ÉQUIVALENCE DANS LES ÉCHANGES

SECTION I

LA VALEUR EN TANT QU'OBJET D'ÉCHANGE

Si les biens échangés ont une valeur, elle est un objet d'échange. La valeur des biens peut être conçue comme l'une de leurs propriétés. D'après une conception moins naïve, la valeur est la relation d'équivalence entre le produit et le travail de l'homme. Cependant, dans les deux cas, les biens s'échangent entre eux selon leur valeur. La valeur d'un bien est donnée contre la valeur d'un autre bien. C'est l'échange entre équivalents.

La valeur étant un objet d'échange, l'existence du profit est inexplicable.

Comme l'échange s'opère entre valeurs, il est inconcevable qu'une valeur soit donnée contre une valeur moindre, l'«échange inégal» étant une contradiction dans les termes. Il est donc absurde de définir le profit comme la différence entre le prix et la valeur d'un bien.

D'autre part, ce que l'on pourrait appeler l'«échange de production» comprend les salaires mais non les profits. Le profit n'étant pas compris dans le premier échange (le procès de production), il ne peut l'être dans le second, la vente du produit (le procès de circulation). C'est dire que les profits ne peuvent exister qu'en dehors des échanges: leur «réalisation» est impossible.

Dans ces conditions, la théorie économique doit opter entre la réalisation des profits ($\text{prix} > \text{valeur}$) et le principe de l'échange dans l'équivalence. Il est clair pourtant que la seule solution satisfaisante serait la conciliation des deux termes de l'alternative.

Pour que la solution devienne possible, ne faut-il pas abandonner la conception selon laquelle la valeur est un objet d'échange?

SECTION 2

POURQUOI LA VALEUR EST-ELLE UN OBJET D'ÉCHANGE?

L'explication en est très claire et apparemment contraignante.

1. La monnaie ne peut s'échanger contre le produit sans qu'il existe une relation d'équivalence entre eux. Certaines théories (candides) dérivent l'équivalence de l'échange lui-même (Fisher-Patinkin). Plus profondément, on observe (comme Marx) que l'échange n'est possible que sur le fondement de la relation d'équivalence.

2. D'où vient la relation d'équivalence qui existe entre la monnaie et le produit? C'est ici que la théorie est contrainte de donner une réponse telle que la valeur ne peut plus être qu'un objet d'échange. L'équivalence entre monnaie et produit résulte des coûts de production. Dès que la monnaie est rapportée à un coût de production, elle est comparable aux autres marchandises. Il en résulte que l'équivalence entre la monnaie et le produit est l'égalité de leurs coûts de production.

En dernière analyse, l'échange entre la monnaie et le produit est l'échange entre le coût de la monnaie et le coût du produit, c'est-à-dire l'échange entre deux valeurs-coûts.

Pour que la valeur cesse d'être un objet échangeable, il faut donc que la monnaie cesse d'être rapportée à un coût de production propre.

SECTION 3

AUJOURD'HUI, NOUS SAVONS QUE LA VALEUR N'EST PAS UN OBJET ÉCHANGEABLE

1. La monnaie est créée par les banques et à sa naissance elle n'admet aucune relation avec un coût de production quelconque; elle est une non-marchandise.

2. La distinction des deux procès prend tout son relief. Dans le procès de production, la monnaie entre en relation d'équivalence avec le produit. En effet, les salaires sont la forme monétaire du produit. Avant le paiement des salaires, la monnaie et le produit appartiennent à deux mondes distincts, «dichotomiques». Les salaires étant versés, la monnaie et le produit sont «intégrés»: ils forment une équivalence. Puis, le procès de circulation intervient; c'est la vente du produit. Comme le salaire avait été substitué au produit, le produit est maintenant substitué au salaire; en conséquence, la monnaie et le produit sont de nouveau séparés: la dichotomie remplace l'intégration. Les deux procès, de sens contraire, forment une unité dialectique au sens exact. Si le pouvoir d'achat de la monnaie ne disparaissait pas (par destruction) dans le procès de circulation, il n'apparaîtrait pas (par création) dans le procès de production. Ainsi, les deux procès forment une identité.

3. On constate que la valeur n'est plus qu'une relation d'équivalence entre la monnaie (qui n'a aucune valeur) et le produit. Ni dans le procès de production, ni dans le procès de circulation, on n'échange des valeurs entre elles. Les seuls objets échangés sont la monnaie et le

produit - et non la valeur de la monnaie et la valeur du produit. La valeur est relativisée; elle n'est plus qu'une relation.

4. Cependant, les marchandises sont toujours mesurées par la monnaie. Même si elles dépendent des relations d'équivalence, les mesures sont propres aux objets mesurés. Dès lors, les biens sont-ils échangés selon leur mesure?

5. La réponse repose sur la distinction entre l'analyse macroéconomique et l'analyse microéconomique.

La formation et la destruction des relations d'équivalence entre la monnaie et le produit sont les opérations macroéconomiques. Dans ces opérations, la monnaie et le produit ne sont pas échangés selon leur mesure.

- La mesure du produit est la *conséquence* de l'«échange de production».

- Après l'«échange de circulation», la monnaie ne mesure plus le produit.

Les échanges microéconomiques conservent les relations d'équivalence entre la monnaie et le produit. Dans ces échanges, la monnaie agit à la fois en unité de paiement et en unité de compte. Cependant, même dans ces conditions, la mesure des biens n'est pas un objet d'échange, le bien acheté étant mesuré par la monnaie, qui n'est pas mesurée par le bien acheté.

6. La valeur n'étant plus conçue comme un objet d'échange, le prix peut s'écarter de la valeur dans le strict respect de l'équivalence dans les échanges.

En effet, tout échange appartient à l'une des trois catégories suivantes.

- Formation des relations d'équivalence entre la monnaie et le produit: il s'agit des échanges de production, qui respectent l'équivalence puisque ce sont eux qui l'établissent.

- Transfert des relations d'équivalence: dans toute la mesure où le prix est supérieur à la valeur, l'acheteur transmet une relation d'équivalence au vendeur. Bien qu'on ait

$$\text{prix} > \text{valeur},$$

l'équivalence dans les échanges est sauve puisque la différence prix-valeur est précisément le transfert d'une équivalence.

- Destruction des relations d'équivalence entre la monnaie et le produit: il s'agit des échanges de circulation ou de réalisation du produit. Ils se font dans la stricte observation de l'équivalence puisqu'ils la détruisent.

*

* *

Dans la conclusion, nous allons développer quelque peu, telle qu'elle apparaît dans l'histoire de notre science, l'approche de la réalisation du produit par les coûts de production.

Nous retrouverons le dilemme bien connu mais sous une autre forme, plus facile à saisir.

1. Si le profit est un coût de production, il est défini contradictoirement.

2. Si le profit n'est pas un coût de production, il est donné gratuitement et il n'entre pas dans le produit (des travailleurs).

Marx a recherché la conciliation en posant que le profit est un coût réel positif (il est produit par le travail) et un coût monétaire nul. La solution n'est pas satisfaisante parce qu'elle empêche précisément la réalisation de la plus-value.

En réalité, le profit est à la fois un coût réel et un coût monétaire, les deux coûts étant en parfaite coïncidence.

1. Les coûts de production (sociaux ou macroéconomiques) comprennent les seuls salaires.

2. Le profit est néanmoins un coût monétaire car il fait partie des salaires.

3. L'inclusion des profits dans les salaires est une opération du deuxième degré. Cela signifie qu'au moment où ils se forment, les salaires monétaires ne comprennent pas les profits. Il faut donc introduire une deuxième opération, la transformation des salaires monétaires en salaires réels.

4. Selon la théorie classique - l'économie politique du 19^e siècle - et en particulier dans l'analyse marxienne, les salaires réels ne peuvent pas être inférieurs aux salaires monétaires étant donné l'échange entre équivalents. Ce n'est qu'après la révolution keynésienne que la relativité de la valeur fut découverte. L'échange ne se fait pas entre

équivalents mais dans l'équivalence, les termes de l'échange étant *physiques* et non «axiologiques».

5. Cette fois, la solution est définitive: le profit est un coût de production monétaire formé dans les salaires et transféré gratuitement aux capitalistes.

CONCLUSION

Le profit en son sens strict de surplus ou de plus-value peut être conçu de trois façons différentes mais d'une seule façon exacte, qui est annoncée par Marx.

Première conception

L'économie connaît deux produits nets, juxtaposés. Le premier est le résultat des coûts de production. Le second n'a rien coûté à la société; il est gratuit. Cette conception du profit fut abandonnée dès le mercantilisme, mais son erreur n'est devenue clairement apparente qu'à la lumière de la distinction classique entre les valeurs d'usage et les valeurs d'échange.

Supposons qu'un coût de production constant conduise dans le temps à un produit qui s'accroît («en volume») de n à $n + \Delta n$ biens. Selon la première conception du profit, Δn définit le surplus de production, c'est-à-dire la partie du produit qui ne coûte rien puisque le progrès de la technique et de la productivité du travail permet aujourd'hui de fabriquer $n + \Delta n$ biens au coût de n biens dans le passé. Cette analyse est erronée, précisément parce que la comparaison du coût de production et de son résultat doit être faite sur le produit de la même période et non pas en considérant le produit d'aujourd'hui ($n + \Delta n$) face au coût de production de telle période révolue (n).

Le coût constant, égal à n unités de travail par exemple, donne aujourd'hui un produit plus grand en volume mais un produit qui est lui-même constant en valeur (d'échange). La mesure des biens produits est constante si leur coût de production l'est mais, avec la «croissance», la mesure n se rapporte à une collection de biens physiques (ou de valeurs d'usage) plus riche, la même valeur (d'échange) étant partagée

par une plus grande abondance de «richesses». C'est dire qu'après le gain de productivité, le produit accru (en valeurs d'usage) est mesuré par n et non par $n + \Delta n$ unités de coût.

Le profit n'est pas la partie de la production qui n'aurait rien coûté, car le coût s'étend à la production entière, mesurée en valeur d'échange.

Deuxième conception

On juxtapose encore deux produits, dont l'un est le résultat d'un coût de production et dont l'autre est gratuit. Cependant, on ajoute une proposition fondamentale, qui fait toute la différence avec le cas précédent: tout coût de production est de la nature des amortissements. On reconnaît la doctrine des Physiocrates. Le travail de l'homme a pour seul effet de reproduire, par la «consommation productive», les biens consommés par l'homme. Ainsi le coût de production - le travail - définit un produit qui est brut dans toute son étendue, n'étant que la «répétition», le transfert dans le temps, d'un produit préexistant. Aucune partie du produit de l'homme n'est nouvelle dans la période considérée. A côté du travail de l'homme, on ajoute alors le produit de la nature et ce produit est *net* dans la mesure où la terre donne plus que ce qu'elle reçoit. Tout le produit net, que nous appelons aujourd'hui revenu national, est un surplus, une plus-value, un profit au sens strict. Il en résulte que tout le revenu national est le partage des propriétaires fonciers, les autres classes de la société n'ayant accès, sous la forme de la subsistance des laboureurs et des salaires de la classe stérile, qu'à la consommation productive, exactement comme le cheval de trait.

Quelle preuve avons-nous de l'inconsistance de cette deuxième conception? La preuve la plus profonde est dans l'indétermination du produit physiocratique net. Cette indétermination est complète, si bien que la doctrine de François Quesnay est finalement privée de signification, tout en restant reconnue comme une étape importante et logiquement nécessaire vers la troisième conception.

Soit x la somme de monnaie dépensée par les propriétaires fonciers pour l'achat de la totalité du surproduit. Si ce produit net est quantifiable, il sera possible de maintenir l'hypothèse de la «Nature» produisant plus qu'elle n'absorbe; dans le cas contraire, la doctrine des

Physiocrates est métaphysique. Or, comment la somme x est-elle déterminée? Elle l'est par le montant du revenu de la classe des propriétaires. Si la classe agricole envoie une rente de x unités de monnaie aux propriétaires, ceux-ci pourront dépenser x unités de revenu pour acheter le produit net. Ainsi, la définition monétaire du produit net est purement circulaire: les propriétaires des biens-fonds gagnent ce qu'ils dépensent. La dérivation du produit net monétaire de la dépense du produit net monétaire est une explication circulaire et vicieuse. Quel que soit x , de zéro à l'infini, le produit net est égal à x . Finalement, la seule loi dont on dispose pour déterminer le produit net est celle de l'égalité du produit net avec lui-même.

Troisième conception

Le coût de la production s'étend à la totalité du produit; ainsi, le travail produit les salaires réels et les profits réels. D'autre part, tout le produit est net, à concurrence du coût de production. Le surplus ou la plus-value n'est donc qu'une partie du produit net, l'autre partie définissant les salaires réels.

A partir de cette troisième conception, on peut imaginer trois hypothèses.

Plaçons-nous au pôle des entreprises. Selon la première hypothèse, chaque entreprise ne lance dans ses ventes sur le marché des produits que le résultat des coûts de production qu'elle a effectivement payés; la distinction entre biens-salaire et biens-profit est ainsi écartée, tous les biens vendus ayant un coût de production (monétaire et réel) pour les entreprises. A contrario, selon la deuxième hypothèse, chaque entreprise vend deux catégories de biens; le produit correspondant aux coûts de production qu'elle a effectivement payés (les biens-salaire) et, en plus (en «surplus»), les biens qui ne lui ont rien coûté (les biens-profit). Enfin, d'après la troisième hypothèse, chaque entreprise paie la totalité du coût de production et dispose néanmoins des deux catégories de biens; les biens-salaire et les biens-profit.

Analysons les trois cas.

Hypothèse 1 L'entreprise ne dispose d'aucun bien-profit; sur le marché des produits, elle vend des biens appartenant tous à la catégorie des biens-salaire. D'après cette hypothèse, la dichotomie entre le

procès de production et le procès de circulation est totale, bien que le profit soit défini par la différence entre les recettes et les dépenses de chaque entreprise sur les deux marchés des produits et des services producteurs. Or, la distinction des deux procès rend inopérant tout écart entre prix et valeur, la dépense des salaires ne pouvant définir qu'un profit nul. Soit le schéma suivant,

$$E \xrightarrow{x} T \xrightarrow{y} E,$$

où x représente l'achat du produit de la part de l'entreprise et y mesure les recettes dues à la vente de ce même produit. Ainsi, x est égal au coût de production des biens-salaire. Source unique des revenus, les salaires de T peuvent seuls être dépensés sur le marché des produits, d'où l'égalité nécessaire des recettes et des dépenses de E .

L'analyse proposée par Sir James Steuart peut être située sur le plan de cette première hypothèse¹. A cette condition, la critique de Marx est recevable. Les biens-salaire sont achetés et vendus par les entreprises. Sir James Steuart cherche à définir le profit comme la différence entre les ventes et les achats des biens-salaire par les firmes. Il est certain que cette différence ne peut être que nulle. Si on exprime les ventes en «prix» et non en «valeur» - le prix étant supérieur à la valeur -, il est logique d'exprimer les achats également en prix et non en valeur, sinon la comparaison serait faussée. Ainsi, une augmentation de 10% des prix par rapport aux coûts de production se réduit à une augmentation de 10% des prix par rapport à la valeur; mesuré en prix, le profit est encore égal à zéro. Le profit ne peut apparaître positif que si on change d'étalon de mesure en passant des ventes aux achats: on mesure les coûts en prix et simultanément les achats en valeur. On aurait tout aussi bien pu faire l'inverse; le profit serait négatif. Si les ventes de E sont exprimées en prix et non en valeurs, il est logique que les achats de E (les coûts de production) soient eux-mêmes mesurés en prix et non en valeurs. On trouve donc une différence nulle entre les ventes et les achats, que l'on mesure les transactions en valeurs ou en prix. «Admettons maintenant que, par on ne sait quel privilège mystérieux, il soit donné au vendeur de vendre sa marchandise au-

¹ Dans la partie analytique, nous l'avons située sur le plan de la troisième hypothèse.

dessus de sa valeur, 110 par exemple quand elle ne vaut que 100, c'est-à-dire avec un enchérissement de 10%. Le vendeur encaisse donc une plus-value de 10. Mais après avoir été vendeur, il devient acheteur. Un troisième échangiste se présente à lui comme vendeur et jouit à son tour du privilège de vendre la marchandise 10% trop cher. Notre homme a donc gagné 10 d'un côté pour perdre 10 de l'autre. Le résultat définitif est en réalité que tous les échangistes se vendent réciproquement leurs marchandises 10% au-dessus de leur valeur, ce qui est la même chose que s'il les vendaient à leur valeur réelle. Une semblable hausse générale des prix produit le même effet que si les valeurs des marchandises, au lieu d'être estimées en or, l'étaient, par exemple, en argent. Leurs noms monétaires c'est-à-dire leurs prix nominaux s'élèveraient, mais leurs rapports de valeur resteraient les mêmes.»¹

Hypothèse 2 L'entreprise dispose de biens-profit dont le coût de production réel est positif et le coût de production monétaire nul. Cette hypothèse correspond à la théorie de Marx. Or, nous savons que si les biens-profit sont définis dans le procès de production indépendamment du procès de circulation, la plus-value ne peut être réalisée.

$$v + pl \text{ (formation)} \qquad pl \text{ (réalisation)} = 0$$

$$E \xrightarrow{v} T \xrightarrow{v} E$$

Le coût monétaire de pl n'étant pas assumé par l'entreprise, les biens-profit formés en E ne peuvent jamais être écoulés.

Encore une fois, la distinction entre les deux procès, de production et de circulation, est à l'origine de l'impossibilité formelle de donner une définition achevée du profit.

Il reste à analyser la dernière hypothèse. Synthèse des deux premières, elle va permettre de saisir le profit dans la fusion des deux procès. Ainsi, les biens-profit seront définis *par le procès de circulation dans le procès de production*.

¹ *Le Capital I, Œuvres I*, pp. 707 - 708

Hypothèse 3 L'entreprise dispose de biens des deux catégories, les biens-salaire et les biens-profit. La définition des biens-salaire est la même que précédemment (dans l'hypothèse 1): ce sont les biens dont le coût de production (monétaire et réel) est positif *pour l'entreprise*. Rappelons que les deux cas se distinguent en ceci que les biens-salaire sont la totalité du produit selon l'hypothèse 1 et seulement une fraction du produit selon l'hypothèse 2.

Deux propositions apparemment contradictoires doivent être conciliées et si Marx n'a pu résoudre le problème de la réalisation, c'est précisément parce qu'il n'a pu réussir cette conciliation.

Proposition 1 Pour les entreprises, les biens-profit ont, par définition, un coût de production nul.

Proposition 2 Pour l'ensemble de la société, les biens-profit ont un coût de production positif.

Que Marx accepte les deux propositions ne fait aucun doute. Ainsi, le travail abstrait et socialement nécessaire est la mesure de la totalité du produit, y compris les biens-profit (Proposition 2). D'autre part, les biens-profit sont la fraction du produit acquise gratuitement par les capitalistes (Proposition 1). Les deux termes de l'antinomie sont posés; il faut les concilier.

Nous savons aujourd'hui que si le coût des biens-profit est net pour l'ensemble de la société (Proposition 2) et nul pour les entreprises (Proposition 1), *c'est que le coût des biens-profit est net pour les entreprises mais sous la forme du coût des biens-salaire*. Cette solution est la seule qui soit concevable. Essayons de l'expliquer une dernière fois.

1. Tout coût de production social incombe aux entreprises.
2. Tout produit, qu'il soit bien-salaire ou bien-profit, a un coût social positif.
3. Ainsi, les biens-profit ont un coût qui est assumé par les entreprises.
4. Or, la définition même des biens-profit exige qu'ils aient un coût nul pour les entreprises.
5. La conciliation de (3) et (4) n'est possible que si le coût des biens-profit est une partie du coût des biens-salaire. En effet:
 - s'il l'est, il est à la fois un coût social assumé par les entreprises et un coût social du côté des biens-profit;

- réciproquement, si le coût des biens-profit n'est pas une partie du coût des biens-salaire, il faut de deux choses l'une: ce coût est additionnel (ce qui est interdit par la définition des profits), ou bien ce coût est nul (ce qui est interdit par l'égalité entre le produit total et son coût social).

Répetons que pour Marx les biens-profit ont un coût de production social, mesuré en travail, exactement comme les biens-salaire. La difficulté est donc de se donner un coût du produit social positif qui soit un coût de production nul pour les entreprises.

Une première «solution» serait de distinguer les coûts de production assumés par les entreprises des coûts de production incombant aux travailleurs. Ce «stratagème» n'a pas été évoqué par Marx. Il est évident que si les travailleurs assumaient la totalité des coûts de production, l'aliénation du produit serait nulle. Plus généralement, l'aliénation est égale à la proportion du coût incombant aux entreprises. Si l'aliénation est totale, égale à la totalité du produit, c'est que la totalité des coûts de production est supportée par les capitalistes, qui engagent le capital variable et, au-delà, le capital-argent correspondant aux profits. Ainsi, le coût de production (monétaire ou réel) défini pour la société est un coût égal pour les entreprises. La vraie solution du dilemme est donc de faire correspondre le coût de production à la catégorie d'abord indivise du produit, les «biens-salaire». Le coût de production des biens-profit est nul dans la mesure où tout coût de production se rapporte d'abord aux biens-salaire. La distinction des deux catégories de biens résulte uniquement du fait que dans les ventes, la totalité du coût de production est reportée sur une *partie* du produit, les biens-profit étant ainsi obtenus par une véritable dénaturation d'une partie des biens-salaire. Finalement, les biens-salaire ne représentent plus qu'une fraction du produit, les biens-profit étant des biens-salaire transformés.

Chaque entreprise produit une valeur (ajoutée) égale au travail de ses employés; le clivage de cette valeur en deux parts, la partie revenant aux travailleurs et la partie revenant aux capitalistes, n'est connue qu'à la vente du produit. Il faut donc concevoir l'unité des deux procès, de production et de circulation. Dans le procès unifié, les salariés obtiennent les salaires *réels*, après conversion de leurs salaires monétaires; pareillement, les entreprises obtiennent les profits *réels*,

après conversion des profits monétaires. La *formation* des profits monétaires est donnée dans la vente du produit. Et comme la formation des profits réels est une conséquence logique de la formation des profits monétaires, *la formation et la réalisation des profits réels* résultent d'une opération unique, l'unité des deux procès. Ainsi, la vente des biens-salaire se fait à un prix égal au coût de production de la somme des biens-salaire et des biens-profit. Autrement dit, le prix des biens-salaire est supérieur, de tout le montant des biens-profit, au coût de production des biens-salaire. Marx aurait dû accepter l'inéquation

$$\text{prix} > \text{valeurs}$$

dans le cadre de l'hypothèse 2 de la troisième conception. Pour atteindre à ce résultat, il ne lui manquait que l'analyse de la monnaie de crédit. L'égalité du prix de vente et du coût de production des biens-salaire se traduit en un problème insoluble, la réalisation de la plus-value.

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--------------------|---|
| INTRODUCTION | 7 |
|--------------------|---|

CHAPITRE I

LA FORMATION DE LA PLUS-VALUE

| | | |
|-----------|---|----|
| Section 1 | La théorie marxienne | 13 |
| | 1) L'équivalence produit-travail | 14 |
| | 2) L'équivalence entre la force de travail et le travail correspondant | 16 |
| | 3) La plus-value en tant que différence entre l'équivalence du produit et du travail et l'équivalence de la force de travail et du travail correspondant | 18 |
| Section 2 | Première critique de la théorie marxienne de la formation de la plus-value | 22 |
| | 1) La mesure du produit | 22 |
| | 2) La mesure de la force de travail | 24 |
| | 3) La «contradictio in adjecto» | 26 |

CHAPITRE II

LA RÉALISATION MONÉTAIRE DE LA PLUS-VALUE

| | | |
|-----------|---|----|
| Section 1 | La nécessité de la réalisation | 31 |
| Section 2 | La dépense des salaires distribués ne permet pas la réalisation de la plus-value | 35 |
| Section 3 | La plus-value ne peut être réalisée par la dépense de la plus-value | 46 |
| | 1) La plus-value avancée en or | 47 |
| | 2) La plus-value avancée en monnaie | 51 |

CHAPITRE III

LA CONTRADICTION ENTRE LA FORMATION ET
LA RÉALISATION DE LA PLUS-VALUE

| | | |
|-----------|--|----|
| Section 1 | La contradiction | 59 |
| Section 2 | Les raisons de la contradiction | 63 |
| Section 3 | Réalisation de la plus-value et force de travail . . . | 70 |

CHAPITRE IV

PRÉSENTATION SYNTHÉTIQUE DU PROBLÈME
DE LA RÉALISATION

| | | |
|-----------|----------------------|----|
| Section 1 | La méthode | 83 |
| Section 2 | Le critère | 89 |

CHAPITRE V

LA SOLUTION AU PROBLÈME
DE LA RÉALISATION

| | | |
|-----------|---|-----|
| Section 1 | La solution est d'abord impossible | 94 |
| Section 2 | La signification exacte de la loi de la reproduction du capital-argent | 111 |
| Section 3 | La méthode de solution | 113 |
| Section 4 | La solution | 126 |

CHAPITRE VI

DE L'ÉCHANGE ENTRE ÉQUIVALENTS À
L'ÉQUIVALENCE DANS LES ÉCHANGES

| | | |
|----------------------|--|-----|
| Section 1 | La valeur en tant qu'objet d'échange | 133 |
| Section 2 | Pourquoi la valeur est-elle un objet d'échange? . . | 134 |
| Section 3 | Aujourd'hui, nous savons que la valeur n'est pas un objet échangeable | 135 |
| CONCLUSION | | 139 |

ACHEVÉ D'IMPRIMER EN DÉCEMBRE 1977 SUR LES PRESSES
DE L'IMPRIMERIE FRAGNIÈRE SA, À FRIBOURG

Imprimé en Suisse

La théorie économique se trouve dans une impasse. L'échec de l'analyse néoclassique est toujours plus manifeste. Incapables d'expliquer les phénomènes actuels du système économique par les modèles walrasiens, un nombre croissant de chercheurs redécouvrent les écrits économiques de Karl Marx. L'indétermination des prix relatifs ne fait que confirmer analytiquement l'actualité de la pensée marxienne.

L'intérêt croissant suscité par la pensée de Marx ne doit pourtant pas déboucher sur une répétition dogmatique de sa théorie. Au contraire, nous pensons que Marx modifierait aujourd'hui sensiblement son analyse à la lumière de l'évolution du système capitaliste. Ainsi notre tâche est-elle de découvrir les failles dans l'œuvre économique de Marx non pas pour la détruire mais pour la dépasser. Seuls des épigones aveugles, «marxistes vulgaires», pourraient désavouer une démarche qui a pour but l'élaboration d'une nouvelle théorie de la valeur-travail.

Critique et synthèse seront donc les lignes directrices d'une série d'études qui porteront sur l'ensemble des catégories économiques analysées par Marx, comme: la valeur, la plus-value, la monnaie, le circuit, la crise, le capital.

OUVRAGES de BERNARD SCHMITT:

- La formation du pouvoir d'achat* (Sirey, Paris, 1960).
- Monnaie, salaires et profits* (PUF, Paris, 1966, et Castella, Albeuve, 1975).
- L'analyse macroéconomique des revenus* (Dalloz, Paris, 1971).
- Macroeconomic Theory, a fundamental revision* (Castella, 1972).
- New proposals for world monetary reform* (Castella, 1973).
- Théorie unitaire de la monnaie, nationale et internationale* (Castella, 1975).
- Génération de la monnaie des monnaies européennes* (Castella, 1975).
- L'or, le dollar et la monnaie supranationale* (Calmann-Lévy, Paris, 1977).
- La monnaie européenne* (PUF, 1977).

OUVRAGES de BERNARD SCHMITT et ALVARO CENCINI:

- La pensée de Karl Marx, critique et synthèse.*
 - Vol. I. *La valeur* (Castella, 1976).
 - Vol. II. *La plus-value* (Castella, 1977).